

JUIN 2023

Transformer **La** Défense européenne

Un nouvel accent sur l'intégration

AUTEURS

Max Bergman

Otto Svendsen

Un rapport du programme CSIS Europe, Russie et Eurasie

CSIS

CENTER FOR STRATEGIC &
INTERNATIONAL STUDIES

JUIN 2023

Transformer La Défense européenne

Un nouvel accent sur l'intégration

AUTEURS

Max Bergman
Otto Svendsen

Un rapport du programme CSIS Europe, Russie et Eurasie

À propos du SCRS

Le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) est une organisation bipartite de recherche sur les politiques à but non lucratif qui se consacre à l'avancement d'idées pratiques pour relever les plus grands défis mondiaux.

Thomas J. Pritzker a été nommé président du conseil d'administration du SCRS en 2015, succédant à l'ancien sénateur américain Sam Nunn (D-GA). Fondé en 1962, le SCRS est dirigé par John J. Hamre, qui en est le président-directeur général depuis 2000.

L'objectif du SCRS est de définir l'avenir de la sécurité nationale. Nous sommes guidés par un ensemble distinct de valeurs : impartialité, pensée indépendante, pensée novatrice, érudition interdisciplinaire, intégrité et professionnalisme, et développement des talents. Les valeurs du SCRS travaillent de concert vers l'objectif d'avoir un impact dans le monde réel.

Les chercheurs du SCRS apportent leur expertise politique, leur jugement et leurs réseaux solides à leurs recherches, analyses et recommandations. Nous organisons des conférences, publions, donnons des conférences et faisons des apparitions dans les médias qui visent à accroître la connaissance, la sensibilisation et la visibilité des questions politiques auprès des parties prenantes concernées et du public intéressé.

Le SCRS a un impact lorsque nos recherches contribuent à éclairer la prise de décision des principaux décideurs et la réflexion des principaux influenceurs. Nous travaillons à la vision d'un monde plus sûr et plus prospère.

Le SCRS ne prend pas de position politique précise; par conséquent, toutes les opinions exprimées ici doivent être comprises comme étant uniquement celles de l'auteur ou des auteurs.

© 2023 par le Centre d'études stratégiques et internationales. Tous les droits sont réservés.

Centre d'études stratégiques et internationales
1616 Rhode Island Avenue, NW
Washington, DC 20036
202-887-0200 | www.csis.org

Remerciements

Les auteurs de ce rapport sont reconnaissants au président du SCRS, John Hamre, pour son leadership et pour avoir dirigé les efforts du projet Transforming European Defence. Plusieurs collègues ont fourni des commentaires et des réactions sur plusieurs ébauches de ce rapport. Ils comprennent Sean Monaghan, Mathieu Droin, Sissy Martinez, R. Dan Kelemen et Greg Sanders. Ce rapport n'aurait pu être rédigé sans leurs importantes contributions. Enfin, nous avons une dette de gratitude et de remerciements envers le CSIS iDeas Lab et l'équipe des communications, en particulier Katherine Stark et William H. Taylor, pour leur aide dans l'édition et la publication du rapport.

Ce rapport est rendu possible grâce au soutien général du SCRS. Aucun parrainage direct n'a contribué à ce rapport.

À propos du projet

Ce rapport fait partie du projet CSIS Transforming European Defence dirigé par le programme CSIS Europe, Russie et Eurasie et le CSIS Defence-Industrial Initiatives Group. L'objectif du projet est de tirer parti des atouts du CSIS en matière d'analyse politico-militaire et d'engagement industriel de la défense pour créer un plan d'action visant à rationaliser la défense européenne. Il développera des recommandations spécifiques pour les décideurs politiques européens afin de réduire les inefficacités et de rechercher des efforts communs créatifs pour la sécurité européenne. Le projet développe également des recommandations pour des initiatives réalisables que les décideurs politiques américains peuvent engager et pousser les alliés européens à mettre en œuvre. Ce projet vise ainsi à impacter la politique des deux côtés de l'Atlantique.

Contenu

Résumé	DANS
Introduction et contexte	1
1 Le paysage stratégique transatlantique	7
Que veut l'Amérique de l'Europe ?	7
Aux prises avec l'évolution politique de l'Europe	16
Perspectives stratégiques de l'Europe	19
2 Le problème de la défense anémique de l'Europe	22
L'état désastreux de la défense européenne	22
Efforts nationaux pour combler les lacunes	26
Déclin de la coopération européenne en matière de défense	29
3 Recommandations pour une nouvelle voie à suivre	37
Un nouvel accent sur l'intégration de la défense à travers l'Union européenne	37
L'OTAN devrait accorder la priorité à la coopération	43
Recommandations pour les États-Unis	48
à propos des auteurs	52
Notes de fin	53

Résumé

la défense est dans un état décrépit. Alors que la guerre en Ukraine a augmenté la focalisée sur la défense, l'Europe n'a pas fondamentalement abordé ses problèmes structurels plus européens, à savoir la manière profondément fragmentée et désorganisée dont les Européens génèrent leur les forces. En tant que telle, l'Europe, malgré une union politique et économique solide au sein de l'Union européenne, une économie de taille équivalente à celle des États-Unis ou de la Chine, une population de 450 millions d'habitants et dépensant collectivement plus de 200 milliards de dollars par an pour la défense, est presque entièrement dépendent des États-Unis pour la dissuasion et la défense collective.

La question fondamentale pour la défense européenne au cours de la prochaine décennie est de savoir si les membres européens de l'OTAN peuvent reconstruire leur capacité militaire. Les Européens s'engagent à dépenser beaucoup plus pour la défense et il est crucial que ces investissements aient un impact transformateur sur la défense européenne. Cela nécessitera une coopération et une intégration approfondies des efforts européens. L'alternative, investir légèrement plus mais de manière non coordonnée, n'améliorera que marginalement le statu quo. Pourtant, c'est la trajectoire actuelle : plus de dépenses, mais un impact limité.

L'OTAN ne s'est pas montrée capable d'amener ses États membres à dépenser de manière adéquate ou à coordonner et intégrer leurs efforts d'investissement dans la défense. En effet, la coopération européenne en matière de défense a diminué au cours de la dernière décennie et la question de la coopération européenne en matière de défense n'a même pas été mise en évidence dans le concept stratégique 2022 de l'alliance. Le défi pour l'OTAN est qu'elle a réussi à résoudre les dilemmes de sécurité pour de nombreux États européens. Pour la plupart des Européens, les menaces critiques auxquelles ils sont confrontés ne concernent pas leur nation, mais leur Europe. Pourtant, les dépenses de défense sont dictées au niveau national. Cela a créé de vastes écarts au sein de l'alliance en termes d'orientation et de financement alloués à

défense nationale et créé des lacunes dans les capacités nécessaires à la défense européenne collective. L'OTAN, une organisation multilatérale basée sur les États, a fondamentalement échoué à surmonter ce dilemme. Le résultat est que les États-Unis restent indispensables à la sécurité européenne.

Ce rapport décrit le rôle essentiel que l'Union européenne doit jouer pour aider à coordonner et à intégrer les efforts de défense européens. Réaliser une transformation de la défense européenne nécessite non seulement davantage de dépenses, mais une coopération, une coordination et une intégration européennes plus approfondies en matière de défense. La politique américaine devrait consacrer autant d'énergie à encourager les Européens à coordonner et à intégrer leurs efforts de dépenses qu'à encourager davantage de dépenses.

L'Union européenne a une capacité démontrée à intégrer les secteurs politiques et, surtout, dispose de mécanismes de financement et de financement pour encourager la coopération et combler les lacunes en matière de capacités. Elle peut contribuer à intégrer la défense européenne de bas en haut, en complément des efforts de l'OTAN. Au lieu que les États-Unis et l'OTAN écrasent l'Union européenne en matière de défense, comme elle l'a fait au cours de la dernière génération, l'Union européenne peut jouer un rôle de défense central et devrait être pressée d'en faire plus.

L'intégration de la défense européenne sera un travail de longue haleine, nécessitant un engagement continu des États-Unis. C'est un effort générationnel, qui aurait dû commencer il y a une génération. L'objectif ne doit pas être de créer une armée européenne ou une force unique. L'Union européenne ne remplacera pas et ne peut pas remplacer l'OTAN. Mais l'Union européenne pourrait jouer un rôle crucial en aidant à forger un pilier européen au sein de l'OTAN.

Introduction et contexte

décennies. Malgré sa richesse, sa taille, sa sophistication technologique et ses atouts militaires, L'enigme de la défense européenne a contrarié les décideurs américains et transatlantiques pendant le Europe est militairement dépendante des États-Unis pour sa sécurité. Avec la guerre qui fait rage en Europe, une menace croissante de superpuissance dans l'Indo-Pacifique et une ambivalence croissante envers l'OTAN et les relations transatlantiques aux États-Unis, il est temps de réévaluer.

La défense européenne apparaît à la croisée des chemins. La guerre en Ukraine a changé l'Europe. Pourtant, l'ampleur de la transformation est également en question. Le retour de la guerre sur le continent européen va-t-il galvaniser l'Europe pour renforcer sa défense et sa sécurité ? Ou est-ce une autre fausse aube où les initiatives sont en deçà des besoins de l'alliance transatlantique ? Il y a des raisons d'être à la fois optimistes et pessimistes.

D'une part, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a choqué l'Europe et a clairement mis en lumière l'importance de la défense et de la sécurité. L'Europe a réagi de manière sans précédent, a maintenu son unité et a surpris de nombreuses personnes en Europe et au-delà par la force de sa réponse. Les États européens se sont engagés à dépenser beaucoup plus pour la défense. La guerre a concentré l'OTAN sur sa tâche principale d'origine : dissuader la Russie et se préparer à la guerre conventionnelle.

La Finlande et la Suède ont fait le choix historique de rejoindre l'OTAN. L'Union européenne s'est transformée en un acteur important de la défense, fournissant une assistance en matière de sécurité à l'Ukraine, formant les forces ukrainiennes et fournissant des fonds pour accélérer la production de munitions. L'Europe dans son ensemble est désormais plus concentrée sur sa propre sécurité qu'à aucun moment depuis la guerre froide. Ainsi, le continent pourrait entrer dans une période de transformation où les pays européens sont au début d'une période massive d'investissement dans la défense. L'Europe d'ici 2030 aura probablement des armées plus fortes et plus capables, renforçant l'alliance de l'OTAN.

Pourtant, d'un autre côté, la guerre a révélé l'état désastreux de la défense européenne. La nécessité de soutenir l'Ukraine a encore épuisé les forces européennes, d'énormes quantités d'équipements étant envoyées en Ukraine. L'effort de soutien à l'Ukraine a également révélé que les militaires européens sont dans un état encore pire qu'on ne le pensait auparavant, car une grande partie de l'équipement qui existait sur le papier est dans un tel état de délabrement qu'il ne peut même pas être donné à un Kiev désespéré. Maintenant, alors que l'Europe se tourne pour remplacer ses équipements, elle constate que sa capacité industrielle de défense n'est pas en mesure de répondre à la demande, laissant les Européens déchirés entre acheter en dehors de l'Europe ou accepter de longs délais pour acheter des produits européens et renforcer leur propre capacité industrielle de défense .

Une voie claire consiste pour les Européens à travailler davantage ensemble, à coopérer davantage et à intégrer davantage leurs efforts de défense. Alors que la guerre en Ukraine a incité Bruxelles à entreprendre de nouvelles tâches de défense importantes, telles que la fourniture d'équipements et de formation aux forces ukrainiennes, le bloc a à peine coordonné sa politique de défense en termes d'efforts d'approvisionnement conjoints ou d'intégration industrielle de la défense. En fait, la coopération en matière de défense a en fait diminué au cours de la dernière décennie. Comme les Européens ont dépensé plus au cours de la dernière décennie, ils ont moins coopéré. Le manque de coopération augmente les coûts, crée des lacunes dans les capacités et rend plus difficile pour les forces européennes d'opérer ensemble, ce qui garantit leur dépendance vis-à-vis des forces américaines. Sans une plus grande coopération, des augmentations marginales des dépenses de défense réparties dans plus de 27 nations européennes différentes n'ont eu que des impacts marginaux sur la défense européenne. Les nations européennes s'engagent désormais à dépenser beaucoup plus pour la défense, mais elles sont actuellement sur la bonne voie pour le faire de manière non coordonnée, chaque nation suivant sa propre voie. La défense européenne devrait donc se renforcer, mais probablement de façon marginale.

Il n'est pas non plus certain que toutes les dépenses promises se concrétiseront. La guerre en Ukraine a renforcé la dépendance européenne vis-à-vis des États-Unis. Les États-Unis ont une fois de plus joué un rôle indispensable dans la sécurité européenne, en rassurant les alliés, en dissuadant la Russie, en coordonnant et en dirigeant l'aide à Kiev. De plus, l'armée russe, principal ennemi conventionnel de l'Europe, a été ravagée par la guerre. Un récent rapport du SCRS a révélé qu'avec les pertes russes en temps de guerre, notamment des centaines de milliers de soldats et plus de 10 000 pièces d'équipement et de technologie militaires, il faudra probablement de nombreuses années au Kremlin pour reconstituer son armée et réparer les dommages économiques subis par les sanctions occidentales et le découplage. .1 Avec la Russie en baisse et les États-Unis apparemment de retour, l'intérêt des pays européens à combler leurs déficits de défense pourrait décliner. Après tout, l'Europe s'est engagée à dépenser plus dans le passé et n'a pas donné suite ou n'a pas obtenu grand-chose pour ce qu'elle a dépensé. L'accent déterminé de l'Europe sur la défense pourrait donc diminuer à mesure que le temps s'écoulera de l'invasion à grande échelle de la Russie. Il y a déjà des signes de cette tendance. Un changement économique au sein de l'Union européenne vers la réduction du déficit, qui est actuellement promu par l'Allemagne à Bruxelles, empêcherait probablement de nombreux membres de l'OTAN d'augmenter les dépenses de défense, et encore moins d'atteindre 2 % du PIB. Ainsi, il est tout à fait possible que l'Europe manque le moment.

Pourtant, la frustration monte aux États-Unis quant à l'état de l'alliance. Un argument qui gagne en importance est que la seule façon d'amener l'Europe à prendre au sérieux sa propre sécurité est que les États-Unis prennent du recul et réduisent leurs forces et leur implication dans l'OTAN et l'Europe. Comme

tant que les États-Unis sont là, d'après l'argument, les pays européens n'ont guère de raisons de se renforcer considérablement sur le plan militaire . de retour d'Europe. Cet argument a gagné du terrain parmi un groupe éminent d'experts en politique étrangère prônant une plus grande retenue dans la politique étrangère américaine, ainsi que parmi les faucons chinois notables de la droite politique.³

Il y a aussi une forte opposition à cette ligne de pensée⁴. Se retirer de l'Europe sapera les relations transatlantiques qui procurent un immense avantage diplomatique aux États-Unis.

La sécurité européenne, après tout, ne doit pas être tenue pour acquise, car elle a été l'objectif prédominant de la politique étrangère américaine depuis la fondation des États-Unis. La faiblesse européenne peut également être surestimée. Bien que l'Europe ne soit pas aussi forte qu'elle pourrait l'être, elle possède toujours des capacités militaires importantes, ce qui en fait un partenaire mondial essentiel. L'influence sans précédent de Washington dans une institution conçue pour soutenir les objectifs de sécurité américains fait de l'OTAN un marché géopolitique remarquable.⁵ En effet, le développement de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide a facilité la sécurité de l'Europe et contribué à l'élargissement et à la prospérité économique de l'Union européenne. Cette évolution a également été une aubaine pour les États-Unis, car elle a renforcé les liens de l'Europe avec les États-Unis. En ce sens, le statu quo, bien qu'il ne soit pas idéal, n'est peut-être pas si mauvais.

Il y a du mérite aux deux points de vue. Préserver, protéger et renforcer l'OTAN est fondamental pour les intérêts américains et la sécurité européenne. Pourtant, il est également vrai que quelque chose reste fondamentalement brisé dans le statu quo actuel. Les États-Unis peuvent tirer d'immenses avantages de l'OTAN, mais ils bénéficieraient également beaucoup plus d'une Europe plus forte et plus capable, y compris dans l'Indo-Pacifique. Le cours actuel ne fonctionne donc pas et pourtant l'alliance reste profondément opposée au changement, craignant que toute modification du statu quo ne conduise à un divorce transatlantique.

Ce rapport commence par une section posant les questions fondamentales : qu'attendent les États-Unis de l'Europe, et que veulent-ils que l'Europe devienne ? Bien que des questions apparemment simples, Washington n'a pas sérieusement pris en compte ces questions depuis avant le 11 septembre, qui a détourné l'attention de la nation de l'Europe et de son avenir. Les États-Unis sont essentiels à toute nouvelle orientation de la sécurité européenne. Il a une influence énorme et une position privilégiée au sein de l'Europe, peut-être plus que dans toute autre région du monde. Pourtant, les États-Unis ne précisent pas ce qu'ils attendent de l'Europe. En rhétorique, il dénonce la faiblesse européenne, mais en pratique, il aspire à être indispensable à la sécurité européenne et à l'influence qu'il tire de cette position.

La politique américaine a cherché à jouer sur les deux tableaux : maintenir le rôle indispensable des États-Unis et bénéficier d'alliés européens puissants capables de partager davantage le fardeau de la sécurité des États-Unis. Ainsi, les États-Unis prendraient la décision et l'Europe s'alignerait en soutien, apportant des forces fortes et capables pour faire avancer les objectifs politiques largement américains. Cela a laissé les deux côtés de l'Atlantique frustrés : Washington par le manque de capacité des Européens et le besoin constant de rassurer sur l'engagement américain, et l'Europe par le fait qu'elle va de soi. Les États-Unis doivent décider si l'objectif de la politique américaine est de préserver la centralité de son rôle dans la sécurité européenne ou de pousser l'Europe à devenir moins dépendante et un acteur de la sécurité mondiale plus capable.

Pendant des décennies, les décideurs politiques américains ont insisté sur le fait que la solution aux problèmes de sécurité de l'Europe consistait simplement à augmenter les dépenses de défense européennes. Mais ce que cela a ignoré, c'est que le problème de l'Europe n'est pas seulement un

question des dépenses de défense nationale. Les dépenses de défense des États membres participants à l'Agence européenne de défense (AED) de l'Union européenne ont atteint 214 milliards d'euros (229 milliards de dollars) en 2021, un niveau record et une croissance de 6% par rapport à l'année précédente, marquant la première fois que le bloc a coupé la barre des 200 milliards d'euros. 6 Des dépenses supplémentaires sont sans aucun doute nécessaires, mais à peine suffisantes, comme l'a montré une décennie d'investissements dans la défense. Au cœur du dilemme de la défense européenne se trouve le simple fait que l'Europe ne fait pas de défense. Ses États-nations le font. Pourtant, la menace qui pèse sur la plupart des États européens ne porte plus sur la nation, mais sur l'Europe.

Le résultat est un paysage de défense dispersé, avec plus de 27 pays européens développant inévitablement des perspectives stratégiques, des priorités et des capacités différentes. Le problème de la fragmentation de la défense européenne a été traité comme pratiquement insoluble. C'est pourtant le défi que l'Union européenne a relevé avec succès secteur après secteur.

Mais l'Union européenne, principal acteur politique et économique de l'Europe, a été reléguée à un rôle de défense périphérique, malgré un fort soutien public à travers l'Europe pour des efforts de défense accrus de l'UE et pour que l'Union européenne joue un rôle mondial plus important. Au lieu de tirer parti du pouvoir d'intégration de l'Union européenne, l'OTAN et les États-Unis se sont engagés dans une lutte bureaucratique persistante pour exclure l'Union européenne de la défense pendant plus de deux décennies. Ils ont largement réussi. Les craintes que l'Union européenne ne fasse double emploi avec le rôle de l'OTAN ignorent qu'un défi majeur pour l'OTAN est la fragmentation, la duplication et le manque de coordination entre ses États membres. Le résultat est qu'il n'y a pas de pilier européen unifié de l'OTAN, mais plutôt des contributions disparates qui représentent moins que la somme des parties collectives de l'Europe. Concrètement, cela signifie que la défense de l'Europe n'est pas assurée par l'Europe, mais par les États-Unis, qui constituent l'épine dorsale militaire essentielle de l'OTAN.

La reconstruction des armées européennes est la question militaire cruciale pour l'OTAN et pour la sécurité européenne. Pourtant, l'OTAN n'est pas à la hauteur de la tâche. L'OTAN excelle dans la coordination et l'intégration des forces et des capacités à sa disposition en une force de combat cohésive. Cependant, comme le démontrent les deux dernières décennies, l'OTAN n'a pas excellé à déterminer comment amener ses États membres à générer ces forces et ces capacités. 7 Comme le notait succinctement le politicien slovaque Tomas Valasek il y a plus de dix ans, « il y a un grand contraste entre la manière coopérative dont les pays européens mènent les guerres et la manière insulaire dont la plupart s'y préparent. »8 L'Europe ne construit pas leurs forces en tant qu'Européens mais en tant que nations distinctes, même si le défi de sécurité critique pour la plupart des Européens n'est pas une menace pour leur nation mais pour leur Europe.

Ce rapport soutient que les États-Unis, l'OTAN et l'Union européenne doivent se concentrer à nouveau sur la promotion de l'intégration de la défense européenne. La politique américaine devrait chercher à réduire la dépendance de l'Europe vis-à-vis des États-Unis et à encourager l'Europe à devenir un acteur mondial plus fort.

Cependant, pour y parvenir, il ne faut pas un retrait des États-Unis d'Europe, mais un engagement renouvelé des États-Unis. Les États-Unis devraient insister diplomatiquement pour que les Européens renforcent leur coopération autant qu'ils insistent sur davantage de dépenses de défense. Cela comprend l'adoption d'une nouvelle politique envers l'Union européenne qui, au lieu de s'y opposer activement, promeut et encourage activement l'Union européenne à jouer un rôle de défense plus ambitieux.

L'Europe ne construit pas ses forces en tant qu'Européens mais en tant que nations distinctes, même si le défi de sécurité critique pour la plupart des Européens n'est pas une menace pour leur nation mais pour leur Europe.

Pour être clair, l'Union européenne ne dispose pas d'un élixir magique qui résoudrait soudainement les nombreux problèmes profondément enracinés de l'Europe liés à la défense. Au lieu de cela, l'Union européenne a un rôle complémentaire clair à jouer dans l'intégration des forces européennes de bas en haut, en encourageant les achats conjoints, en supprimant les barrières bureaucratiques entre les ministères nationaux et en comblant les lacunes des capacités européennes. Cela obligera l'Union européenne à tirer parti de son énorme potentiel financier et fiscal pour surmonter les obstacles profondément enracinés à une plus grande coopération. Renforcer l'Union européenne en tant qu'acteur de la défense est aussi la carte qui n'a pas encore été jouée en matière de défense européenne.

L'intégration de la défense européenne sera une corvée. Ce sera un processus lent et laborieux et un effort générationnel. L'objectif n'est pas d'atteindre un état final prédéterminé, comme une armée ou une armée européenne unique. Au lieu de cela, l'objectif est de permettre à l'Europe de se battre et d'agir de manière cohérente. Pour l'Union européenne, cela commencera par s'attaquer à des problèmes concrets et à des lacunes évidentes dans les capacités européennes plutôt que de poursuivre une vision grandiose.

L'OTAN, en tant qu'acteur central de la sécurité européenne, doit également mettre un accent renouvelé sur la coopération en matière de défense. Contrairement à la boussole stratégique de l'UE de 2022 et à la déclaration de Versailles adoptée par les dirigeants de l'UE après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, ni le nouveau concept stratégique de l'OTAN ni la déclaration du sommet de Madrid de 2022 ne mentionnent explicitement la coopération entre les membres comme une priorité centrale.⁹ Cette omission est tout à fait à l'opposé . au premier concept stratégique de l'OTAN de 1949, qui mentionnait explicitement des mesures de coopération entre alliés comme condition préalable à la mise en œuvre réussie de la planification de la défense collective.¹⁰ L'OTAN pourrait stimuler l'intégration des forces européennes en tirant parti de son nouveau modèle de force (NFM) pour encourager les Européens à intégrer leurs efforts . En outre, l'OTAN devrait insister sur la nécessité pour les Européens de développer des capacités clés qui réduisent la dépendance vis-à-vis des ressources américaines, en particulier celles qui peuvent être rares ou nécessaires dans l'Indo-Pacifique.

La priorisation de la coopération de défense n'a pas pour objectif d'écarter l'OTAN mais de permettre à l'Europe de constituer au sein de l'OTAN un pilier européen qui allège les charges des États-Unis. Cela ne signifie pas le découplage de l'alliance ou la fin des forces de défense nationale. Cela signifie évoluer vers une situation où les Européens peuvent de plus en plus agir avec plus de compétence à l'intérieur et à l'extérieur de l'OTAN dans des situations où les menaces concernent étroitement l'Europe plutôt que l'alliance dans son ensemble.

C'est de plus en plus essentiel car le paysage stratégique a changé. Alors que l'OTAN, dans les années 1990, croyait qu'elle était soit « hors de la zone, soit fermée aux affaires », elle s'est maintenant recentrée sur la tâche essentielle de la défense de l'Europe.¹¹ Cependant, la nécessité pour l'Union européenne d'être en mesure de mener des opérations de la région n'a pas disparu. Mais les États-Unis étant moins concentrés sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Union européenne pourrait voir la nécessité de mener des opérations militaires chez son voisin

régions, comme elle a tenté de le faire à maintes reprises et avec beaucoup de difficulté au cours des deux dernières décennies. Mais il est incertain, et peut-être peu probable, que les États-Unis soient là pour soutenir l'Europe dans ces opérations.

Il reste un scepticisme profondément enraciné à l'égard de l'Union européenne, tant à Washington que dans de nombreuses capitales européennes. Les initiatives existantes de l'UE en matière de défense n'ont eu qu'un impact marginal et ont été dotées de peu de ressources. Cependant, l'Union européenne n'est pas non plus une entité statique. Il évolue constamment et s'intègre de nouvelles façons. Au cours des dernières décennies, le bloc a développé une monnaie, la capacité d'emprunter, un budget commun croissant, et agit de plus en plus « comme un État ». De plus, le retour de la concurrence entre les grandes puissances a également propulsé l'Union européenne, avec une économie équivalente aux États-Unis ou à la Chine et un poids économique et réglementaire énorme, dans un rôle géopolitique de plus en plus important. La situation actuelle de l'Union européenne ne correspond pas à ce qu'elle sera dans 10 ou 20 ans, d'autant plus qu'une nouvelle génération prend le pouvoir et n'a grandi qu'en tant que citoyens de l'Union européenne.

Fondamentalement, l'Union européenne ne deviendra pas un acteur de la défense sans le soutien solide et la cajolerie des États-Unis. Les États-Unis étaient autrefois le principal soutien de l'intégration européenne en Europe, y compris en matière de défense. Le secrétaire d'État John Foster Dulles a promis une « réévaluation angoissante » de l'engagement américain envers l'Europe si les dirigeants européens ne créaient pas une Communauté européenne de défense - une armée européenne de facto (le Parlement français l'a finalement rejetée)¹². engagement et pour l'Union européenne d'assumer un rôle de défense ambitieux qui repousse de nouvelles frontières.

Pourtant, s'il est urgent de saisir ce moment et de transformer l'approche de l'Europe en matière de défense, sans une vision plus ambitieuse de la défense et de la sécurité européennes, l'alliance transatlantique pourrait très bien avoir la même conversation dans une décennie sur la manière d'aborder le état lamentable de la défense européenne. En effet, ce rapport est à bien des égards en conversation avec un rapport du SCRS de 2005 de l'actuelle ambassadrice américaine auprès de l'OTAN Julianne Smith et de l'ancienne sous-secrétaire à la défense pour la politique Michèle Flournoy, intitulé *European Defence Integration: Bridging the Gap between Strategy and Capabilities*, dans lequel ils avertissent que « l'écart entre la stratégie de sécurité européenne et les capacités militaires menace de se creuser ». au statu quo était une recette pour le désastre. Des sentiments tels que ceux exprimés par Flournoy et Smith il y a deux décennies restent emblématiques du discours sécuritaire transatlantique à ce jour. Le danger pour l'alliance transatlantique est donc que le statu quo prévale.

Ce rapport commencera par une évaluation du paysage stratégique transatlantique, y compris la stratégie de défense américaine envers l'Europe et si Washington doit chercher à préserver son rôle indispensable dans la sécurité européenne ou soutenir une capacité de défense européenne plus autonome. Il décrira ensuite l'état anémique de la défense européenne et expliquera pourquoi les efforts précédents pour stimuler la coopération et combler les lacunes en matière de capacités ont échoué. Enfin, il tracera une voie à suivre pour la défense européenne et transatlantique en suggérant un nouvel élan pour l'intégration de la défense européenne pleinement soutenu par Washington.

1

La Transatlantique Paysage stratégique

Que veulent les États-Unis de l'Europe ?

Commencer un rapport sur la sécurité européenne par une discussion sur la politique américaine à l'égard de l'Europe peut sembler une étrange diversion. Mais afin de développer une nouvelle approche pour renforcer la sécurité européenne, il est nécessaire de se demander si le statu quo actuel sert les intérêts des États-Unis. D'une part, les décideurs et dirigeants politiques américains ne sont manifestement pas satisfaits de la dynamique actuelle. La dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'armée américaine et le manque de capacités de défense européennes sont décriés des deux côtés de l'allée politique à Washington. D'autre part, le gouvernement américain apprécie grandement le rôle indispensable qu'il joue dans la sécurité européenne et aspire à l'appréciation et à l'immense influence que cela confère aux États-Unis dans les affaires européennes. Même si les États-Unis se plaignent publiquement, les responsables américains sont, dans la pratique, d'ardents défenseurs du statu quo.

Le cœur du problème est que les États-Unis n'ont pas décidé s'ils veulent rester indispensable à la sécurité européenne ou s'il veut réduire la dépendance de l'Europe et voir ses alliés transatlantiques mieux prendre en charge leur propre sécurité. Les deux conduisent à des choix politiques très différents. Si Washington soutenait l'intégration de la défense européenne, cela pourrait stimuler le développement d'armées européennes plus performantes et d'une base industrielle de défense plus solide, ce qui pourrait se faire au prix d'une cession d'influence décisionnelle et d'accès au marché pour son industrie de défense nationale. Alternativement, si Washington accepte que la défense européenne reste anémique et dépendante des États-Unis, cela permettra aux États-Unis de maintenir leur poids inégalé dans l'alliance transatlantique et une position dominante pour les entreprises de défense américaines.

Washington est donc profondément frustré à la fois par la faiblesse européenne et par l'initiative européenne. La nature contradictoire de la politique américaine a été très claire pour de nombreux responsables européens qui ont dû faire face à l'opposition de Washington chaque fois qu'ils tentaient de « rassembler leurs actes ». L'ancien secrétaire général de l'OTAN et ancien haut représentant de l'UE, Javier Solana, a noté que « paradoxalement, alors que son administration [Trump] exige que nous, Européens, prenions en charge notre sécurité, elle s'efforce constamment de saper chaque projet de défense commune que nous poursuivons. Un tel préjugé et une telle myopie à l'égard de la coopération européenne en matière de sécurité ne sont pas nouveaux. »¹⁴

Le nœud du problème est que Washington manque d'une vision stratégique claire pour l'Europe et de ce qu'il veut que soit le rôle de l'Europe dans les affaires mondiales. L'orientation future de l'Europe n'a pas été un sujet majeur de discussion à Washington depuis les années 1990. La priorité des administrations américaines a été de maintenir des relations transatlantiques solides, de préserver le rôle central de l'OTAN et d'amener les Européens à contribuer ou à soutenir la politique américaine. La politique américaine, dans la pratique mais pas dans la rhétorique, est très méfiante vis-à-vis des évolutions de la défense européenne car la dynamique actuelle, bien que parfois frustrante, présente des avantages évidents pour les États-Unis. Les nations européennes se tournent vers les États-Unis pour leur leadership et leurs conseils sur toutes les questions de sécurité et de défense. Les bases américaines en Europe sont bien soutenues et positionnées. L'état faible et fragmenté du marché européen de la défense et la force de l'influence américaine sont des atouts pour l'industrie de la défense américaine et les ventes d'armes américaines. La politique de facto des États-Unis envers l'Europe pour la dernière génération a été de protéger la primauté des États-Unis tout en engageant les pays européens de manière bilatérale et par le biais de l'OTAN à essayer au moins de renforcer leurs armées. Cependant, les États-Unis n'ont pas insisté sur le fait que les Européens devraient investir dans des capacités qui réduisent leur dépendance vis-à-vis des États-Unis. Alors que les pays européens prennent de nouveaux engagements de dépenses, peu d'entre eux allouent des fonds pour acquérir de nombreux systèmes critiques susceptibles de réduire la dépendance. L'objectif des responsables américains est donc que l'Europe atteigne ses objectifs capacitaires et ses engagements au sein de l'OTAN, qui reposent essentiellement sur une coopération avec les États-Unis.

En conséquence, la politique américaine n'a guère changé depuis la fin de la guerre froide et a effectivement cherché à maintenir le rôle indispensable des États-Unis en Europe à travers l'OTAN. Lorsque l'avenir de l'OTAN était en discussion dans les années 1990, les États-Unis considéraient l'élargissement de l'OTAN comme essentiel pour assurer la sécurité européenne. Mais les États-Unis étaient également très méfiants quant aux changements qui se produisaient en Europe, susceptibles d'éroder le rôle influent des États-Unis. Cela a été illustré en 1998 dans une déclaration historique à Saint-Malo, lorsque le Premier ministre britannique Tony Blair et le président français Jacques Chirac ont convenu de la formation d'une force de réaction rapide de l'UE forte de 60 000 hommes, en grande partie en réaction aux mauvaises performances de l'Europe pendant et après la crise. Guerres yougoslaves dans les Balkans et signe de l'engagement du Royaume-Uni envers l'Union européenne¹⁵. Quelques jours plus tard, la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright a pratiquement déclaré son opposition à ces efforts de défense de l'UE en insistant pour que l'Union européenne ne "duplique" pas l'OTAN. ¹⁶ L'opposition à un rôle de défense de l'UE est devenue une doctrine américaine et a laissé peu d'espace à l'Union européenne pour contribuer à l'amélioration de la défense européenne. Depuis les attentats terroristes du 11 septembre, il y a eu peu de réévaluation de l'approche des États-Unis.

Compte tenu de l'influence des États-Unis en Europe, en particulier parmi les partenaires soucieux de leur sécurité en Europe de l'Est, l'opposition des États-Unis aux efforts de l'UE a été extrêmement efficace pour retarder le développement de l'UE.

initiative de défense. Par exemple, les États-Unis se sont vigoureusement opposés aux efforts industriels de défense européens, les qualifiant de protectionnistes et de discriminatoires¹⁷. Nick Witney, ancien directeur général de l'EDA et maintenant au Conseil européen des relations étrangères, souligne que les États-Unis contre les efforts des Européens pour développer leur base industrielle et technologique de défense . acteur de la défense.

Il y a aussi un profond pessimisme quant à la capacité de l'Europe « à se ressaisir » et un scepticisme quant au fait que de nouvelles approches qui modifient les structures actuelles pourraient aggraver les choses. Selon ce point de vue, la défense de l'UE pourrait s'avérer tout aussi inepte, créer simplement plus de maux de tête pour l'OTAN et rendre plus difficile pour l'alliance le déploiement de forces car elle sape davantage les forces limitées disponibles pour l'alliance. Pire encore, on pense qu'une intégration réussie de la défense de l'UE pourrait conduire à des ruptures dans l'alliance transatlantique, l'Europe suivant de plus en plus sa propre voie. De ce point de vue, la seule chose pire que la dépendance européenne est l'indépendance ou l'autonomie européenne.

Pourtant, si le maintien d'un rôle indispensable est l'objectif directeur des États-Unis, les dirigeants américains devraient calmer leur frustration rhétorique dénonçant la faiblesse et la dépendance européennes et reconnaître que c'est le résultat politique souhaité. Sans changement majeur d'approche, la dépendance vis-à-vis des États-Unis pour assurer la sécurité européenne est une évidence.

Cependant, une politique visant à préserver la primauté des États-Unis en Europe est à courte vue. Le principal inconvénient est qu'une Europe affaiblie met plus de pression sur l'armée américaine et prive les États-Unis d'alliés européens potentiellement forts et unifiés. Cela empêche l'Europe de jouer un rôle plus important dans les affaires mondiales et de partager davantage le fardeau de la sécurité mondiale. En outre, cela représente de réels dangers pour l'alliance et l'Europe, car une nouvelle génération de dirigeants américains, non consumés par les difficultés de la sécurité européenne pendant la guerre froide, se sentent moins attachés à l'alliance et plus frustrés par la dépendance européenne, créant le potentiel d'une rupture brutale. Le statu quo n'est peut-être pas durable et pourrait devenir de plus en plus instable à mesure que Washington poursuit son pivot vers l'Indo-Pacifique.

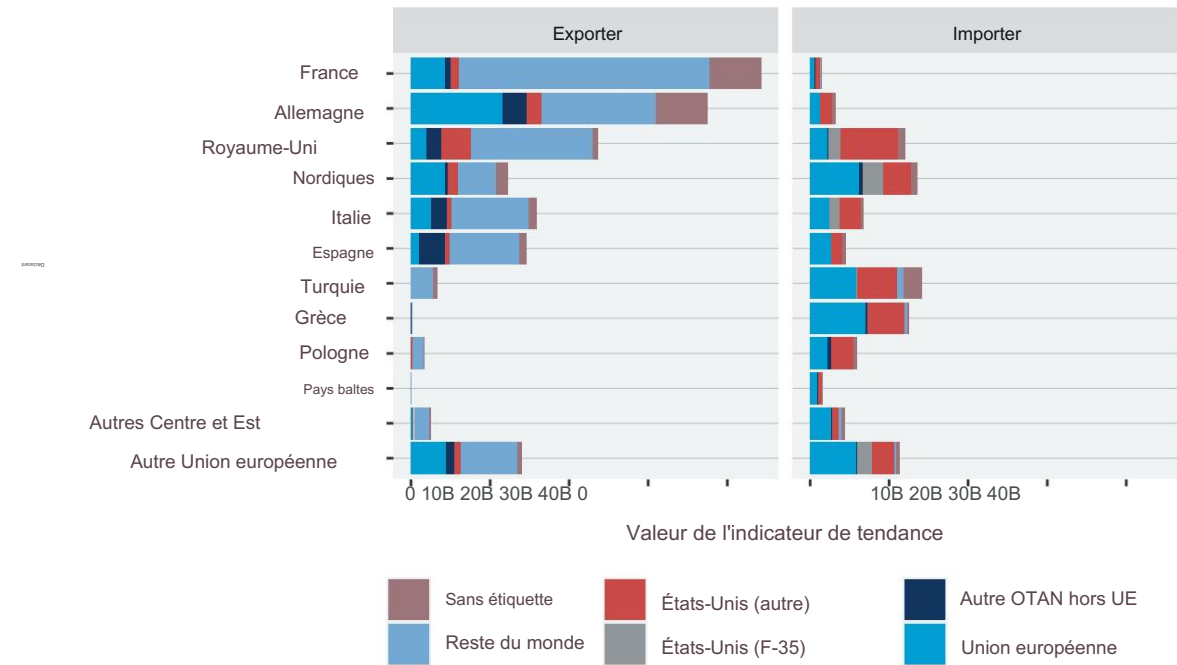
C'est la voie actuelle inquiétante vers laquelle les États-Unis se dirigent inconsciemment, malgré certaines déclarations contraires. L'administration Biden a reconnu l'importance croissante de l'Union européenne en tant qu'acteur mondial, établissant une relation solide avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Le président Biden a également déclaré « l'importance d'une défense européenne plus forte et plus performante qui contribue positivement à la sécurité transatlantique et mondiale » dans des déclarations conjointes avec le président français Emmanuel Macron.¹⁹ Pourtant, malgré une approche américaine apparemment nouvelle de l'Union européenne, il n'y a pas pourtant été un changement perceptible dans la politique américaine en matière de défense de l'UE, reflétant la formidable inertie bureaucratique au sein du Département d'État américain, Ministère de la Défense et ambassades américaines dans toute l'Europe. Un obstacle particulier à une nouvelle approche est la dynamique industrielle de défense transatlantique actuelle.

LE DILEMME INDUSTRIEL DE LA DÉFENSE

Pour de nombreux Européens, la politique américaine à l'égard de la défense européenne semble étroitement guidée par les intérêts industriels de la défense. Il existe une nette déconnexion structurelle en matière de défense transatlantique

relations industrielles, à savoir que si le marché américain de la défense reste relativement fermé, celui de l'Europe reste relativement ouvert. Ainsi, les États-Unis vendent nettement plus à l'Europe que les entreprises de défense européennes ne vendent aux États-Unis. Mais ce statu quo a contribué à creuser la base industrielle européenne de la défense. Non seulement les dépenses européennes sont faibles, ce qui limite les acquisitions, mais quand l'Europe achète, elle achète souvent américain, pas européen. Au cours des deux dernières décennies, les transferts d'armes depuis les États-Unis représentent la majorité de la valeur des importations de plusieurs pays européens, dont les États nordiques pris collectivement, l'Italie, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Pendant ce temps, les exportateurs européens ont à peine fait des incursions réciproques sur le marché américain, car la valeur des transferts d'armes vers les États-Unis ne représente qu'une petite part des exportations européennes au cours de la même période.

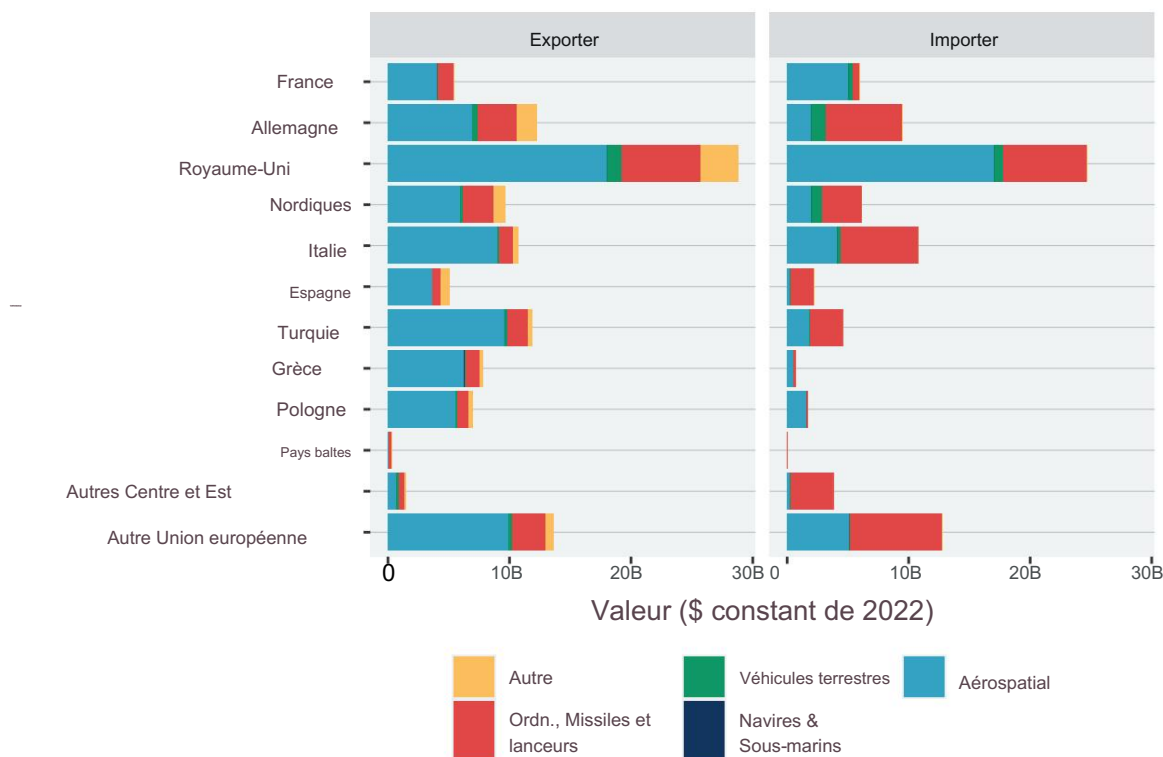
Figure 1 : Transfert d'armes vers et depuis les pays de l'UE et de l'OTAN, 2001-2022



Remarque : L'ensemble de données ne tient pas compte des programmes conjoints et, par conséquent, le pays chef de file reçoit un crédit exclusif pour tout commerce. L'ensemble de données ne tient pas compte des programmes conjoints et, par conséquent, le pays chef de file reçoit un crédit exclusif pour tout commerce. Source : « SIPRI Arms Transfers Database », SIPRI, mars 2023, <https://www.sipri.org/databases/armstransfers> ; Analyse du SCRS. comprend le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande et l'Islande ; « Autre Europe centrale et orientale » comprend l'Albanie, la Bulgarie, la Tchéquie, la Croatie, la Hongrie, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie ; "Autre Union européenne" comprend l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Irlande, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas et le Portugal. Dans la légende, "Other Non-EU NATO" inclut l'Albanie, le Canada, l'Islande, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Turquie et la Norvège.

Source : « SIPRI Arms Transfers Database », SIPRI, mars 2023, <https://www.sipri.org/databases/armstransfers> ; Analyse du SCRS.

Figure 2 : Exportations depuis et importations vers les États-Unis par armes, 2001-2022



Remarque : L'ensemble de données ne tient pas compte des armes réexportées ou des programmes conjoints, qui peuvent gonfler les valeurs dans certaines catégories.
 Remarque : L'ensemble de données ne tient pas compte des armes réexportées ou des programmes conjoints, qui peuvent gonfler les valeurs dans certaines catégories.
 Source : DataWeb, USITC, 5 juin 2023, <https://dataweb.usitc.gov/> ; Analyse du SCRS.

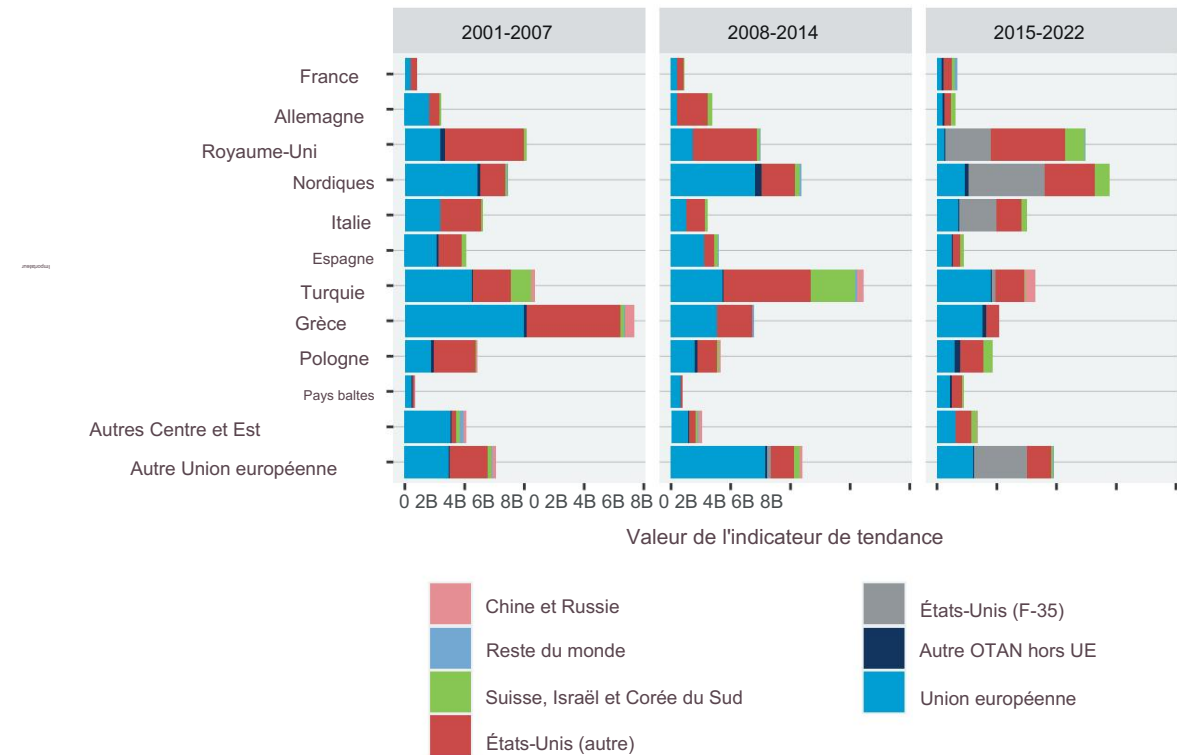
Source : « DataWeb », USITC, 5 juin 2023, <https://dataweb.usitc.gov/> ; Analyse du SCRS.

L'ouverture du marché européen de la défense a certainement été bénéfique pour les États-Unis, et en particulier pour les entreprises de défense américaines. En effet, l'une des principales priorités des administrations américaines a été de maintenir leur accès actuel au marché européen de la défense. Cela s'explique en partie par le fait que le marché européen est beaucoup plus simple que les autres marchés mondiaux. Lorsqu'il s'agit d'approuver les ventes d'armes à l'étranger, les États-Unis limitent agressivement les transferts de technologie et freinent souvent les ventes en raison de préoccupations de politique étrangère. L'industrie et les gouvernements étrangers se plaignent constamment des contraintes et des défis des États-Unis en matière de vente à l'étranger et de respect du régime de réglementation du trafic international d'armes.²⁰ Pourtant, en ce qui concerne l'Europe, les États-Unis sont beaucoup moins restrictifs qu'avec d'autres régions du monde parce que sont des alliés démocratiques de confiance.²¹ Vendre à de riches alliés démocratiques auxquels on fait confiance en matière de technologie se prête à un processus d'approbation directe.

L'accès sans entrave au marché européen de la défense crée également des économies d'échelle pour les entreprises de défense américaines, ce qui se traduit par des bénéfices plus importants et une base industrielle de défense américaine plus solide, ce qui à son tour crée des emplois et réduit les coûts pour les contribuables américains. Les administrations américaines successives ont donc été de fervents partisans des ventes d'armes américaines à l'Europe. En effet, les équipements américains ont maintenu une forte présence parmi les importateurs européens au cours des deux dernières décennies, les fabricants américains ayant considérablement augmenté leur part des importations européennes.

comme l'Italie et les pays nordiques. La domination américaine sur le marché européen de l'armement est particulièrement évidente pour les articles coûteux, tels que l'avion de combat multirôle F-35, qui représentait une part importante de la valeur totale des importations d'armes au Royaume-Uni, dans les pays nordiques et en Italie depuis 2015 à 2022.

Figure 3 : Évolution des importations d'armes européennes au fil du temps



Remarque : l'ensemble de données ne tient pas compte des programmes conjoints et, par conséquent, le pays chef de file reçoit un crédit exclusif pour tout commerce. Source : « SIPRI Arms Transfers Database », SIPRI, mars 2023, <https://www.sipri.org/databases/armstransfers> ; Analyse du SCRS. comprend le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande et l'Islande ; « Autre Europe centrale et orientale » comprend l'Albanie, la Bulgarie, la Tchéquie, la Croatie, la Hongrie, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie ; « Autre Union européenne » comprend l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Irlande, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas et le Portugal. Dans la légende, "Other Non-EU NATO" inclut l'Albanie, le Canada, l'Islande, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Turquie et la Norvège.

Source : « SIPRI Arms Transfers Database », SIPRI, mars 2023, <https://www.sipri.org/databases/armstransfers> ; Analyse du SCRS.

En conséquence, les États-Unis ont regardé avec hostilité les efforts de l'UE pour intégrer et renforcer la base industrielle de défense européenne. En termes simples, si l'Union européenne dépense plus d'argent pour la défense, elle privilégiera sans aucun doute les entreprises de défense européennes tout comme les États-Unis privilégient les entreprises américaines. Par exemple, le lancement par l'Union européenne de la coopération structurée permanente (CSP) en 2019, et plus particulièrement les limitations à l'implication des pays non membres de l'UE, ont été décrits comme une « pilule empoisonnée » pour les relations transatlantiques par le gouvernement américain²². Ces critiques ont été prélevés sur les initiatives de défense de l'UE, même si les États-Unis n'ont pas engagé directement l'Union européenne dans des conditions de réciprocité et ont fixé des conditions de coopération bilatérale qui entravent la coopération entre les pays européens. Selon un rapport de 2017 du groupe de recherche européen sur l'industrie de l'armement basé en France, ce déséquilibre concerne des domaines tels que les règles régissant les investissements dans les entreprises américaines et européennes²³. L'administration Biden, et

l'administration Trump, a également insisté pour que l'Union européenne accepte un arrangement administratif avec l'EDA qui rendrait potentiellement les entreprises américaines éligibles aux fonds de défense relativement dérisoires de l'Union européenne.²⁴

Cependant, les avantages de politique étrangère des ventes d'armes à l'Europe pour les États-Unis, la lentille à travers laquelle les transferts d'armes sont approuvés au Département d'État, ne sont pas considérables. Il ne fait aucun doute que les avantages diplomatiques des ventes d'armes à l'étranger peuvent être considérables et peuvent aider à cimenter et à étayer de solides partenariats diplomatiques. Cependant, l'Europe et les États-Unis sont déjà des alliés de traités depuis des décennies et opèrent ensemble dans une alliance militaire solide. Ainsi, il est difficile d'affirmer que les ventes d'armes américaines à l'Europe, contrairement à l'Asie du Sud-Est ou du Sud, par exemple, renforcent de manière significative les relations diplomatiques déjà solides entre les États-Unis et leurs alliés européens.

Alors que les États-Unis plaideront diplomatiquement pour les ventes en vantant les avantages plus larges du renforcement des relations – un argument qui a un poids réel plus un pays est proche de la Russie – l'avantage diplomatique réel ne correspond pas à la rhétorique. L'engagement des États-Unis au titre de l'article 5 par le biais de l'OTAN ne devient pas plus inflexible parce qu'un partenaire achète une plate-forme américaine.

Actuellement, lorsqu'il évalue les décisions de vente d'armes, le Département d'État ne tient pas compte des impacts de ses ventes sur la base industrielle de défense de l'alliance. Par exemple, la société suédoise Saab, qui produit l'avion de chasse Gripen, a du mal à vendre ses avions aux pays européens désireux de s'associer aux États-Unis. Ainsi, malgré la production d'un excellent avion de combat que le Royal United Services Institute a jugé l'option à court terme la plus appropriée pour l'Ukraine, les pays européens ont tout simplement très peu d'avions de combat Gripen, en partie parce qu'il a perdu des parts de marché européennes au profit de concurrents américains.²⁵

Cela dit, la principale raison d'acheter des systèmes d'armes américains est qu'ils sont souvent les meilleurs disponibles, qu'ils ont été testés au combat et qu'ils sont utilisés par l'armée américaine. Par exemple, le Gripen de quatrième génération ne peut pas rivaliser avec le F-35 de cinquième génération en termes de capacités. Alors que l'Europe est aux prises avec le conflit armé le plus important sur le continent depuis la Seconde Guerre mondiale, l'impulsion à « acheter européen » ne devrait probablement pas l'emporter sur les besoins de défense immédiats qui peuvent plus facilement être satisfaits par les ventes d'armes américaines.²⁶ Pourtant, il est également clair que Les ventes d'armes américaines en Europe privent les entreprises de défense européennes de leur propre marché et, par conséquent, affaiblissent et sapent la base industrielle de défense européenne à plus long terme. Lorsque les Européens achètent une plate-forme d'armement américaine, ils privent les entreprises de défense européennes de sources de revenus fiables sur leur marché national. La faiblesse actuelle de la base industrielle de défense européenne signifie que les entreprises de défense européennes ne sont pas en mesure de répondre à la demande et de fournir des systèmes de manière rapide. Les entreprises européennes sont incapables de construire des munitions ou des chars assez rapidement. De nombreux systèmes avancés sont souvent encore à l'état de prototype, et les entreprises européennes auraient besoin de plusieurs années pour construire et livrer de nouveaux systèmes. Ainsi, les pays européens, en particulier ceux d'Europe de l'Est, comme la Pologne, se détournent des fournisseurs européens vers des entreprises et des pays qui peuvent répondre de manière plus urgente à leurs besoins de défense les plus urgents. La Pologne a ainsi cherché à se procurer des chars et de l'artillerie sud-coréens. De plus, les efforts de l'Union européenne pour soutenir l'Ukraine en fournissant de l'artillerie de 155 mm se heurtent à un débat sur la question de savoir si l'Union européenne devrait acheter à l'extérieur de l'Europe ou utiliser son fonds de 1 milliard d'euros pour acheter à l'industrie européenne de la défense, ce qui peut entraîner une avance plus longue. temps.²⁷ C'est un véritable dilemme pour les dirigeants eu

nécessité de peser les coûts et les avantages d'une livraison plus rapide par rapport à la nécessité de relancer la base industrielle de défense de l'Europe. Idéalement, l'Europe serait en mesure de faire les deux : acheter les articles dont elle a besoin de toute urgence auprès des fabricants les plus appropriés tout en renforçant les investissements dans sa base industrielle de défense.

Surtout, acheter en dehors de l'Europe signifie également que les dépenses de défense européennes créent moins d'emplois pour les Européens et affaiblissent le soutien politique en Europe pour les dépenses de défense. Un facteur clé pour les États-Unis en termes de capacité à maintenir un budget de défense solide est que les dépenses de défense soutiennent un nombre important d'emplois dans l'ensemble des États-Unis. Les entreprises de défense américaines construisent souvent intentionnellement et stratégiquement des systèmes d'armes dans de nombreux endroits différents à travers les États-Unis pour maximiser le soutien politique au Congrès. Les implications pour l'emploi sont un facteur important dans le maintien d'un soutien aussi solide. Pour les Américains, les dépenses de défense soutiennent les emplois nationaux et contribuent à stimuler l'économie. Pour les Européens, avec peu d'emplois en jeu, les dépenses de défense ne sont souvent qu'un coût qui peut être réduit.

L'absence d'avantages économiques significatifs érode à son tour probablement le soutien politique et public en Europe pour les dépenses de défense. Cela réduit également la stimulation économique des économies européennes. Aujourd'hui, les entreprises de défense américaines incluent souvent des « compensations » ou des accords de coproduction avec des entreprises européennes pour remporter avec succès une vente importante. Pourtant, alors que ces compensations assurent un certain avantage économique au pays acheteur, une grande partie du financement quitte l'Europe. Par conséquent, les avantages des ventes d'armes doivent être mis en balance avec les impacts négatifs potentiels sur la base industrielle de défense européenne.

La faiblesse de la base industrielle de défense européenne apparaît désormais comme un véritable problème pour l'alliance de l'OTAN. Bref, la base industrielle de défense de l'Europe n'est pas adaptée à son objectif. Cela a été reconnu comme un problème des deux côtés de l'Atlantique. Lors d'un événement récent au Center for New American Security, la secrétaire adjointe à la Défense, Celeste Wallander, a noté que l'Europe, dotée d'une solide base industrielle de défense, renforcée par des normes transatlantiques communes, est dans l'intérêt à la fois des États-Unis et de l'alliance de l'OTAN²⁸. Il n'y a eu que très peu d'initiatives pour résoudre ce problème. Les efforts visant à stimuler une plus grande coordination au sein de l'OTAN par le biais de la Conférence des directeurs nationaux des armements, où les alliés se réunissent pour discuter de grands projets d'armement, sont utiles, mais il est peu probable qu'ils résolvent les lacunes structurelles qui affligent la base industrielle de défense européenne.

Ce qui ne s'est pas produit depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, cependant, c'est une réévaluation de l'approche américaine. Au lieu de cela, les États-Unis continuent de faire pression dans les coulisses contre les initiatives de dépenses de défense de l'UE. Les États-Unis peuvent et doivent continuer à vendre aux pays européens, compte tenu des capacités qu'ils ont à offrir, mais ils doivent être conscients des coûts et tenir compte de l'impact sur la base industrielle de défense de l'Europe. Cependant, le développement d'une base industrielle de défense européenne plus forte et plus intégrée soulève des questions quant à l'orientation future de l'Europe.

LE DÉBAT BROUILLÉ DE L'AUTONOMIE

L'Europe devenant moins dépendante militairement des États-Unis soulève la question de savoir si une Europe plus forte et plus indépendante saperait potentiellement l'OTAN, l'Europe devenant plus confiante dans la poursuite de sa propre voie de politique étrangère, parfois divergente de celle des États-Unis.

Plusieurs dirigeants européens, notamment le président Macron, ont fait pression pour le développement d'une « autonomie stratégique » européenne²⁹. Cela a abouti à un débat profondément confus sur ce que signifie l'autonomie stratégique pour l'Europe. D'une part, l'autonomie stratégique implique simplement que les Européens développent leur capacité à agir indépendamment des États-Unis, réduisant ainsi leur dépendance. L'autonomie ne signifierait pas un découplage avec les États-Unis ou une atteinte à l'OTAN ou aux relations transatlantiques plus larges. Cela signifie simplement que l'Europe a la capacité d'agir. C'est une vision d'autonomie stratégique qui ne devrait guère être contestée au sein de l'alliance transatlantique et qui pourrait faire avancer les intérêts américains. D'autre part, il existe aussi une vision maligne de l'autonomie stratégique, du moins du point de vue de Washington, qui s'efforce de réduire la dépendance vis-à-vis des États-Unis pour que l'Europe puisse s'en découpler et suivre sa propre voie. Cette vision plus gaulliste pourrait potentiellement saper l'alliance transatlantique et l'OTAN.

Cependant, alors que la France oscille rhétoriquement entre les deux visions différentes et brouille ainsi le débat plus large, la plupart des États européens rejettent tout concept qui pourrait apparaître comme un appel au découplage. Les inquiétudes concernant un découplage mené par la France surestiment l'influence française, sous-estiment l'influence américaine en Europe et négligent les autres membres fortement atlantistes de l'Union européenne et de l'OTAN. La France, bien qu'elle soit souvent traitée comme un leader de l'Europe, ne dicte pas le cours de l'Europe. L'Europe dans son ensemble, y compris souvent la France, apprécie grandement l'alliance transatlantique, et de nombreux pays bloqueraient les efforts de découplage des États-Unis. Les États-Unis ont une immense influence et des relations étroites avec les États membres de l'UE, en particulier à l'Est, et conservent donc une capacité à contrôler les efforts qui cherchent véritablement à rompre l'alliance.

Ainsi, si les États-Unis n'ont guère à se soucier du concept d'autonomie stratégique, ils restent très paranoïaques quant aux intentions européennes. En 2000, Lord Robertson, alors secrétaire général de l'OTAN, notait que les États-Unis « souffraient d'une sorte de schizophrénie », car « d'un côté, les Américains disent : "Vous, les Européens, devez porter une plus grande part du fardeau". Et puis, quand les Européens disent : "D'accord, nous allons porter une plus grande partie du fardeau", les Américains disent : "Eh bien, attendez une minute, essayez-vous de nous dire de rentrer chez nous ?" »³⁰ Deux décennies plus tard, un haut responsable américain de la défense reflétait exactement ce sentiment lorsqu'il expliquait comment les États-Unis interprétaient les discussions de l'Europe sur l'autonomie stratégique : « J'ai dit ce matin à ma femme que je voulais plus d'autonomie stratégique et ce soir je suis à l'hôtel. »³¹ Autrement dit, l'Europe travaille à réduire la dépendance sur les États-Unis soulève instinctivement les craintes américaines d'un divorce transatlantique.

Mais la relation transatlantique est incroyablement profonde. Les craintes qu'une Europe militairement capable et donc potentiellement autonome n'entraîne un découplage transatlantique par extension supposent que l'alliance elle-même s'appuie sur le fait que l'Europe reste militairement faible et dépendante. Pourtant, c'est cette faiblesse même qui pourrait inciter les futures administrations américaines à rompre les liens. Une Europe plus forte, et donc une Union européenne, ne rendra pas l'OTAN obsolète. Au lieu de cela, cela rendra l'OTAN encore plus importante pour les États-Unis, car elle sera le lieu et le véhicule de coordination militaire avec une Europe plus forte et plus puissante. En outre, la possibilité pour l'Europe de réaliser un découplage nécessiterait une augmentation spectaculaire des dépenses de défense et prendrait des années, voire des décennies, à réaliser. En fait, si jamais un découplage avait lieu, il serait plus susceptible d'être initié par Washington que par l'Europe.

Au lieu de rejeter le concept d'autonomie stratégique, les États-Unis devraient articuler l'autonomie qu'ils veulent que l'Europe développe. L'ambassadeur Sandy Vershbow et Hans Binnendijk ont soutenu, par exemple, que « les États-Unis devraient abandonner leurs objections » et « s'entendre avec leurs alliés européens sur la manière de garantir que l'autonomie stratégique se traduise par une plus grande responsabilité stratégique européenne³² ». lien, cela impliquerait également plus, et non moins, de coordination transatlantique sur les questions politico-militaires.

Au lieu de rejeter le concept d'autonomie stratégique, les États-Unis devraient articuler l'autonomie qu'ils veulent que l'Europe développe.

Cela impliquerait également de dépasser la concurrence bureaucratique contre-productive entre l'OTAN et l'Union européenne. Les deux partagent pratiquement la même composition, en particulier compte tenu de la récente adhésion de la Finlande à l'OTAN et de la candidature en cours de la Suède pour rejoindre l'alliance. Sur les 27 États membres de l'UE, seuls quatre petits pays de l'UE (Malte, Irlande, Autriche et Chypre) ne sont pas membres de l'OTAN. Environ 97 % de la population de l'Union européenne fait partie de l'OTAN. À l'origine de la tension se trouvent les inquiétudes concernant la duplication des efforts de l'OTAN et de l'Union européenne. Mais la nervosité à propos du chevauchement est devenue exagérée, traitée comme insurmontable et discutée comme si elle était de la plus haute importance stratégique. Les craintes de duplication masquent les craintes stratégiques plus larges d'une perte d'influence des États-Unis, car elles fournissent aux États-Unis des raisons pratiques de s'opposer aux politiques de défense de l'UE sans réellement articuler une justification pour s'opposer aux efforts de l'UE.

Au lieu de cela, les États-Unis devraient adopter une vision d'autonomie stratégique qui cherche à réduire la dépendance de l'Europe vis-à-vis des États-Unis et pousse activement l'Europe à développer des capacités militaires qui lui permettent d'agir dans le monde sans compter sur les États-Unis. De plus, les États-Unis devraient vouloir voir l'Europe jouer un rôle plus important dans les affaires mondiales, que ce soit par l'intermédiaire d'États européens individuels, comme le Royaume-Uni et la France, ou de plus en plus par l'intermédiaire de l'Union européenne.

Aux prises avec l'évolution politique de l'Europe

Il y a de plus en plus un décalage entre la faiblesse militaire de l'Europe et sa cohésion interne croissante et sa présence mondiale. L'Union européenne est depuis longtemps une puissance économique mondiale et a utilisé son influence pour promouvoir des marchés ouverts et une mondialisation sans entraves. Mais avec le retour de la concurrence géopolitique, la force économique et réglementaire de l'Union européenne lui a également donné un poids géopolitique important. Avec un marché commun de taille équivalente aux États-Unis ou à la Chine, et avec l'Union européenne habilitée à agir au nom de ses États membres, contrairement au domaine de la défense, l'Europe est devenue un acteur mondial majeur. Reconnaisant ce changement, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a déclaré lors de sa prise de fonction qu'elle dirigerait une « Commission géopolitique » et a poussé l'Union européenne à jouer un rôle plus important sur la scène mondiale³³ . et l'approfondissement de la relation OTAN-UE est vital.

Malgré des querelles très médiatisées impliquant des États membres, l'Union européenne coordonne et intègre de plus en plus la politique étrangère européenne. Il soutient l'Ukraine, à la fois économiquement et militairement, et sanctionne la Russie de manière sans précédent. Les sanctions de l'UE contre la Russie, ainsi que l'Iran et la Chine, ont un impact réel. Alors que la politique étrangère de l'UE est toujours cacophonique sur la politique chinoise, l'Union européenne contribue à forger une approche commune de l'UE, en partie parce qu'elle a le pouvoir ou les «compétences» pour agir au nom de l'Union européenne sur la politique économique, commerciale et technologique.

L'administration Biden en a pris note et a donné la priorité à l'amélioration des relations entre les États-Unis et l'UE par le biais de mécanismes tels que le Conseil du commerce et de la technologie entre les États-Unis et l'UE. En général, il existe actuellement un niveau d'engagement sans précédent entre les États-Unis et l'Union européenne, car les deux entités sont aux prises avec un ensemble similaire de défis mondiaux. Le discours de mars 2023 de la présidente von der Leyen sur la politique chinoise a mis en lumière le concept de « réduction des risques » économiques avec la Chine, qui a été adopté par le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan lorsqu'il a récemment exposé le programme économique de l'administration Biden.³⁴ En réponse au ciblage de la Lituanie par la Chine pour son soutien à Taïwan, l'Union européenne a également développé un nouvel instrument « anti-coercition » pour lui permettre de protéger ses États membres en répondant par des sanctions réciproques³⁵. Le fait que Bruxelles ait développé un instrument anti-coercition spécifiquement pour contrer le plus grand rival géopolitique à un moment où l'administration Biden utilise de plus en plus des mesures économiques coercitives similaires doit être considérée comme un excellent exemple que l'autonomisation européenne ne doit pas saper les objectifs de la politique étrangère américaine.³⁶ La puissance économique de l'Union européenne et sa politique étrangère de plus en plus affirmée en font un acteur géopolitique acteur et partenaire des États-Unis.

L'Union européenne est également sortie renforcée après une décennie de crises qui ont menacé sa survie. Le scepticisme des États-Unis et de l'OTAN envers l'Union européenne depuis la fin de la guerre froide est à bien des égards compréhensible. Au cours des années 1990 et 2000, l'Union européenne était un acteur naissant, centré sur l'intérieur, absorbé par l'effort d'élargissement de ses frontières, avec ses capacités de politique étrangère et de sécurité fortement réduites. Cela a commencé à changer avec le traité de Lisbonne de 2007, la création d'un haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité et la formation d'un service diplomatique de l'UE. Ensuite, l'Union européenne a été presque immédiatement plongée dans une décennie de crises qui ont presque détruit le bloc. La crise de la zone euro qui a suivi, la crise migratoire, le Brexit et la pandémie de Covid-19 ont tous posé des risques systémiques profonds pour le bloc. Pourtant, dans chaque cas, l'Union européenne a survécu et a souvent adopté des mesures visant à remédier à ses limites et à renforcer l'Union européenne. Alors qu'il aurait pu être judicieux d'être profondément sceptique quant à l'avenir de l'Union européenne, aujourd'hui, une telle perspective est probablement erronée. Il a survécu et fait ses preuves. L'ambivalence et le scepticisme que les États-Unis et l'OTAN ont envers la défense de l'UE devraient également être réévalués.

Il est donc essentiel pour l'avenir de l'alliance transatlantique de concilier l'OTAN, et son rôle de garant de la sécurité transatlantique, avec la réalité d'une Union européenne plus forte et plus pertinente à l'échelle mondiale. Le développement de l'Union européenne met en évidence un problème structurel plus profond qui afflige la défense européenne : pour de nombreux Européens, la défense n'est pas considérée comme une responsabilité nationale importante car leurs menaces à la sécurité ne concernent pas seulement la nation mais l'Europe dans son ensemble.

L'OTAN est victime de son propre succès et a en effet « résolu » les dilemmes de sécurité pour de nombreux États européens. En enfermant les pays européens au sein de l'OTAN et de l'Union européenne, des pays comme

comme la Belgique, par exemple, ne s'inquiète plus d'une éventuelle invasion de ses voisins français, allemands ou hollandais. Les pays européens qui ont beaucoup investi dans la défense l'ont donc fait en grande partie pour leurs propres raisons nationales. Le Royaume-Uni et la France, par exemple, ont des obligations et des préoccupations mondiales ainsi que des ambitions de grande puissance. Les Grecs et les Turcs, bien qu'alliés, sont inquiets des intentions de l'autre. Les États d'Europe de l'Est bordant la Russie ont une menace majeure pour la sécurité à leur frontière. Les États de l'OTAN savent que si une crise survient, ils forment une alliance avec les États-Unis et d'autres qui doivent leur venir en aide. Le rôle des États-Unis au sein de l'OTAN

rassure les Européens sur leur sécurité même s'ils ne peuvent eux-mêmes y pourvoir.

Ce défi peut être considéré comme un problème d'action collective profondément enraciné dans lequel les pays européens sont découragés d'investir dans leur défense nationale en raison de la forte crédibilité de la garantie de sécurité américaine, même si cela conduit à une situation plus précaire pour toutes les parties concernées. 37

Il est donc difficile pour de nombreux États européens de donner la priorité aux investissements dans la défense, et pour de nombreux États, cela reste une préoccupation périphérique. La motivation et la raison d'investir dans la défense sont donc justifiées au niveau national en invoquant une conception beaucoup plus large des intérêts nationaux qui inclut la solidarité avec l'alliance et la reconnaissance de l'importance de la sécurité collective et de la défense des intérêts européens. Ce sont des préoccupations importantes, mais elles ne vont pas aussi loin. Les politiciens sont inévitablement enclins à donner la priorité à des priorités nationales tangibles, telles que la santé et l'éducation, par rapport à des intérêts plus conceptuels tels que la sécurité européenne au sens large, en particulier en période de crise économique.

On a longtemps supposé que les publics européens résisteraient à l'eupéanisation de la défense, considérant les armées nationales comme essentielles à leur identité nationale et à leur souveraineté. Mais ce n'est tout simplement pas le cas. Il existe en fait un soutien public profond et généralisé aux efforts de défense de l'UE. Selon un sondage Eurobaromètre de février 2023, 77 % des répondants de l'UE sont favorables à une politique de défense et de sécurité commune entre les États membres, 80 % pensent que l'achat d'équipements militaires devrait être mieux coordonné entre les États membres et 69 % pensent que la L'Union européenne doit améliorer sa capacité à produire des équipements militaires³⁸. Des universitaires examinant l'opinion publique européenne ont également constaté que « le public européen soutient la politique de défense de l'UE, depuis des décennies, et les citoyens ont des attitudes cohérentes et bien développées sur le sujet. » Ils ont également constaté que « la mise en commun de la souveraineté nationale sur la défense est plus populaire au fil du temps que toute autre politique au niveau de l'UE ». ³⁹ Ceci est important car cela implique une grande latitude pour l'Union européenne dans le développement d'initiatives de défense potentiellement audacieuses.

De plus, il y a eu des exemples tangibles de changement d'attitude européenne à l'égard du rôle de l'Union européenne dans la défense après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Lorsque le Danemark a voté en faveur de la ratification du traité de Maastricht en 1992, il a rejeté le traité par une faible marge.⁴⁰ Pour faciliter un deuxième référendum, Copenhague a insisté sur quatre options de non-participation aux domaines politiques de l'UE, y compris la politique de défense de l'UE, après quoi le traité a été approuvé. par une marge confortable. Mais à la suite de l'invasion de la Russie, le gouvernement danois a organisé un référendum sur l'adhésion aux institutions de défense de l'UE, avec beaucoup moins de fanfare que les candidatures de la Suède et de la Finlande à l'OTAN. Les électeurs danois, historiquement sceptiques quant à la plupart des intégrations à l'UE, ont voté en mai 2022 pour abolir leur option de non-participation à la politique de sécurité et de défense de l'UE, avec une écrasante majorité de 67 % des voix sur un taux de participation de 66 %.⁴¹

Par ailleurs, les publics européens semblent également enclins à soutenir une nouvelle orientation ambitieuse de la politique de défense de l'Union européenne. Un nouveau document de recherche d'universitaires de l'Université d'Amsterdam, qui a mené une enquête auprès des Européens de l'Ouest qui demandait aux répondants non seulement s'ils soutenaient la défense de l'UE, mais aussi d'identifier leurs préférences politiques, a trouvé un large soutien aux propositions ambitieuses. Selon l'étude, "les citoyens européens sont disposés à soutenir la création d'institutions et de politiques communes pour faire face à des problèmes d'intérêt commun, ce qui indique que les crises majeures ouvrent d'importantes fenêtres d'opportunité pour remodeler les politiques et les institutions au niveau de l'UE."⁴² Fait important, il a constaté que

les personnes interrogées préfèrent des packages ambitieux au niveau de l'UE, de plus grande taille, avec des achats d'armes conjoints, une gouvernance au niveau des conseils ou même au niveau fédéral, et un financement fourni soit en réaffectant les dépenses existantes (donc, en déplaçant les dépenses nationales sur les questions militaires, ou peut-être même en déplaçant directement certaines dépenses militaires). unités au niveau de l'UE) ou en augmentant la fiscalité selon une formule d'augmentation progressive de l'impôt. Les répondants sont assez négatifs lorsqu'il s'agit d'autoriser les dérogations des pays et sont indifférents à l'égard de l'expansion de la capacité d'emprunt de l'UE. . . . Dans l'ensemble, les répondants sont beaucoup plus enclins à préférer les offres ambitieuses aux offres peu ambitieuses⁴³.

Il y a donc une fenêtre claire avec la guerre en Ukraine pour que l'Union européenne fasse pression en faveur d'une nouvelle direction ambitieuse en matière de politique de défense. Il y a aussi clairement une demande intérieure pour assurer la sécurité européenne. Compte tenu du rôle géopolitique croissant du bloc, de sa ferme détermination à soutenir l'Ukraine militairement et financièrement et de sa capacité budgétaire en évolution, l'Union européenne augmentera probablement également son rôle de défense.

Perspectives stratégiques de l'Europe

Collectivement, l'Europe est de plus en plus confrontée aux dilemmes stratégiques d'une superpuissance, mais manque de forces militaires pour répondre à ses intérêts stratégiques.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a clairement montré que la Russie est la principale menace stratégique de l'Europe et a ramené la nécessité de se recentrer sur la guerre conventionnelle ou « la dissuasion et la défense ». Le concept stratégique 2022 de l'OTAN considérait la Russie comme « la menace la plus importante et la plus directe » pour l'alliance.⁴⁴ À la suite du sommet de l'OTAN à Madrid en 2022, l'alliance a renforcé sa présence et sa force sur le flanc oriental de l'Europe, démontrant le retour à la guerre conventionnelle. Il s'agit d'un changement opérationnel important pour la plupart des armées européennes, car l'Europe, dans son ensemble, a passé les dernières décennies à se concentrer davantage sur les missions de réponse aux crises que sur la guerre conventionnelle.

Collectivement, l'Europe est de plus en plus confrontée aux dilemmes stratégiques d'une superpuissance, mais manque de forces militaires pour répondre à ses intérêts stratégiques.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie et les crimes de guerre commis à Bucha et ailleurs ont également précisé à l'alliance qu'elle ne peut pas à la fois céder un territoire et protéger ses citoyens. L'une des principales éventualités pour les planificateurs de l'OTAN était l'hypothèse que les forces de l'OTAN dans les pays baltes agiraient comme des déclencheurs. La présence de ces forces n'est pas assez importante pour retenir une invasion russe, mais vise plutôt à garantir qu'une attaque russe signifierait attaquer les forces de l'OTAN et donc attirer toute l'alliance. Compte tenu des récentes atrocités commises par la Russie, céder le territoire de l'OTAN aux forces russes en vue de le reprendre éventuellement rend les citoyens de ces pays de l'OTAN et de l'UE vulnérables. Les États baltes ont clairement indiqué que cette présence n'était pas suffisante et ont insisté pour que l'OTAN passe de sa présence avancée renforcée avec des groupements tactiques multinationaux en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne à une défense avancée plus permanente sur le flanc oriental.

Lors du sommet de Madrid de juin 2022, les dirigeants de l'OTAN ont également convenu de former un NFM qui porterait le nombre de soldats en état d'alerte maximale à 300 000, une augmentation massive par rapport aux 40 000 soldats actuels qui composent la force de réaction rapide de l'alliance, la Force de réaction de l'OTAN⁴⁵. L'OTAN se concentre sur la défense de chaque centimètre carré du territoire de l'OTAN, exigeant que les forces de l'OTAN aient un degré élevé de préparation au combat pour mener une guerre conventionnelle.

Cependant, un défi stratégique clé pour l'Europe et l'OTAN est que les États-Unis ne se concentrent plus sur la périphérie de l'Europe, comme le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. L'importance stratégique du pivot américain vers l'Asie n'est pas tant que les États-Unis se sont éloignés de l'Europe, car les États-Unis n'ont pas été consommés par la sécurité européenne depuis les années 1990. L'importance stratégique réside plutôt dans le fait que les États-Unis s'éloignent des régions périphériques de l'Europe, où l'instabilité peut avoir un impact direct sur la sécurité européenne, que ce soit sous la forme de migrations incontrôlées, de terrorisme, de piraterie ou de menaces à la sécurité économique de l'Europe. Alors que l'Europe pouvait autrefois compter sur les États-Unis pour intervenir au Moyen-Orient ou en Afrique, il est peu probable que les États-Unis, après 20 ans d'opérations en Afghanistan et en Irak, interviennent militairement dans ces régions à une échelle similaire.

Alors que les États-Unis ont fourni des moyens tels que le transport aérien, le ravitaillement en carburant et le renseignement, la surveillance et la reconnaissance (ISR) aux efforts de l'UE dirigés par la France au Sahel, la capacité américaine n'est pas illimitée. Il existe également une demande pour ces actifs dans l'Indo-Pacifique. Les États-Unis avaient initialement approuvé le soutien aux Français lorsque l'inquiétude suscitée par l'État islamique était élevée, mais il est tout à fait possible que les États-Unis résistent au transfert d'actifs de l'Indo-Pacifique pour une mission européenne ou européenne au Moyen-Orient ou en Afrique. avant. Alors que l'OTAN se concentrera principalement sur la Russie, la principale menace existentielle pour la sécurité collective de l'Europe, l'Union européenne, tout en se concentrant également sur la Russie, conservera son intérêt pour les crises à sa périphérie qui pourraient avoir un impact sur la sécurité collective européenne.

Ces différentes perspectives sont en fait complémentaires et pointent vers une potentielle division du travail entre l'OTAN et l'Union européenne.

L'Europe a également des intérêts et des responsabilités collectifs mondiaux. L'Union européenne a des intérêts économiques mondiaux à maintenir le système commercial mondial et à défendre le droit de la mer et un Indo-Pacifique libre et ouvert. La France, par exemple, détient la plus grande zone économique exclusive au monde, y compris ses territoires dans le Pacifique Sud.⁴⁶ Les Européens doivent également protéger les voies de communication maritimes vitales, notamment dans le nord de l'océan Indien, afin de maintenir un accès sans entrave au canal de Suez. L'Union européenne, à travers l'opération Atalante, a répondu par une mission navale

à la menace de piraterie au large des côtes somaliennes, et la France a monté une opération maritime minilatérale avec d'autres membres de l'UE, appelée European Maritime Awareness in the Strait of Ormuz (EMASoH), pour renforcer la connaissance du domaine maritime dans le golfe Persique⁴⁷. nécessité d'assurer la protection des voies de communication maritimes vitales, notamment dans le nord de l'océan Indien, afin de maintenir un accès sans entrave au canal de Suez.

L'Europe doit donc tenir compte du fait qu'elle a les exigences et les intérêts de sécurité d'une grande puissance. Il fait face à une menace de sécurité directe proche de ses pairs sous la forme de la Russie et doit donc améliorer l'état de préparation de ses forces et reconstruire sa capacité de combat conventionnelle. Cependant, le potentiel d'instabilité ou de problèmes de sécurité émanant de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient reste élevé, obligeant l'Europe à développer également des capacités permettant des opérations hors zone. En tant qu'énorme économie mondiale et colosse commercial, elle a des exigences et des intérêts navals importants dans le maintien du droit de la mer et d'une navigation libre et ouverte. L'Europe ne peut donc pas se concentrer uniquement sur la guerre conventionnelle ou les missions de réponse aux crises. Elle devrait idéalement posséder les capacités militaires nécessaires pour mener toutes ces opérations, mais ce sont des capacités qui lui manquent actuellement.

2

Le problème de La défense anémique de l'Europe

L'état désastreux de la défense européenne

La défense européenne est dans un état de décrépitude. L'Europe a considérablement réduit ses dépenses de défense après la fin de la guerre froide, entraînant près d'un quart de siècle de négligence des armées européennes.

Le krach économique de 2008 et la crise de la zone euro qui a suivi ont entraîné de nouvelles réductions importantes des dépenses, en particulier dans le sud de l'Europe, qui n'ont été annulées qu'après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2014 et l'engagement ultérieur du sommet de l'OTAN au Pays de Galles de consacrer 2 % du PIB à la défense.

Depuis lors, l'Europe a connu près d'une décennie de croissance des dépenses de défense. Les armées européennes possèdent par conséquent des capacités importantes dans les airs, sur mer et sur terre. Pourtant, il existe également des lacunes et des lacunes majeures qui entravent les forces européennes.

Les dépenses de défense des États membres participant à l'AED de l'Union européenne ont atteint 214 milliards d'euros (229 milliards de dollars) en 2021, un niveau record et une croissance de 6 % par rapport à l'année précédente.

Les dépenses de défense devraient augmenter de 70 milliards d'euros supplémentaires d'ici 2025⁴⁸. Les États membres de l'UE (à l'exception du Danemark, qui n'a rejoint que récemment l'AED) ont également dépensé 52 milliards d'euros en initiatives d'approvisionnement et de recherche et développement, ce qui représente un autre record historique de 24 % des investissements totaux et une croissance de 16 % par rapport à 2020.⁴⁹

Malgré ces dépenses globales, l'Europe ne possède pas actuellement les capacités nécessaires pour répondre à ses aspirations ou attentes mondiales et remplir ses obligations envers l'OTAN, sans parler de maintenir une position défensive solide face à un ennemi revanchard sur son flanc oriental. Les lacunes capacitaires de l'Europe sont particulièrement importantes en matière de transport, de reconnaissance et de surveillance, et de défense aérienne, ce qui entrave la capacité de l'Europe à contribuer de manière significative à l'alliance de l'OTAN et à agir sans

en s'appuyant sur les États-Unis. D'un point de vue opérationnel, ces lacunes ont enraciné la dépendance de l'Europe vis-à-vis de Washington, même pour les tâches et opérations militaires de base que les Européens devraient aspirer à mener de manière indépendante.

En effet, les tentatives européennes de mener des opérations sans les États-Unis au cours de la dernière décennie ont donné à réfléchir. Par exemple, les États européens de l'OTAN, menés principalement par la France et le Royaume-Uni, avec le soutien de plusieurs petits États européens de l'OTAN et de la Suède, se sont fortement appuyés sur les capacités aériennes et les munitions des États-Unis pour mener une campagne aérienne de l'OTAN en Libye en 2011⁵⁰. Les États-Unis avaient achevé une attaque à grande échelle contre les défenses aériennes de la Libye, Washington a laissé les bombardements et les opérations de soutien aérien ultérieurs aux membres européens de l'OTAN. Les forces européennes ont rapidement manqué de munitions et ne possédaient tout simplement pas les ISR, le commandement et le contrôle (C2), le ravitaillement en vol et les installations de guerre électronique pour mener une campagne aérienne complexe sans une aide américaine significative. fournir des capacités uniques et agir comme une force de soutien à une crise directement dans le voisinage de l'Europe, les forces américaines ont effectué plus de 50% des sorties et fourni 80% de l'ISR et du ravitaillement en vol, 25% du C2 aéroporté et presque toute la suppression de l'air ennemi capacités de défense (SEAD).⁵²

Une dynamique similaire à celle de la Libye s'est déroulée une décennie plus tard lorsque les États européens se sont appuyés sur le transport aérien américain des évacués européens après le retrait américain d'Afghanistan en 2021⁵³. Les ambassades européennes ont été prises au dépourvu et l'Union européenne n'avait pas les moyens nécessaires, y compris le transport aérien, le ravitaillement en vol, l'ISR ou les forces prêtes à contrôler l'aéroport. Si une telle évacuation était nécessaire ailleurs dans le monde où les États-Unis ne sont pas présents, les citoyens de l'UE pourraient être en danger. La vaste présence mondiale de l'Europe – l'Union européenne possède collectivement le corps diplomatique le plus important au monde – nécessite certaines capacités mondiales. À la suite du retrait calamiteux d'Afghanistan, l'Union européenne a cherché à développer une capacité de déploiement rapide de jusqu'à 5 000 soldats déployables, nécessitant des capacités habilitantes essentielles, telles que le transport aérien et le ravitaillement, compte tenu de ces limitations.⁵⁴

Les capacités aériennes de l'Europe sont très limitées, en particulier par rapport aux États-Unis. Les défenses aériennes et antimissile européennes sont confrontées à des lacunes critiques en matière de défense aérienne au sol, C2, et de défense contre les menaces émergentes.⁵⁵ Par exemple, les pays européens exploitent environ 35 plates-formes C2 aéroportées pertinentes contre 120 avions américains, environ 150 avions contre près de 450, quelques dizaines d'avions ISR aériens pertinents contre 150 et environ 200 véhicules aériens sans équipage contre plus de 900⁵⁶. L'Europe est également entièrement dépendante des États-Unis en ce qui concerne la guerre électronique et SEAD, avec un récent Rapport de l'Institut notant qu'"aucune armée de l'air européenne de l'OTAN ne dispose actuellement d'une expertise suffisante ou des stocks de munitions nécessaires pour procéder à la suppression et à la destruction des défenses aériennes ennemies (SEAD/DEAD) à grande échelle."⁵⁷

En ce qui concerne les systèmes de défense aérienne à courte et moyenne portée, les pays européens ont historiquement possédé un inventaire important, principalement en raison des anciens systèmes soviétiques possédés par les membres orientaux de l'OTAN et de l'UE. Cependant, une grande partie de ce stock a été gravement épuisée pour aider l'effort de guerre de l'Ukraine. Pour les systèmes de défense aérienne à longue portée, les pays européens disposent de peu de défenses contre les missiles guidés et non guidés. Ils dépendent fortement d'un petit nombre de systèmes sol-air haut de gamme, en particulier Patriot et SAMP / T, et manquent de systèmes à haute altitude. L'air et les missiles de l'Europe

les défenses sont également confrontées à des limitations substantielles en ce qui concerne les menaces avancées (par exemple, les systèmes d'aéronefs sans équipage) et les armes à plus longue portée (par exemple, les missiles à grande vitesse et les véhicules planants hypersoniques).

Les marines européennes sont également confrontées à des problèmes de quantité et de qualité. Entre 2000 et 2020, les pays européens ont retiré un tiers de leurs principaux combattants de surface, y compris des frégates et des destroyers, portant les flottes combinées à la plus petite taille de l'histoire récente. L'Europe a récemment pris des mesures pour reconstituer ses flottes en donnant la priorité aux capacités haut de gamme telles que les combattants de surface, les navires amphibies et les sous-marins, ainsi qu'à une capacité accrue de logistique, de surveillance et de frappes à longue portée. Bien que ces actifs soient stratégiquement importants, ils prendront du temps à se développer en raison de leur complexité technique, rendant les pays européens vulnérables à court terme, en particulier à l'émergence de l'espace adverse et des cybermenaces, et limitant le rôle conventionnel de l'Europe dans l'Indo-Pacifique.⁵⁸

Malgré les efforts récents pour moderniser les flottes européennes, plusieurs lacunes dans les capacités et les systèmes critiques subsistent, notamment dans les domaines de la guerre anti-sous-marine, des véhicules sans équipage, de la guerre des fonds marins, des contre-mesures navales contre les mines et des missiles pour les opérations navales haut de gamme.⁵⁹ prioritaires, les moyens maritimes traditionnels et les capacités « bas de gamme » peuvent être cruciaux dans un conflit potentiel. Ces ressources seront également en mesure d'effectuer un plus large éventail de tâches pertinentes pour le paysage européen des menaces au sens large, telles que l'application régulière de la loi, les opérations de lutte contre la piraterie et le trafic, la recherche et le sauvetage et l'alerte précoce en cas d'interférence avec les infrastructures des fonds marins ou la zone grise. opérations.

Cependant, il est important de noter que même si l'Europe n'est pas aussi forte qu'elle devrait l'être, elle dispose tout de même de capacités importantes. La France, le Royaume-Uni et l'Italie exploitent cinq porte-avions au total, et l'Europe exploite plus de 170 grands combattants et sous-marins de surface.⁶⁰ Les pays européens disposent également de 145 avions de transport stratégique et de 156 avions de ravitaillement en vol.⁶¹ De plus, les forces terrestres européennes possèdent plus de 1 000 chars de combat principaux.⁶² Sur le papier, l'Europe apporte des capacités considérables. Mais les forces européennes sont inférieures à la somme de leurs parties en raison de lacunes critiques dans les plates-formes clés et du fait que les capacités existantes sont mal intégrées.

En outre, le manque de coopération en matière d'approvisionnement a conduit les pays européens à exploiter un large éventail d'équipements différents, générant des problèmes d'interopérabilité, des problèmes de logistique et de maintenance, des difficultés de déploiement et des lacunes de capacité béantes. Par exemple, les pays européens exploitent 29 destroyers différents, 17 chars ou véhicules de transport de troupes et 20 avions de chasse, soit nettement plus que les quatre, un et six, respectivement, utilisés par les États-Unis.⁶³ La pléthore de systèmes différents complique les chaînes d'approvisionnement, l'accès aux pièces de rechange, aux exigences de formation et à d'autres aspects logistiques. Bien que les différences d'équipement ne soient pas insurmontables et que l'OTAN se spécialise dans la garantie que ces forces puissent opérer ensemble, elles rendent le déploiement des forces plus difficile et complexe sur le plan logistique. En termes de capacités, cette fragmentation et ce manque de coordination dégradent la cohésion militaire de l'Europe.

En plus de ces lacunes de capacité de longue date, la guerre en Ukraine a exacerbé l'état de préparation déjà désastreux de l'Europe. Les stocks européens ont été épuisés pour soutenir l'Ukraine et ont révélé que les forces armées de toute l'Europe ne sont pas suffisamment préparées pour répondre à la

cas d'un conflit conventionnel majeur. Par exemple, l'effort de soutien à l'Ukraine a révélé que l'Allemagne, la première économie d'Europe et le troisième budget militaire du continent, ne disposait que de stocks de munitions pour quelques heures ou quelques jours de combat.⁶⁴ Certains pays ont également été confrontés à un compromis entre soutenir militairement l'Ukraine et conserver des capacités nationales essentielles. Par exemple, la décision du Danemark d'envoyer ses 19 systèmes d'artillerie d'obusier Caesar de fabrication française a créé un grave manque à gagner pour ses propres forces armées. Cette décision a également retardé les efforts de Copenhague pour établir une brigade d'infanterie lourde de l'OTAN d'ici 2032, un processus qui a déjà été retardé et qui prendra désormais encore plus de temps.⁶⁵

Les pays européens ont été en première ligne pour soutenir l'Ukraine. L'Union européenne et ses États membres ont facilité plus de 78 milliards de dollars d'aide financière, militaire, humanitaire et d'aide aux réfugiés depuis le début de la guerre. Cela comprend plus de 18 milliards de dollars d'assistance militaire, y compris pour des capacités spécifiques telles que les munitions, les systèmes de défense aérienne, les chars de combat principaux et les avions de chasse. De l'Union européenne elle-même, cela comprend un montant sans précédent de 6,1 milliards de dollars provenant de la Facilité européenne pour la paix, un instrument financier hors budget pour les actions de l'UE ayant des implications militaires et de défense, en plus des engagements bilatéraux fournis par les États membres. L'Union européenne a également fourni 2,2 milliards de dollars pour permettre l'achat et la livraison conjoints d'un million de cartouches d'artillerie d'ici le début de 2024, ainsi que 550 millions de dollars pour augmenter la capacité de production de munitions du bloc.⁶⁶ Bien que cet effort soit noble et hautement nécessaire pour permettre à l'Ukraine succès sur le champ de bataille, l'Europe vide ses poubelles dans le processus, épuisant encore plus l'état de préparation de ses forces.

Cependant, les chiffres ci-dessus peuvent également sous-estimer les coûts de remplacement réels pour l'Europe. Les anciens membres de l'OTAN du Pacte de Varsovie ont cédé à l'Ukraine des stocks entiers d'anciens équipements soviétiques, notamment des chars, des défenses aériennes, des munitions, de l'artillerie et des avions. Ces systèmes sont de faible valeur, mais le coût pour les remplacer par des équipements occidentaux modernes est bien plus élevé.⁶⁷ Depuis 2014, le défi de la transition des pays d'Europe de l'Est vers leur ancien équipement soviétique est un problème épineux pour l'alliance. En 2017, les États-Unis ont adopté la loi intitulée Countering America's Adversaries Through Sanctions Act sanctionnant l'industrie de la défense russe, ce qui a potentiellement fait des membres de l'OTAN d'Europe de l'Est des cibles de sanctions américaines parce qu'ils étaient engagés avec l'industrie de la défense russe pour des pièces de rechange et des composants pour maintenir leur équipement en fonctionnement. ⁶⁸ Néanmoins, peu de progrès avaient été réalisés sur le remplacement de flottes entières et de catégories d'équipements, car cela était jugé trop coûteux. Mais en un peu plus d'un an, les membres de l'OTAN d'Europe de l'Est ont effectivement retiré des flottes entières d'équipements soviétiques - des chars aux systèmes de défense aérienne, en passant par les avions de chasse - et les ont envoyés en Ukraine. L'Estonie, par exemple, a donné l'équivalent d'environ la moitié de son budget de défense et plus de 1 % de son PIB sous la forme d'équipements pour la plupart anciens, tels que des missiles antichars, des obusiers et des véhicules⁶⁹. Dans les capacités militaires des membres de première ligne de l'OTAN, dont beaucoup n'ont pas la capacité financière de recapitaliser entièrement leurs forces avec des équipements occidentaux modernes.

En somme, les armées européennes ont été décimées par 25 ans de sous-investissement après la guerre froide. En 2014, l'Europe a commencé à inverser cette tendance et à augmenter les dépenses de défense. Mais l'augmentation des dépenses n'a pas été coordonnée (comme décrit ci-dessous) et insuffisante pour combler pleinement les lacunes qui affectent presque tous les aspects de la plupart des armées européennes. Marge non coordonnée

les augmentations des dépenses de défense ont apporté des améliorations limitées aux capacités européennes. De plus, la guerre en Ukraine a vu l'Europe, en particulier l'Europe de l'Est, manifester une immense solidarité avec l'Ukraine en faisant don d'importantes quantités d'équipements. Cependant, bien que louable et nécessaire, cela a plongé les armées européennes dans un trou encore plus profond.

Efforts nationaux pour combler les lacunes

À la suite de l'invasion russe, les États européens se sont engagés à augmenter considérablement leurs dépenses de défense au cours de la prochaine décennie. Cependant, les contraintes économiques de l'UE peuvent avoir un impact sur la capacité de nombreux États européens à respecter ces engagements. En outre, un manque de coordination dans les dépenses ou la mise en commun des ressources signifie qu'il est peu probable que l'Europe, à partir de maintenant, fasse les investissements nécessaires dans des capacités habilitantes critiques pour réduire sa dépendance vis-à-vis des ressources militaires américaines. Des augmentations limitées des dépenses de défense réparties dans plus de 25 États européens différents ne pourraient conduire qu'à un renforcement marginal de la défense européenne. Néanmoins, compte tenu de l'attention et de l'attention actuelles, il est probable que les armées européennes seront bien plus fortes dans une décennie qu'aujourd'hui.

Les États membres individuels ont certainement agi de toute urgence par le biais de nouveaux engagements de financement. Seize membres européens de l'OTAN ont augmenté leurs dépenses de défense en 2022 par rapport à 2021, tandis que 12 membres européens de l'OTAN ont augmenté leurs dépenses en pourcentage du PIB⁷⁰. Ces augmentations significatives des engagements de financement couvrent une large partie du continent.

▪ Pologne et pays baltes

L'Europe de l'Est et les États baltes illustrent cette évolution. Par exemple, la Pologne a l'intention d'augmenter les dépenses de défense à 4 % du PIB et a récemment annoncé qu'elle achètera 1 400 véhicules de combat d'infanterie Borsuk . d'autres engagements d'achat de chars, d'obusiers, de lance-roquettes multiples et d'avions de chasse sud-coréens.⁷² La Pologne pourrait avoir la plus puissante armée terrestre d'Europe d'ici la fin de la décennie.⁷³ Les États baltes augmentent également considérablement leurs dépenses de défense. L'Estonie, par exemple, a l'intention de consacrer 3 % de son PIB à la défense en 2023 et a commandé six lanceurs M142 High Mobility Artillery Rocket System (HIMARS).⁷⁴ La Lituanie a également augmenté ses dépenses de défense en 2022, toutes deux en termes absolus, de 1,21 € milliards d'euros à 1,4 milliard d'euros, et en pourcentage du PIB, de 2,07 % à 2,34 %. Le cabinet letton s'est engagé à augmenter ses dépenses de défense de 2,2 % à 2,5 % du PIB d'ici 2025.⁷⁵

▪ Allemagne La

transformation la plus spectaculaire des dépenses de défense au niveau national s'est produite à Berlin, alors que l'invasion russe a choqué l'establishment public et politique allemand. **Quelques jours seulement après le début de la guerre, le chancelier allemand Olaf Scholz a annoncé** la *Zeitenwende* de son pays , une nouvelle ère dans laquelle Berlin renoncera à ses tendances pacifistes et s'engagera dans une politique de planification de la défense plus affirmée.⁷⁶ Scholz a promis que l'Allemagne consacrerait en permanence 2 % de son PIB à la défense. , un effort qui serait propulsé par un nouveau fonds d'urgence de 100 milliards d'euros pour transformer la Bundeswehr allemande. Selon le ministère allemand de la Défense, environ 30 milliards d'euros du

fonds d'approvisionnement militaire a été engagé jusqu'à présent dans des contrats pour des projets spécifiques, y compris l'achat de 35 avions de combat Lockheed Martin F-35, de nouveaux fusils d'assaut et de systèmes radio.⁷⁷ Cependant, bien qu'étant l'un des plus grands fournisseurs d'armes de l'Ukraine, l'Allemagne a été largement critiquée pour la lenteur de l'allocation des nouveaux fonds.⁷⁸ La Bundeswehr allemande est dans un état lamentable, souffrant de décennies de négligence et d'équipements vieillissants et fonctionnant mal.⁷⁹ La lenteur de l'allocation des fonds a également mis en lumière la passation des marchés. bureaucratie du ministère allemand de la Défense, qui est notoirement lente et complexe⁸⁰.

Cependant, il y a des signes de progrès. Alors que la presse allemande souligne l'état choquant de l'armée, un nouveau ministre de la Défense, Boris Pistorius, a été habilité à réformer radicalement le ministère et, à ce titre, est devenu l'un des politiciens les plus en vue d'Allemagne.

L'Allemagne, malgré les critiques sur le rythme de l'aide, a fourni d'importantes armes et munitions à l'Ukraine, apportant ainsi une aide létale à un pays en proie à des conflits pour la première fois dans l'histoire de la république fédérale. Il a également annoncé récemment une aide militaire massive de 3 milliards de dollars à Kiev, comprenant des chars, des systèmes antiaériens et des munitions, ainsi qu'un accord de 1,2 milliard de dollars pour 50 véhicules de combat Puma, signalant que l'Allemagne est déterminée à sa transformation *Zeitenwende*.⁸¹ L'augmentation des dépenses et l'accent renouvelé sur les lacunes de la force se traduiront certainement par une Bundeswehr plus forte, mais l'ampleur de la transformation reste à voir.

▪ France _

Contrairement à l'Allemagne, la France a longtemps maintenu un état de préparation élevé, avec à la fois une armée très compétente et la volonté politique de déployer des forces. Ces attributs ont été mis en évidence par sa présence militaire en Afrique, où les forces françaises ont mené plusieurs opérations antiterroristes au Sahel. La France est également très consciente des enjeux auxquels elle est confrontée pour sécuriser sa zone économique exclusive dans l'Indo-Pacifique. Cependant, l'invasion de la Russie a révélé un manque de préparation pour une guerre conventionnelle majeure sur le continent européen. Compte tenu de cette perspective mondiale, la France est confrontée à des décisions difficiles concernant la hiérarchisation de son budget de défense. Le gouvernement français a récemment approuvé un budget qui allouera 413 milliards d'euros aux dépenses militaires entre 2024 et 2030, soit une augmentation de plus d'un tiers par rapport à la période budgétaire précédente⁸². Les dépenses annuelles de défense de la France devraient atteindre 60 milliards d'euros en 2030, près du double des 32 milliards d'euros alloués en 2017. Ces investissements visent à renforcer les stocks de munitions et d'armements de la France suite au retour d'un conflit de haute intensité en Europe, mais aussi à préparer le pays à la montée des tensions dans l'Indo-Pacifique. Les capacités spécifiques qui seront abordées dans le cadre du budget comprennent l'accélération du développement du porte-avions français de nouvelle génération (surnommé PANG), l'acquisition de 15 nouvelles frégates, la rénovation de missiles air-sol, le développement de missiles de croisière hypersoniques air-sol et la réalisation de atteindre une flotte aérienne « tout Rafale » d'ici 2035.⁸³ La France, contrairement à l'Europe de l'Est, a réduit une partie de ses investissements dans les véhicules terrestres, choisissant de moderniser 160 chars Leclerc, au lieu des 200 initialement prévus. Cependant, la France investit également dans la modernisation de sa dissuasion nucléaire et dans la lutte contre les nouvelles menaces dans des domaines tels que l'espace, le cyber et le

▪ Royaume-Uni

Le Royaume-Uni a également annoncé une augmentation importante des dépenses de défense. Début 2023, le gouvernement de Rishi Sunak a présenté l'Integrated Review Refresh 2023, une version révisée de

sa stratégie de défense nationale 2021, qui identifie la Russie comme la menace la plus urgente à court et à moyen terme pour la sécurité européenne.⁸⁵ La stratégie révisée comprend un engagement à augmenter le budget de la défense du Royaume-Uni de 5 milliards de livres sterling (6 milliards de dollars) au cours des deux prochaines années, à l'exclusion de l'aide à la sécurité à l'Ukraine.⁸⁶ Le plan prévoit également une augmentation des dépenses de défense pour atteindre 2,25 % du PIB d'ici 2025 et 2,5 % sur un calendrier encore à déterminer. Bien qu'ambitieux, les objectifs de dépenses du gouvernement Sunak sont inférieurs à ceux de son prédécesseur Liz Truss, qui s'est engagé à dépenser 3 % du PIB d'ici 2030 au cours de son court mandat.⁸⁷ Cependant, certains analystes ont noté qu'il existe un décalage entre l'ambition du nouveau plan et son objectif déclaré - répondre à un monde plus contesté et instable depuis 2021 - et ce que les fonds apporteront réellement aux forces armées du Royaume-Uni. Les nouveaux fonds seront en grande partie alloués pour soutenir le pacte AUKUS et pour reconstituer les stocks de munitions et d'armes donnés à l'Ukraine, ce qui implique que des compromis devront être faits dans d'autres domaines d'approvisionnement.⁸⁸

▪ Italie

De la même manière, l'Italie, la troisième plus grande économie de l'Union européenne, a agi pour augmenter les dépenses de défense, reflétant que l'invasion russe a étouffé les voix par ailleurs puissantes et favorables à la Russie soutenant le gouvernement conservateur de Giorgia Meloni. Par l'intermédiaire de Meloni et de son prédécesseur modéré, Mario Draghi, l'Italie a transmis six programmes d'aide militaire à l'Ukraine, un septième étant en cours de préparation et susceptible d'inclure des systèmes anti-aériens SAMP-T supplémentaires. Dans les mois qui ont suivi l'invasion de la Russie, le gouvernement Draghi s'est engagé à faire passer les dépenses de défense de 1,4 % du PIB actuel à 2,0 % d'ici 2028, suivant une tendance à la croissance des budgets de défense pendant son mandat.⁸⁹ L'Italie a également augmenté son budget d'approvisionnement de la défense à € 7,85 milliards d'euros en 2022, contre 6,76 milliards d'euros et 5,45 milliards d'euros en 2021 et 2020, respectivement.⁹⁰ Rome envisage également actuellement d'acquérir des F-35 supplémentaires, des drones et des avions de repérage de sous-marins, des chars et des véhicules de combat d'infanterie.⁹¹

Dans l'ensemble, les engagements actuels de l'Europe en matière d'investissements dans le domaine de la défense devraient compenser une part importante des insuffisances passées. La Commission européenne a constaté qu'il y a eu une augmentation de 200 milliards d'euros des engagements de dépenses de défense nationale dans l'ensemble de l'Union européenne depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022.⁹² La Commission européenne a constaté que les déficits de financement des budgets de défense résultant d'investissements insuffisants au cours de la dernière décennie s'élevaient à 160 milliards d'euros.⁹³ Par conséquent, si les États européens donnaient suite, ils devraient être en mesure de combler les lacunes passées dans une large mesure et d'améliorer considérablement la capacité militaire de l'Europe.

Mais respecter les engagements de dépenses est plus facile à dire qu'à faire, comme en témoignent les récentes difficultés de l'Allemagne. Parmi les autres obstacles importants au comblement des lacunes en matière de capacités par l'augmentation des dépenses nationales, citons la diminution du pouvoir d'achat due à une inflation élevée, une industrie de la défense anémique incapable de répondre à la demande, des pénuries de matières premières et des structures administratives qui ne sont pas prêtes à augmenter rapidement les dépenses.

NOUVELLES RÈGLES FISCALES AMÉRICAINES?

Il existe d'autres forces économiques compensatoires qui peuvent empêcher les États membres de l'UE de respecter leurs engagements en matière de dépenses de défense. C'est un domaine dans lequel il existe une déconnexion inquiétante entre l'Union européenne et l'OTAN. Les niveaux élevés d'endettement contractés par les

États membres en réponse à la pandémie de Covid-19 et à la crise énergétique consécutive à l'invasion russe ont conduit à de nouveaux appels à l'Union européenne pour qu'elle se concentre sur la réduction de la dette et du déficit dans les années à venir.⁹⁴ L'Union européenne débat actuellement du retour et de la réforme de la Le pacte de stabilité et de croissance, qui fixe des objectifs pour les déficits budgétaires et les ratios dette/PIB des États européens, créant ainsi des limites budgétaires sur ce que les États membres de l'UE peuvent dépenser.⁹⁵ Ces restrictions sont similaires à la façon dont les États américains sont tenus d'avoir un budget équilibré . Pourtant, contrairement aux États-Unis, l'Union européenne n'a pas d'union budgétaire et n'a pas la capacité budgétaire du gouvernement fédéral américain. Ainsi, l'une des principales limites imposées aux pays européens pour atteindre tout objectif de dépenses de défense réside dans les règles de dépenses de l'UE. Par exemple, si l'Espagne doublait soudainement ses dépenses de défense de 1 % à 2 % sans augmenter les impôts ni réduire d'autres postes du budget, cela pourrait faire gonfler son déficit budgétaire. La Commission européenne, avec le pacte de stabilité et de croissance en place et appliqué, interviendrait et exigerait des coupes budgétaires ou des hausses d'impôts, qui sont toutes deux impopulaires et pourraient être politiquement insoutenables. Dans le débat actuel sur les règles budgétaires révisées de l'UE, la défense n'a pas été une préoccupation majeure. Pourtant, la manière dont l'Union européenne aborde les problèmes de dette et de déficit a probablement plus d'impact sur l'avenir de la défense européenne, et donc de l'alliance de l'OTAN, que presque tout autre problème actuel.

Bien que l'on ne sache toujours pas à quel point les règles de l'UE en matière de dette et de déficit seront rigides, il est probable qu'une révision du pacte de stabilité et de croissance sera convenue, qui imposera des limites aux dépenses européennes et nécessitera des arbitrages difficiles entre les programmes de politique intérieure, le changement climatique , les retraites et la défense. Il est peu probable que la défense réussisse très bien dans ces débats futurs. Une dynamique similaire s'est déjà produite au Royaume-Uni, où la réaction négative du marché aux propositions économiques du gouvernement Truss, qui devaient accroître les déficits britanniques, a conduit le gouvernement Sunak à réduire ses objectifs de dépenses de défense de 3 % à 2,5 %.

Pourtant, la manière dont l'Union européenne aborde les problèmes de dette et de déficit a probablement plus d'impact sur l'avenir de la défense européenne, et donc de l'alliance de l'OTAN, que presque tout autre problème actuel.

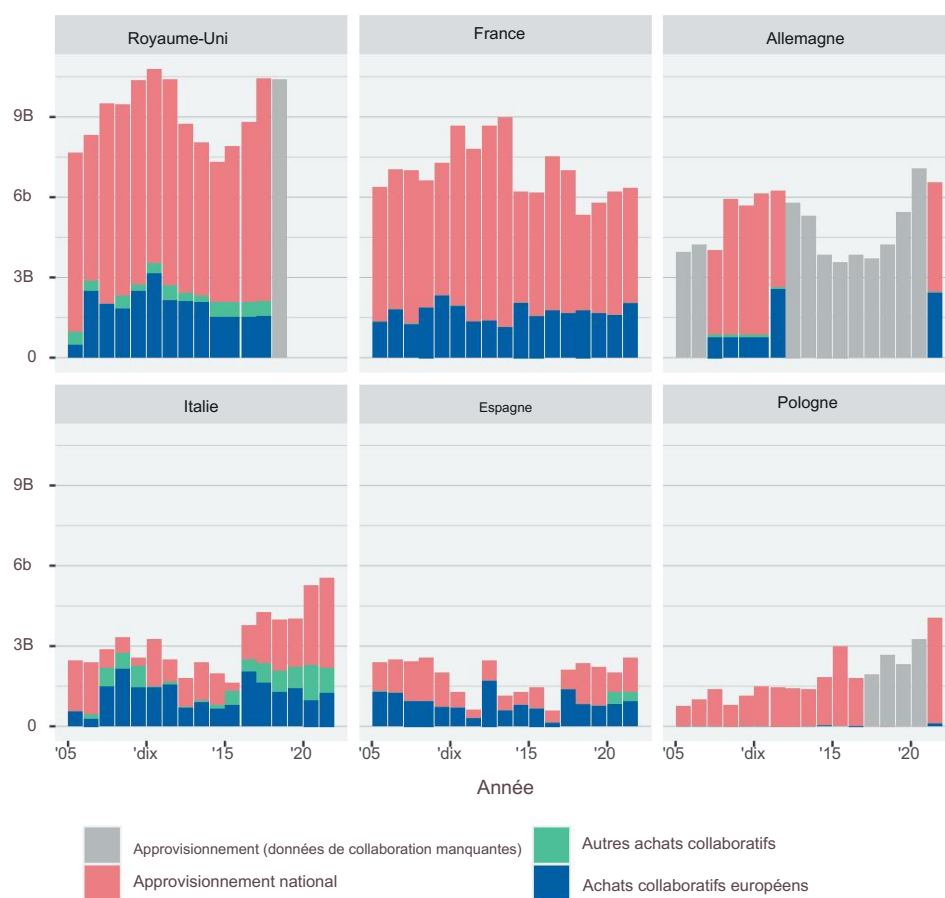
Dans l'ensemble, les dépenses de défense devraient augmenter au cours des années 2020, ce qui se traduira par des armées européennes plus fortes et plus performantes. Pourtant, il reste à voir quel sera l'impact ou la transformation des dépenses, car il y a un danger que les pays européens dépensent de manière non coordonnée.

Déclin de la coopération européenne en matière de défense

Un problème majeur qui afflige la défense européenne est que l'augmentation des investissements dans la défense n'est pas allée de pair avec une augmentation de la coopération européenne en matière de défense. La coopération européenne en matière de défense, en fait, s'aggrave manifestement, et non s'améliore. En bref, les Européens achètent et construisent du matériel différent, ce qui rend plus difficile pour ces forces d'opérer ensemble.

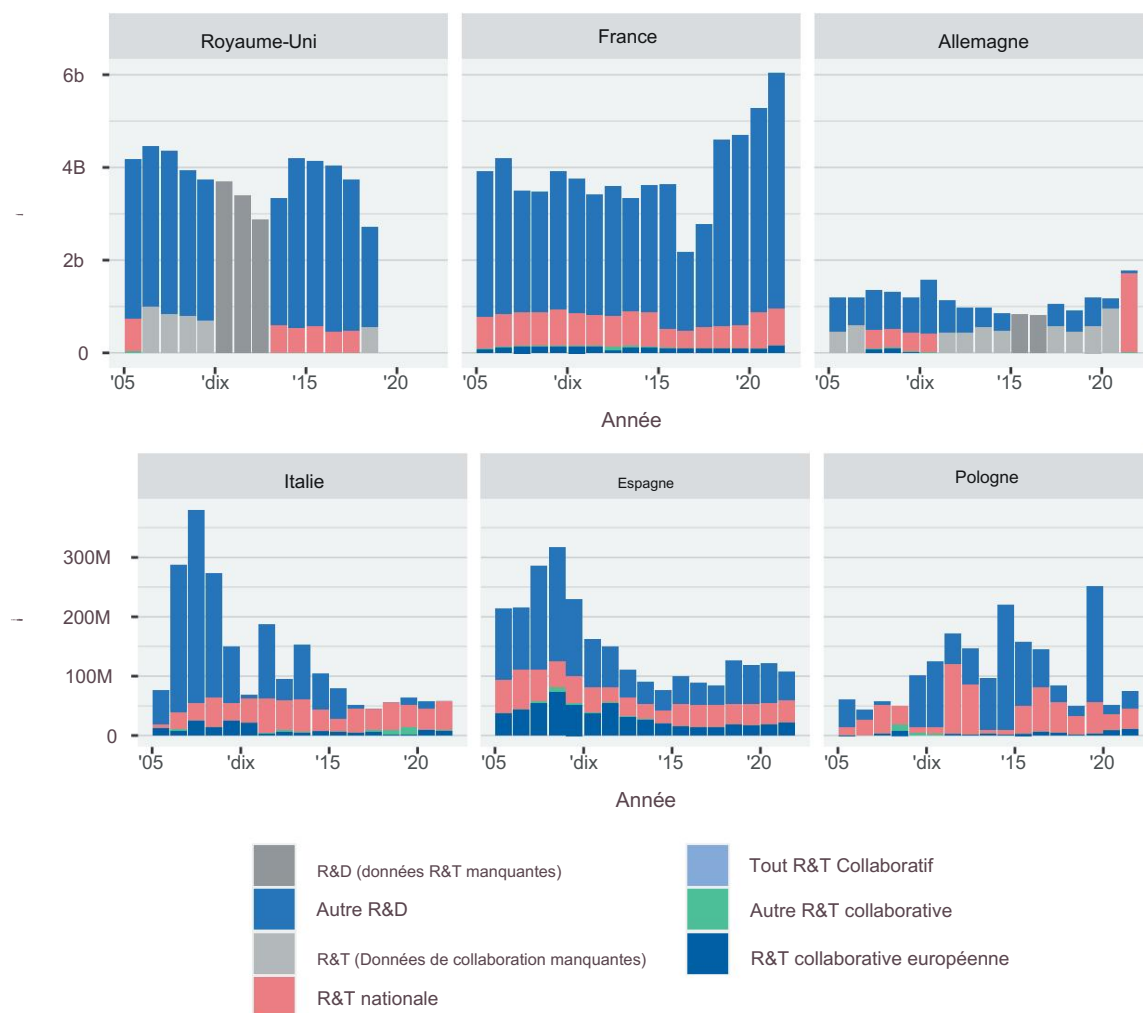
Dans un rapport faisant partie de ce projet, Sean Monaghan du CSIS souligne que « l'Europe est confrontée à un dilemme : elle dépense plus pour la défense mais coopère moins. »⁹⁶ Les dépenses de défense ont augmenté de 6 % pour atteindre 214 milliards d'euros en 2021 et devraient plus de 70 milliards d'euros d'ici 2025.⁹⁷ Parallèlement, les dépenses de défense coopératives en équipements ont diminué au cours de la dernière décennie, ne représentant que 18 % des dépenses totales d'achat de défense des pays participant à l'AED en 2021.⁹⁸ Selon l'Union européenne, les dépenses de défense coopératives en 2020 est tombé à seulement 11 % des dépenses totales d'achat d'équipements de défense, ce qui est bien en deçà de l'objectif de 35 % fixé par l'Union européenne.⁹⁹ La tendance de la coopération va également dans la mauvaise direction, car le chiffre de 2020 était le plus bas depuis l'AED a commencé à tenir des registres en 2005. De plus, cette tendance semble s'appliquer à toutes les phases de développement, car les dépenses collaboratives européennes sont restées stables ou ont diminué à la fois pour les achats et pour la recherche et la technologie (R&T) parmi les pays européens qui dépensent le plus (voir les figures 4 et 5). Selon la Commission européenne, la phase de développement R&T couvre la recherche fondamentale à appliquée, tandis que la phase de recherche et développement (R&D) couvre le prototypage jusqu'à l'application complète. L'EDA ne suit la collaboration que dans la phase R&T.¹⁰⁰ Comme le constate Monaghan, "la coopération reste l'exception, pas la règle".¹⁰¹

Figure 4 : Dépenses d'approvisionnement parmi les principaux dépensiers européens



Remarque : les rapports polonais sur les achats collaboratifs à 100 % en 2017-2020 sont traités comme non étiquetés.
Source : "Defence Data", EDA, avril 2023, <https://eda.europa.eu/publications-and-data/defence-data> ; Analyse du SCRS.

Figure 5 : Dépenses de R&T et de R&D parmi les principaux dépensiers européens sélectionnés



Remarque : Selon la Commission européenne, la phase de développement R&T couvre la recherche fondamentale à appliquée, tandis que la phase de développement R&D couvre le prototypage jusqu'à l'application complète. L'EDA ne suit la collaboration que dans la phase R&T.
Source : "Defence Data", EDA, avril 2023, <https://eda.europa.eu/publications-and-data/defence-data> ; Analyse du SCRS.

Ce qui est préoccupant à propos de ces lignes de tendance, c'est que l'OTAN et l'Union européenne ont également déployé d'importants efforts simultanés pour encourager une plus grande coopération au cours des 15 dernières années. La « mise en commun et le partage » des capacités et des responsabilités de défense étaient considérées il y a dix ans « comme la solution miracle à cette crise de la défense », a estimé l'analyste allemand de la défense Christian Molling. Mais il a constaté que les efforts échouaient car les États membres « bloquaient un niveau plus élevé d'efficacité économique et d'efficacité militaire en s'accrochant à leur désir de décider unilatéralement des intérêts de leurs forces armées ».102 De même, en 2020, Nick Witney du Le Conseil européen des relations étrangères a observé que « la nécessité d'une intégration européenne plus étroite de la défense (la mise en commun des efforts et des ressources nationales) a été reçue comme une sagesse depuis des décennies, mais avec malheureusement peu de choses à prouver 103 ».

Le manque de coopération en matière d'approvisionnement en matière de défense a un effet en cascade. Cela signifie que l'Europe ne bénéficie pas d'économies d'échelle dans les achats, ce qui signifie que l'euro ne s'étend pas aussi loin qu'il le devrait,

limitant les capacités de l'Europe. Le manque de coopération entre l'industrie de la défense et l'industrie contribue également à ce que les pays achètent des équipements différents avec des spécifications différentes. Cela signifie que si les forces européennes de l'OTAN peuvent toutes combattre ensemble sur le plan opérationnel par le biais de l'OTAN, elles ne peuvent souvent pas utiliser l'équipement de l'autre de manière interchangeable. Par exemple, malgré les tentatives visant à garantir des normes communes à l'OTAN par le biais de ce que l'on appelle des accords de normalisation, l'OTAN a toujours lutté pour garantir que ses forces puissent échanger des munitions d'armes légères. Par exemple, pendant la guerre mondiale contre le terrorisme dans les années 2000, cela a entraîné des problèmes de fiabilité pour les unités américaines utilisant des munitions L2A2 de 5,56 mm de fabrication britannique lors d'exercices d'entraînement¹⁰⁴ et une maintenance plus complexe et une queue logistique. Le manque d'équipements communs limite également la capacité des forces européennes à travailler, opérer et s'entraîner ensemble. Ainsi, le manque de coopération rend difficile l'intégration des forces, ce qui rend la coopération rare, conduisant à une plus grande fragmentation. Cela renforce alors la dépendance vis-à-vis des États-Unis pour mener des missions. Ainsi, si les États-Unis souhaitent une Europe moins dépendante, une plus grande coopération européenne en matière de défense s'impose.

EFFORTS OTAN-UE POUR ENCOURAGER LA COOPÉRATION

L'OTAN et l'Union européenne ont lancé des initiatives pour encourager la coopération. La crainte d'une baisse des budgets de la défense après la crise financière de 2008 a contribué à faire d'une plus grande coopération une priorité majeure de l'alliance.

En 2010, le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a présenté le concept de « défense intelligente » de l'alliance lors de la conférence de Munich sur la sécurité, qui visait à fournir des capacités militaires de manière plus efficace et plus rentable. À une époque d'insécurité financière et budgétaire accrue, Rasmussen a suggéré que le cadre pourrait « aider les nations à renforcer la sécurité avec moins de ressources mais plus de coordination et de cohérence, afin qu'ensemble nous puissions éviter que la crise financière ne devienne une crise de sécurité ¹⁰⁵ ». L'objectif n'était pas nouveau, car des coalitions d'États alliés se sont regroupées pour coordonner le renforcement des capacités et collaborer à l'optimisation des systèmes d'armes partagés tout au long de la guerre froide. Par exemple, le plus grand programme d'acquisition financé en commun par l'OTAN, le système aéroporté d'alerte et de contrôle E-3A (AWACS), est né en 1978 du besoin de capacités d'alerte avancée à l'échelle de l'alliance.¹⁰⁶ L'initiative Smart Defence a connu des succès, mais malgré la tentative du secrétaire Rasmussen de revigorer le renforcement des capacités conjointes de l'OTAN, la défense intelligente n'a pas été la solution miracle aux problèmes de renforcement des capacités de l'alliance.

L'OTAN a renoncé à discuter du concept et semble avoir perdu de vue l'objectif de la coopération européenne en matière de défense. Le concept stratégique 2022 de l'OTAN ne mentionnait même pas la nécessité d'une plus grande coopération, bien qu'il s'agisse d'un objectif fondamental de l'OTAN lors de sa création en 1949. L'OTAN a démontré sa capacité à rassembler les armées européennes en une force de combat opérationnelle, mais elle a eu du mal à faire cela entre pays européens dans le domaine de la génération de forces.

Au cours de la dernière décennie, l'Union européenne a également cherché à donner la priorité à la coopération en matière de défense.

Suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2014, l'Union européenne a pris des mesures pour accroître son rôle de défense. Il a créé PESCO, une initiative visant à amener les États membres de l'UE à travailler ensemble sur des projets industriels de défense, comme incitation à la coopération. Le budget du FED pour la période 2021-2027 s'élève à

8 milliards d'euros, dont 2,7 milliards d'euros consacrés à la recherche collaborative en matière de défense et 5,3 milliards d'euros aux projets de développement capacitaire collaboratif¹⁰⁸. L'Union européenne, après la France et l'Allemagne.

»¹⁰⁹

La PESCO, cependant, s'est révélée structurellement peu maniable. Il a été formé en 2017 avec 25 États membres participants. Ainsi, la PESCO est une initiative de l'UE mais a un caractère multilatéral, car elle est pilotée par les États membres. Cela a conduit à une structure de gouvernance plus compliquée, car les actes juridiques liés à la PESCO (par exemple, les règlements, les directives, les décisions, les recommandations et les avis) doivent être approuvés à l'unanimité par les États membres participants au niveau du Conseil européen. De plus, les critiques ont fait valoir que les projets PESCO ne comblent pas de manière adéquate les lacunes européennes, telles que celles mises en avant dans le plan de développement des capacités de l'Union européenne, car ils ont eu tendance à se concentrer sur l'extrémité inférieure du spectre des capacités et sur ce que les États membres pourraient développer à le niveau national.

Le montant limité d'argent a également été éparpillé, car il y a 68 projets PESCO actuellement en développement. Les progrès ont souvent été lents pour ces projets, un tiers étant confrontés à des retards.¹¹⁰ De nombreux États participants n'ont pas donné suite, et comme la défense reste un domaine politique intergouvernemental de l'UE sans mécanisme d'application sévère, une culture de non-conformité a imprégné la PESCO. Le mécanisme d'application le plus approprié est la dénonciation et la honte des pays dans les évaluations annuelles de la PESCO.¹¹¹ Ainsi, le format et la structure de la PESCO ont permis aux États membres de l'utiliser pour des objectifs nationaux plutôt qu'européens. Le spécialiste belge de la défense Sven Biscop note qu'« au lieu d'utiliser la PESCO comme un instrument pour atteindre un objectif commun de l'UE, les États membres l'instrumentalisent pour faire avancer leurs propres projets. Ils ne demandent pas ce qu'ils peuvent faire pour PESCO, mais ce que PESCO peut faire pour eux. »¹¹²

DÉFI BUREAUCRATIQUE NATIONAL À LA COOPÉRATION

Le déclin de la coopération en matière de défense, bien qu'il s'agisse d'un axe majeur, montre que la coopération internationale en matière de défense est tout simplement extrêmement difficile.

Monaghan explique les défis de l'approvisionnement conjoint, à savoir la complexité supplémentaire, les préférences et les exigences divergentes en matière d'approvisionnement, et la difficulté de répartir le travail, et donc aussi le financement et les emplois associés. Il existe 27 ministères nationaux différents dans l'Union européenne et 31 dans l'OTAN, et tous ont des bureaucraties d'approvisionnement et de planification élaborées ainsi que des exigences législatives et de rapport variables. Synchroniser ces différentes bureaucraties et forger les compromis nécessaires à la coopération est une entreprise bureaucratique énorme, et les cycles de planification et d'approvisionnement de la défense peuvent ne pas s'aligner entre les pays. Chaque pays peut également avoir des exigences légèrement différentes pour divers systèmes d'armes, ce qui, même s'il est incroyablement mineur, peut entraîner des frictions et des retards.

Par conséquent, un engagement politique de haut niveau est souvent nécessaire pour surmonter les obstacles bureaucratiques. Mais la participation des cadres supérieurs est presque toujours l'exception plutôt que la règle. L'accent mis récemment sur les processus d'approvisionnement du ministère allemand de la Défense a révélé une structure bureaucratique incroyablement lourde qui empêche l'acquisition rapide d'articles de base.¹¹³ Une évaluation de juin 2015 du Parlement européen sur les efforts de mise en commun et de partage de l'Europe

déclare « faire des progrès à pas de tortue. . . Dans le même temps, les États membres paralysent les efforts de l'AED. L'OTAN n'a pas fait beaucoup mieux. Cela souligne que le cœur du problème reste la question de la souveraineté au sein des États membres. »¹¹⁴ Comme Schilde et al. expliquer, ce n'est pas l'opposition publique européenne aux efforts de défense de l'UE qui aboutit à peu de progrès ; au contraire, "une meilleure explication de la stagnation de l'intégration de la défense pourrait être que les élites nationales, telles que les bureaucrates de la défense ou les industries nationales protégées, bénéficient du statu quo."¹¹⁵

Une complexité supplémentaire est la nature à somme nulle des dépenses de défense. Les pays favoriseront sans surprise leurs industries de défense nationale en matière d'approvisionnement. La coopération avec d'autres, bien que potentiellement plus efficace pour les gouvernements, peut ne pas être plus rentable pour les industries nationales. Les entreprises de défense des États membres de l'Europe ayant souvent un accès, une influence et des contrats depuis leurs capitales nationales et avec peu d'argent au niveau européen, il y a eu peu d'incitations pour les entreprises de défense européennes en Europe à travailler ensemble ou à fusionner.

Les entreprises européennes ont tendance à collaborer uniquement sur des projets phares majeurs qui dépassent leurs capacités individuelles, tels que les programmes d'avions de combat de nouvelle génération. En conséquence, la base industrielle de défense européenne n'est pas du tout très européenne, mais plutôt composée d'entreprises de défense principalement nationales. Parmi les quelques exceptions notables à cette tendance figurent les géants transeuropéens de la production d'armements et des services militaires tels qu'Airbus, MBDA et KNDS, ce dernier étant également un rare exemple de consolidation dans l'industrie européenne de l'armement¹¹⁶.

Certains enseignements clés peuvent être tirés de l'échec de la coopération européenne en matière de défense au cours de la dernière décennie. En particulier, les efforts de mise en commun et de partage, tout en produisant des résultats bénéfiques, n'ont pas réussi à avoir un effet transformateur. Ces efforts ont davantage porté sur la réalisation d'économies de coûts et ont donc eu du mal à créer suffisamment d'incitations pour surmonter les défis bureaucratiques enracinés à la coopération. Ainsi, lorsque la coopération aboutit à des progrès, comme dans la création d'un commandement européen du transport aérien et l'achat conjoint d'avions, il n'y a pas eu suffisamment de fonds disponibles pour intensifier la coopération sur la base de ce succès.¹¹⁷

De plus, les efforts multinationaux tentaculaires tels que PESCO peuvent devenir extrêmement difficiles à gérer et peuvent facilement dériver. De plus, au lieu que les pays "pensent européens", ces lieux sont souvent utilisés pour faire avancer des agendas nationaux plus étroits, ce qui peut conduire à une "cacophonie stratégique" au sein de ces efforts. En ce sens, il existe un problème classique d'action collective où tout le monde aurait intérêt à coopérer mais où les incitations individuelles ou paroissiales vont à l'encontre de l'action commune¹¹⁸.

Néanmoins, malgré ses défauts, PESCO est encore nouveau et commence à produire des résultats. Par exemple, le développement d'une corvette de patrouille européenne, développée conjointement par l'Italie, la France, l'Espagne, la Grèce, la Norvège et le Danemark par l'intermédiaire de PESCO, a été présentée comme une affiche de l'intégration de la défense européenne dans le domaine naval. EDF a déjà injecté 60 millions d'euros dans le projet, avec 200 millions d'euros supplémentaires attendus en 2023 pour construire un premier prototype. Les États membres participants s'attendent à ce qu'un contrat de construction puisse être signé dès 2025, la production du premier navire commençant en 2026 et les livraisons en 2030.¹¹⁹ Jusqu'à présent, les travaux de développement initiaux dans des domaines tels que la propulsion, l'intégration de plates-formes sans équipage et la conception modulaire a progressé avec succès. L'Italie et l'Espagne ont également encouragé le développement d'une version de combat complet, tandis que

La France et l'Espagne font pression pour une version à long terme.¹²⁰ L'EPC démontre la promesse potentielle des projets PESCO de stimuler la coopération.

De même, l'initiative de défense intelligente de l'OTAN a sans doute contribué au développement d'autres initiatives de renforcement des capacités de l'OTAN, telles que le concept de nations-cadres (FNC), établi lors du sommet du Pays de Galles en 2014. Le FNC s'est appuyé sur l'accent mis par la défense intelligente sur les achats conjoints et le développement des capacités . en encourageant les groupes multinationaux au sein de l'alliance à développer des capacités déployables sous la direction d'une « nation cadre ». Ce faisant, le FNC a élargi la perspective de la défense intelligente en affirmant que les nations ayant de solides liens régionaux et une expérience de travail en commun pourraient coordonner leur formation, leurs exercices, leur interopérabilité, leur doctrine et leurs formations opérationnelles.¹²¹ La Joint Expeditionary Force est un exemple du FNC au travail, où le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Islande, la Lettonie, la Lituanie, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède coopèrent sur la sécurité et la défense en Europe du Nord sous la direction du Royaume-Uni.

À l'inverse, l'un des moteurs positifs de la réussite de l'intégration européenne de la défense au cours de la dernière décennie a été la désintégration des capacités nationales. Lorsque les pays européens ont manqué de ressources pour maintenir toutes les facettes de leur coopération militaire devient essentielle. Par exemple, les Pays-Bas ont retiré toute leur flotte de 600 chars Leopard 2 en 2011 afin de réduire les dépenses de 40 milliards de dollars après la récession de 2008. Après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, les Pays-Bas ont décidé de relancer leurs capacités de chars en concluant un accord avec l'Allemagne pour former un nouvel escadron sous le bataillon de chars 414 de l'armée allemande. Les Néerlandais transféreraient leurs 18 Leopard 2A6 restants, que les Allemands exploiteraient. et passer à la norme 2A7, tandis que les Néerlandais atténueraient la pénurie de main-d'œuvre allemande en envoyant 100 soldats rejoindre le bataillon. Le bataillon opère sous commandement allemand mais peut soutenir les troupes néerlandaises sous la bannière de l'OTAN en temps de guerre. En effet, les Pays-Bas louent certains des chars qu'ils exploitaient autrefois de manière indépendante à leur voisin de l'Est, qui avait simultanément pour objectif d'accroître sa flotte de chars.¹²² La France et la Belgique ont également coopéré largement sur un projet de capacité motorisée (CaMo), un partenariat stratégique contrat d'une valeur de 1,6 milliard d'euros. L'accord permet aux forces belges d'acheter du matériel déjà utilisé par l'armée française, comme des véhicules de reconnaissance et blindés, tout en augmentant la capacité opérationnelle binationale entre les armées française et belge. Le partenariat vise à rendre les unités belges et françaises interchangeables en ce qui concerne la conduite d'opérations conjointes.¹²³

De plus, les Européens ont trouvé un moyen de se coordonner et de coopérer en matière de transport aérien et de ravitaillement en vol, en partie en raison de leurs moyens limités. La pauvreté des actifs a facilité la coopération. L'Europe dispose d'un éventail étourdissant d'entités qui coordonnent la mobilité aérienne européenne, y compris le Centre de coordination des mouvements Europe, qui est composé de 28 États et agit comme « courtiers pour les questions de transport stratégique » en dehors des structures de l'Union européenne ou de l'OTAN¹²⁴ . est similaire au Commandement du transport aérien européen, qui opère également de manière indépendante pour exercer le contrôle opérationnel des capacités de ravitaillement en vol et de transport militaire de sept États membres de l'Union européenne. Il y a aussi des efforts de l'OTAN qui mettent en commun et détiennent des ressources collectivement. Bien que cela ressemble à un gâchis institutionnel, cela semble également fonctionner. Comme l'a révélé une étude récente du SCRS, rien ne prouve que ces divers mécanismes n'aient pas réussi à exécuter

missions. L'étude a conclu que « cela semble être un cas où le principe de normalisation de la coopération a en fait conduit à un système efficace. »¹²⁵

Le défi aujourd'hui, cependant, est de savoir comment encourager la coopération avec des budgets de défense en croissance, et non en diminution. C'est là que l'augmentation des incitations à la coopération sera essentielle.

Recommandations pour une nouvelle voie à suivre

Il est clair que le statu quo est intenable et qu'une nouvelle vision de la défense européenne s'impose, nécessaire. Pour éviter de répéter les erreurs et les incompréhensions du passé, des mesures de politique de défense transatlantique, cela nécessitera un effort concerté des trois acteurs majeurs de la défense européenne, à savoir l'Union européenne, l'OTAN et les États-Unis. Premièrement, l'Union européenne devrait tirer parti de sa capacité budgétaire importante pour combler les lacunes critiques en matière de capacités et établir de fortes incitations financières pour les achats conjoints grâce à une approche ascendante « d'intégration par la pratique ». Deuxièmement, l'OTAN devrait donner la priorité à ses outils existants pour stimuler la coopération, par exemple en tirant parti de son expertise en matière d'établissement de normes militaires et en utilisant davantage le mécanisme de financement commun de l'alliance. Troisièmement, les États-Unis doivent adopter activement l'intégration de la défense européenne, y compris le rôle de défense émergent de l'Union européenne et une solide base industrielle de défense européenne. Ces trois voies ne sont pas mutuellement exclusives ni préjudiciables à la défense européenne, car elles sont en fait largement complémentaires et contribueraient à la durabilité à long terme de la relation transatlantique élargie.

Un nouvel accent sur l'intégration de la défense à travers l'Union européenne

Malgré les défis, inverser la tendance à la baisse de la coopération européenne en matière de défense devrait être une priorité majeure pour l'Europe, l'OTAN et les États-Unis. Comme indiqué, l'Europe dans son ensemble dépense un montant considérable pour la défense, dépassant les 200 milliards d'euros (215 milliards de dollars) par les 26 membres de l'AED pour la première fois en 2021.¹²⁶ Ces dépenses globales s'ajoutent à celles de l'Europe.

Les membres de l'OTAN qui ne sont pas membres de l'UE tels que la Turquie, la Norvège et le Royaume-Uni, qui ont dépensé respectivement environ 14,31 milliards d'euros, 7,34 milliards d'euros et 59,87 euros en 2021, et le Danemark, qui n'a rejoint l'AED que récemment.¹²⁷ Sur papier, l'Europe devrait avoir suffisamment de personnes en uniforme et suffisamment de navires, d'avions et de véhicules pour constituer une force de combat puissante et capable de dissuader les adversaires conventionnels et de mener des opérations expéditionnaires et hors zone. Mais en réalité, l'Europe a du mal à mener des opérations de combat majeures à grande échelle sans les États-Unis.

Comme l'a souligné un rapport du SCRS de 2021 sur les défis militaires haut de gamme de l'Europe, même les membres européens de l'OTAN les plus capables, comme la France et le Royaume-Uni, manquent de forces de manœuvre lourdes suffisantes, de transport aérien, de combattants navals, de défense antimissile et de capacités de soutien pour mener un combat à grande échelle seul contre la Russie, par exemple.¹²⁸ Ces défis opérationnels s'étendent également à l'Indo-Pacifique, où les armées européennes auront du mal à maintenir une présence militaire. Le rapport constate que les grandes puissances européennes ne pourront probablement mener des séries de missions qu'à l'extrémité inférieure du continuum du conflit sans l'aide des États-Unis, telles que la réponse aux crises et des missions de contingence limitées. Ainsi, l'accent mis sur l'intégration et la coopération en matière de défense européenne chercherait à pousser les Européens à évoluer vers des approches européennes collectives communes. Cela nécessitera de créer des incitations importantes pour faciliter la coopération.

L'Union européenne a fait ses preuves dans la suppression des barrières, l'intégration des secteurs protégés et la création d'un marché unique avec des normes communes dans tout le bloc. Cependant, cela sera difficile en défense, car il s'agit d'une « compétence » nationale et relève donc du domaine des États-nations européens. En 2009, l'Union européenne a cherché à utiliser ses prouesses réglementaires en adoptant la directive sur les marchés publics de la défense pour forger l'intégration des industries militaires européennes par des moyens de libéralisation, mais avec peu ou pas d'effet.¹²⁹

Le secteur agricole fortement protectionniste et politiquement sensible peut fournir un modèle pour l'intégration de la défense européenne. Afin de supprimer les barrières entre les États membres de l'UE et de créer un marché unique de l'agriculture, qui nécessitait donc des normes et des pratiques réglementaires communes, l'Union européenne a créé la politique agricole commune. Cela représente une dépense d'environ 380 milliards d'euros pour les agriculteurs de l'Union européenne, ce qui représente 31 % du budget total de l'UE, comme stipulé dans le cadre financier pluriannuel 2021-2027.¹³⁰ Cela a été jugé nécessaire pour inciter les agriculteurs à accepter l'harmonisation des normes et création d'un marché unique. Bien qu'aucune analogie ne soit parfaite, le secteur de la défense dans chaque État membre a tendance à être fortement protégé et interconnecté avec l'État et nécessiterait probablement des incitations tout aussi fortes pour accepter une plus grande intégration.

LE POTENTIEL DE FINANCEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

Le principal avantage de l'Union européenne par rapport à l'OTAN, et son principal vecteur d'impulsion à l'intégration, est qu'elle dispose d'un potentiel de financement important. Elle a une monnaie et un budget aux traits « fédéraux ». Alors que le budget de l'UE et la plupart des initiatives de l'UE sont financés par des contributions nationales, tout comme une organisation multilatérale typique telle que l'OTAN, le montant d'argent alloué à l'Union européenne est beaucoup plus important. Par exemple, le cadre financier pluriannuel 2021-2027 établit que l'Union européenne peut dépenser un maximum de 173 milliards d'euros chaque année, ce qui équivaut à environ 1 % du PIB du bloc.¹³¹ Ce budget est financé par les douanes.

les droits de douane, les contributions basées sur la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) perçues par les États membres et les contributions directes des pays de l'UE proportionnelles à leur PIB par habitant. Ces fonds sont dépensés pour les politiques de cohésion (35%), l'agriculture (33%), le marché intérieur (12%), la politique étrangère (9%), l'administration (7%), la migration (2%) et la défense (1%). En outre, à la suite de la pandémie de Covid-19, l'Union européenne a également décidé d'emprunter plus de 807 milliards d'euros en 2020 sur les marchés internationaux pour financer la soi-disant NextGenerationEU.

Avec cette décision, et comme l'a suggéré l'ancienne ministre espagnole des affaires étrangères, Ana Palacio, l'Union européenne a prouvé qu'elle pouvait financer de manière crédible et cohérente une partie de ses dépenses communes grâce à l'émission d'obligations européennes, qui pourraient être achetées par des investisseurs internationaux et même par la Banque centrale européenne, "servant ainsi également d'actif sûr dont l'UE avait tant besoin."¹³³ Il est vrai que les fonds NextGenerationEU ont été présentés comme un effort ponctuel. Cependant, une fois que l'Union européenne prend une mesure, telle que l'émission de dette pour financer des biens publics européens, cela crée un précédent pour une action ultérieure, surtout si elle a été jugée réussie. De plus, l'Union européenne s'est engagée à augmenter ses ressources propres avec de nouveaux instruments déjà approuvés, tels que la taxe sur le plastique et le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, ainsi que des instruments supplémentaires actuellement en discussion, comme une taxe sur les transactions financières.

La grande question est de savoir à quel financement l'Union européenne peut potentiellement accéder. Il y a de bonnes raisons pour que l'Union européenne emprunte des fonds supplémentaires, en particulier pour combler certaines des lacunes urgentes de la défense européenne. Efficacement les quantités sur les marchés internationaux. Calle Håkansson de l'Institut suédois des affaires internationales a plaidé en faveur d'un emprunt plus commun et révèle de manière prometteuse que "des idées sur de nouveaux emprunts communs pour la défense sont déjà en cours de discussion au sein de l'UE, mais rien de concret ne s'est encore concrétisé".¹³⁵ Ce qu'il faut, c'est une décision politique aller de l'avant. Ce ne serait pas facile, mais le contexte géopolitique actuel et la guerre en cours en Ukraine pourraient être un déclencheur, surtout s'ils sont soutenus par les États-Unis et l'OTAN.

De plus, l'Union européenne devrait permettre une plus grande flexibilité autour de ses règles budgétaires. L'augmentation des contributions nationales aux marchés publics de la défense de l'UE devrait également être reconnue comme contribuant au chiffre de 2 % du PIB. Si l'Espagne, par exemple, souhaitait augmenter ses engagements dans des projets de défense européens plutôt que dans les dépenses nationales, elle devrait être encouragée et incitée à le faire. En outre, ces contributions pourraient être exclues du calcul du ratio dette/PIB et des restrictions de déficit du pacte de stabilité et de croissance. Tout cela sera politiquement difficile, c'est pourquoi un fort encouragement de la part des États-Unis, bilatéralement et par le biais de l'OTAN, sera crucial. S'il est peu probable que l'Union européenne génère des revenus supplémentaires à court terme, il sera essentiel de créer une plus grande flexibilité budgétaire pour les États membres.

Ainsi, l'Union européenne a la capacité de financement potentielle pour aider à combler les lacunes de la sécurité européenne à la fois avec ses propres ressources et en empruntant sur les marchés internationaux. Cependant, il est peu probable que l'Union européenne augmente de manière significative son financement de la défense sans la pression des États-Unis et de l'OTAN. En bref, l'Union européenne devrait assumer un rôle plus central pour combler les lacunes en matière de capacités, résoudre les problèmes et les lacunes des alliances et veiller à ce que l'Europe puisse fonctionner de manière unie.

LE LONG TRAVAIL DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE DE LA DÉFENSE

Avec un financement adéquat, les efforts de défense de l'Union européenne pourraient favoriser un processus progressif d'intégration de la défense. Cet effort pourrait refléter les théories néo-fonctionnalistes des sciences politiques de l'intégration européenne, qui voient l'intégration de l'UE se produire moins par conception et davantage par des institutions européennes habilitées à trouver des lacunes, des opportunités et des problèmes à résoudre. En d'autres termes, l'intégration de la défense européenne ne consiste pas à avoir un état final à long terme pour la défense européenne, comme une « armée européenne », mais plutôt un processus graduel axé sur la résolution de problèmes communs, la suppression des obstacles à la coopération et l'harmonisation des pratiques, des lois, des règles, des normes et des réglementations permettant aux forces européennes de fonctionner ensemble de manière transparente.

Une armée européenne unique est donc hautement improbable dans un avenir prévisible, car des pays comme la France et la Pologne ont des armées et des traditions nationales fortes et fières. Ce sont les Français, par exemple, qui ont voté contre la création d'une Communauté européenne de défense, qui était fortement soutenue par l'administration Eisenhower et aurait créé une armée européenne. Au lieu de cela, il est plus concevable que l'Europe puisse commencer à développer davantage une force hybride mixte, où les États-nations maintiennent des armées mais européanisent certaines capacités ou forces, que ce soit au niveau de l'UE ou de l'OTAN. Il est également possible d'imaginer que les membres de l'UE décident de transférer certaines responsabilités au niveau de l'UE. Par exemple, l'Union européenne pourrait assurer le transport aérien et le ravitaillement en carburant, en recrutant du personnel dans tout le bloc. L'Union européenne pourrait tirer parti des forces aériennes des États membres, de la même manière qu'elle dote ses ambassades ou «délégations» d'un mélange de diplomates appartenant à l'UE et de diplomates détachés de leurs ambassades d'origine.

À certains égards, ce processus est déjà en cours. À la suite des opérations en Libye, où les États-Unis ont fourni 80 % du ravitaillement en vol, l'EDA a lancé une initiative qui a été approuvée par l'OTAN pour combler ce déficit.¹³⁶ Le projet de l'EDA visant à acquérir de nouveaux Airbus A330 a été lancé par les Pays-Bas et 2016, puis l'Allemagne, la Norvège et la République tchèque se sont jointes, achetant neuf avions au total, dont sept ont déjà été livrés. Les avions sont détenus et gérés par l'OTAN, et comme le souligne une fiche d'information de l'OTAN, "le projet constitue donc un exemple pratique de coopération efficace entre l'OTAN et l'Union européenne dans la fourniture de capacités critiques."¹³⁷ Il existe des structures de coopération qui pourraient être développées si l'UE devait intervenir avec les ressources nécessaires pour stimuler la coopération.

Les responsables de l'Union européenne et les dirigeants européens devraient donc suivre la ligne de conduite suivante :

Premièrement, l'Union européenne devrait aider à combler les lacunes critiques en matière de préparation et à répondre aux priorités urgentes, en particulier celles exposées par l'Ukraine. L'effort d'achat commun de munitions de l'Union européenne en est un parfait exemple. L'Union européenne, incitée par une proposition estonienne, a accepté d'utiliser la facilité européenne pour la paix pour financer l'acquisition d'artillerie pour l'Ukraine. Le commissaire européen au marché intérieur, Thierry Breton, a été le fer de lance de l'initiative du bloc visant à livrer 1 million d'obus d'artillerie à l'Ukraine dans un délai de 12 mois grâce à un plan de 2 milliards d'euros. Pour atteindre cet objectif, Breton a récemment annoncé la loi de soutien à la proposition de munitions, qui mettra 500 millions d'euros du budget général de l'UE à la disposition des usines d'obus européennes pour stimuler la fabrication d'armes, avec des fonds supplémentaires provenant des fonds de cohésion et de relance en cas de pandémie pour que les États membres puissent cofinancer leurs industries de défense.¹³⁸ De manière controversée, cet effort serait le

premier à puiser dans le budget général de l'UE et à utiliser les fonds initialement destinés au développement dans l'ensemble du bloc à des fins militaires.

On avait supposé que les traités de l'UE empêchaient l'acquisition ou la détention d'équipements de défense militaire. Mais cela ne semble pas être le cas, car l'Union européenne achète des munitions pour l'Ukraine et a acheté des armes, des petits navires et des véhicules aériens sans équipage pour son service frontalier FRONTEX.¹³⁹ L'Union européenne pourrait également intensifier ses efforts pour reconstruire son char flottes et fournir des fonds pour augmenter la production, tandis que l'Union européenne ou l'OTAN pourraient éventuellement prendre des mesures similaires pour reconstituer les stocks de munitions de leurs États membres respectifs.

Deuxièmement, l'Union européenne devrait créer d'importantes incitations financières pour que les pays achètent et construisent ensemble. La logique ici est simple : les pays doivent être incités à surmonter les obstacles bureaucratiques pour procéder à des achats conjoints. Bref, ils doivent être payés.

L'Union européenne pourrait essentiellement couvrir une partie des coûts pour les États membres s'ils achetaient avec d'autres. La Commission européenne a proposé une série d'initiatives à cet effet, y compris de nouveaux mécanismes de financement. L'EDIRPA (European Defence Industry Reinforcement Through Common Procurement Act) est un projet pilote qui canalise 500 millions d'euros dans l'achat conjoint de capacités de défense critiques.¹⁴⁰ Par exemple, si un État membre de l'UE cherche à acheter de nouveaux hélicoptères d'attaque, il devrait chercher à trouver d'autres États membres de l'UE également disposés à acheter le même système.

L'AED pourrait aider à jouer les entremetteurs et à répondre aux exigences, l'Union européenne contribuant à l'acquisition, réduisant ainsi le coût pour les États membres et créant plus d'interopérabilité. L'Union européenne pourrait ainsi servir de véhicule aux États membres pour atteindre les objectifs du processus de planification de défense de l'OTAN (NDPP). Le financement de l'UE est donc directement au service du renforcement de l'OTAN.

À plus long terme, la prochaine itération de l'EDIRPA, le programme européen d'investissement dans la défense (EDIP), sera à plus grande échelle et visera à inciter les États membres à former des consortiums pour l'achat d'équipements. Pourtant, le temps qu'il a fallu pour lancer un simple programme pilote et le faible financement de l'EDIRPA font douter de l'impact de ces initiatives. Bien que ces initiatives puissent grandement inciter à une plus grande coopération en matière de défense, il y a un danger qu'elles soient trop peu trop tard.

Troisièmement, l'Union européenne devrait renforcer le FED pour faire des acquisitions. Par exemple, l'EDF pourrait contribuer à l'acquisition de la Corvette de patrouille européenne qui est en cours de développement via PESCO pour les marines européennes. Actuellement, le financement du FED est uniquement dédié aux activités de recherche et développement. Le fonds finance jusqu'à 100 % des activités de recherche, tandis que les activités de développement peuvent être couvertes entre 20 et 80 %, du prototypage à la certification. Le FED est doté de 8 milliards d'euros pour la période budgétaire 2021-2027, répartis en 5,3 milliards d'euros pour le développement et 2,7 milliards d'euros pour les activités de recherche¹⁴¹. la présomption désormais dépassée de l'Union européenne selon laquelle les fonds communs ne peuvent pas être utilisés pour acheter des armes. Une première étape envisageable pourrait donc consister à augmenter ce que l'on appelle la prime PESCO, dans le cadre de laquelle les projets PESCO peuvent recevoir un taux de financement de l'UE supérieur à celui disponible pour d'autres projets collaboratifs soutenus par le financement du FED (actuellement 30 % au lieu de 20 %).¹⁴² À plus long terme, les pays de l'UE devraient également viser à développer un service d'approvisionnement plus solide qui complète l'orientation collaborative du FED

sur la recherche et le développement en étant actif dans la phase d'acquisition des marchés publics de défense européens. Cela pourrait se faire par le biais d'un EDIP permanent et bien financé, qui devrait viser à stimuler la production de capacités conjointes et à encourager la collaboration entre les États de l'UE sur les achats de défense, dépassant ainsi l'objectif à court terme du prédécesseur de l'EDIP, l'EDIRPA.¹⁴³ Des efforts similaires sont déjà en cours au Parlement européen, où une proposition récente appelait à un instrument d'un milliard d'euros pour encourager les achats conjoints en finançant jusqu'à 20 % de la valeur d'un contrat lorsqu'il est entrepris par au moins trois États membres.¹⁴⁴ Ces idées sont potentiellement très efficaces, mais l'ampleur du financement doit être à la hauteur du défi.

L'ampleur de ce moment géopolitique mérite plus d'ambition qu'un programme pilote de deux ans avec seulement 500 millions d'euros de financement. Sans une initiative audacieuse et bien financée, l'Europe dépensera beaucoup plus, mais le fera d'une manière non coordonnée et ad hoc qui retardera la poursuite de l'intégration de la défense.

Quatrièmement, les Européens devraient investir dans des projets de grande envergure. L'Europe devrait également étendre ses ambitions à de nouveaux types de systèmes. Il pourrait par exemple chercher à construire un sous-marin européen. Comme l'indique un rapport du CSIS sur les capacités navales européennes, « en s'appuyant sur l'expérience de la corvette de patrouille européenne, les Européens devraient intensifier leur ambition et envisager le développement conjoint de nouvelles capacités critiques, telles que les sous-marins ».¹⁴⁵ Il ne s'agit pas seulement d'une capacité critique pour la sécurité européenne, mais pourrait faire de l'Europe un acteur et un partenaire plus compétent pour les États-Unis dans l'Indo-Pacifique. Une approche similaire devrait être adoptée dans le domaine de la défense aérienne, où les Européens devraient combler les lacunes capacitaires les plus graves et se concentrer sur la défense aérienne au sol à très courte et moyenne portée. Une étude du CSIS analysant l'initiative européenne Sky Shield récemment lancée suggère que cela pourrait être fait grâce à un mélange de coproduction pour maximiser la spécialisation dans des États participants spécifiques et de co-développement pour faire avancer les transferts de technologie.¹⁴⁶

Cinquièmement, les Européens devraient se concentrer sur la résolution des lacunes critiques en matière de capacités qui limitent la capacité de l'Europe à mener des opérations par elle-même. L'Union européenne devrait veiller à ce qu'elle-même et les membres européens de l'OTAN aient les capacités d'agir sans les États-Unis, si nécessaire. L'identification de ces lacunes et la nécessité d'y remédier n'est pas une idée nouvelle, car le rapport du CSIS de 2005 de Flournoy et Smith affirme également que les Européens devraient combler les lacunes critiques en matière de capacités en poursuivant une plus grande intégration de la défense.¹⁴⁷ Dans un contexte plus récent, comme l'ont noté précédemment un rapport du SCRS de 2021, ces lacunes haut de gamme sont les plus graves en ce qui concerne la capacité de l'Europe à mener des opérations de combat à grande échelle de manière indépendante, avec des limitations spécifiques dans les forces de manœuvre lourdes, le transport aérien, la guerre navale, la défense antimissile et les capacités de soutien critiques, telles que logistique et appui-feu.¹⁴⁸

Plus précisément, l'Union européenne pourrait jouer un rôle plus affirmé dans l'acquisition de capacités habilitantes essentielles dans le domaine aérien. Les forces européennes présentent des lacunes importantes dans une foule de capacités critiques dans le domaine aérien, y compris le C2 aéroporté, comme le système de contrôle d'alerte aéroporté E-3 (AWACS); ravitaillement en vol; pont aérien; drones ISR; guerre électromagnétique; et la suppression de la défense aérienne ennemie.¹⁴⁹ Ces acquisitions dépassent souvent les capacités d'un seul pays européen et nécessitent une coopération. Par exemple, l'Union européenne pourrait elle-même se procurer des avions de ravitaillement en vol supplémentaires dont elle serait propriétaire, mais les fournirait à l'OTAN ou à des États membres pour qu'ils opèrent au sein de l'un des consortiums européens de mobilité aérienne.

Sixièmement, l'Union européenne devrait inclure, autant que possible et faisable, des membres européens de l'OTAN non membres de l'UE comme le Royaume-Uni, l'Islande, la Norvège ou la Turquie dans ses efforts de coopération en matière de défense. Pour un pays comme la Norvège, ce sera relativement simple, car la Norvège est intégrée à de nombreuses initiatives de l'UE, bien qu'elle ne soit pas membre officiel de l'Union européenne. Par exemple, la Norvège a fourni des fonds à la Facilité européenne pour la paix afin de soutenir la mission de formation de l'Union européenne en Ukraine.¹⁵⁰ La coopération de défense entre le Royaume-Uni et l'UE pourrait également être un vecteur important pour étendre la coopération après le Brexit. L'industrie britannique de la défense est également fortement engagée avec ses homologues européens. La Turquie posera un défi beaucoup plus important, en particulier après la récente réélection du président Recep Tayyip Erdoğan, mais l'engagement industriel de la défense pourrait éventuellement être un domaine qui pourrait inciter à une plus grande coopération UE-OTAN.

Septièmement, les fonds de l'UE devraient profiter à l'Union européenne dans son ensemble. Les initiatives de financement de la défense de l'UE ne peuvent pas être considérées comme un simple mécanisme de soutien, par exemple, à l'industrie de la défense française, car le soutien politique aux efforts de financement de l'UE s'effondrerait. Au lieu de cela, l'Union européenne devra engager des entreprises de défense dans les pays de l'Union, un peu comme ce qu'elle fait pour se procurer des munitions de 155 mm. En outre, une partie de l'objectif du financement de la défense serait de stimuler une intégration industrielle de la défense accrue au sein de l'Europe, de sorte que les entreprises de défense nationales renforcent encore leur collaboration. En ce qui concerne l'alignement des incitations nationales disparates, un rapport du CSIS sur les programmes internationaux de développement conjoint détaille certaines des meilleures pratiques pour minimiser les inefficacités et atténuer les priorités concurrentes.¹⁵¹ Par exemple, en ce qui concerne l'équilibre entre les objectifs nationaux concurrents au sein de projets individuels, les auteurs notent La «partage du travail» du programme Fighter (F-35) a été distribué en donnant aux pays participants le droit de concourir mais pas une part garantie.

Les pays participants connaissaient les niveaux de prix ciblés pour les variantes de base et avaient la possibilité de personnaliser les unités de production en utilisant leurs propres fonds nationaux. Le cadre du JSF a ainsi permis aux pays participants de donner la priorité au développement de la base industrielle plutôt qu'à leur prix unitaire effectif en subventionnant les activités de développement nationales pour s'assurer qu'elles étaient compétitives en termes de prix.

Enfin, l'Union européenne devrait tirer parti de son financement accru pour pousser à un plus grand alignement bureaucratique entre les ministères nationaux de la défense. En finançant des efforts conjoints, l'Union européenne gagnera en influence et en influence sur les ministères nationaux de la défense, qu'elle pourra utiliser pour favoriser un meilleur alignement et créer des pratiques et des procédures plus uniformes.

C'est un rôle commun à l'Union européenne. Par exemple, l'Union européenne pourrait également créer certaines conditions et meilleures pratiques auxquelles les ministères nationaux de la défense doivent adhérer afin de recevoir des financements. Cet effort pourrait commencer à harmoniser ou à européaniser la façon dont les ministères nationaux font des affaires, leur facilitant ainsi la collaboration. L'OTAN pourrait également être complémentaire dans ces efforts, par exemple en faisant pression pour un plus grand alignement par le biais de sa Conférence des directeurs nationaux des armements.

L'OTAN devrait accorder la priorité à la coopération

Si ce rapport s'est davantage concentré sur le nouveau rôle que l'Union européenne pourrait jouer, l'OTAN a également un rôle extrêmement important à jouer pour faciliter et hiérarchiser la coopération. L'OTAN, après tout, est et restera l'institution militaire prééminente en Europe. L'OTAN doit se concentrer sur la défense

coopération et devrait embrasser l'objectif de chercher à créer un pilier européen au sein de l'OTAN, qui devrait contribuer à sa réflexion lorsqu'il s'agit de fixer les besoins en forces.

L'OTAN devrait donc poursuivre les objectifs suivants :

1. Donner la priorité à l'intégration des forces par le biais du nouveau modèle de force de l'OTAN.

Lors de leur sommet de Madrid en juin 2022, les dirigeants de l'OTAN ont convenu d'un NFM qui porterait le nombre de soldats en état d'alerte maximale à 300 000, une augmentation spectaculaire par rapport aux 40 000 soldats qui composent actuellement la force de réaction rapide de l'alliance, la Force de réaction de l'OTAN.¹⁵² Le NFM vise à rendre 100 000 hommes disponibles en 10 jours et 200 000 hommes disponibles en 10 à 30 jours. Compte tenu du calendrier du NFM, la majeure partie des forces de combat est destinée à être retirée des forces européennes à haut niveau de préparation, ce qui manque actuellement à l'Europe.

D'une part, la demande d'une force de préparation supérieure considérablement élargie semble détachée de la réalité de l'état de décrépitude des forces européennes. Par exemple, les Allemands ont du mal à équiper adéquatement leurs forces pour la Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (VJTF) de l'OTAN, dont Berlin a pris la tête en janvier 2023. La VJTF est l'élément le plus prêt de la Force de réaction de l'OTAN, qui comprend 11 500 soldats et a été déployé en Roumanie immédiatement après l'invasion russe pour renforcer le flanc oriental de l'alliance.¹⁵³

D'autre part, comme le note Sven Biscop dans une note d'orientation analysant le NFM, l'OTAN pourrait jeter les bases d'une armée européenne de facto.¹⁵⁴ Biscop a noté que si les forces sont censées opérer dans de grandes formations multinationales, l'expérience de l'UE nous dit que « les formations multinationales temporaires, comme les groupements tactiques de l'UE, ne fonctionnent pas. Mise en place d'une unité multinationale pendant plusieurs mois ; le mettre en stand-by et/ou le pré-déployer pour une durée déterminée ; puis la dissoudre : même si la volonté de se déployer était là, cela veut dire que l'accumulation d'expérience est quasi nulle. Au lieu de cela, il soutient que pour que le NFM fonctionne, il devrait prendre la forme de formations multinationales permanentes dans lesquelles les brigades nationales « s'entraînent et s'exercent systématiquement ensemble.

. . . La doctrine et les équipements peuvent être progressivement harmonisés entre les brigades nationales. Il conclut, "ce ne serait pas une armée européenne unique, bien sûr", mais cela constituerait un " ensemble de forces à spectre complet. Ce serait un pilier européen tangible au sein de l'OTAN. »¹⁵⁵

En d'autres termes, la nécessité de défendre chaque centimètre carré du territoire de l'OTAN devrait mettre l'accent sur la création non seulement d'un pool de forces prêtes, mais d'une force de combat cohérente qui peut fonctionner comme une seule. Les efforts d'approvisionnement de l'UE pourraient jouer un rôle important à long terme dans cet effort, complétés par l'élaboration de normes de l'OTAN pour assurer l'interopérabilité et l'interchangeabilité des systèmes clés.

2. Mettre l'accent sur la coopération UE-OTAN en matière de mobilité militaire à travers l'Europe.

Les armées européennes sont confrontées à d'immenses défis en déplaçant simplement leurs forces à travers le continent. Si la Russie envahissait la Baltique, il serait extrêmement difficile pour les forces d'Europe occidentale et américaines stationnées là-bas de déplacer leurs forces vers l'est. La difficulté de transporter des forces était évidente alors que l'OTAN cherchait à déployer davantage de forces sur le flanc oriental de l'Europe en 2022. Par exemple, en raison d'un manque d'uniformité dans les règles de transport de matériel militaire à travers les frontières européennes, la France a eu du mal

pour acheminer ses forces vers l'emplacement roumain éloigné appelé à devenir la principale base militaire française sur le flanc oriental de l'Europe . Les opérations extérieures de la France des dernières décennies se sont appuyées sur le transport aérien ou maritime comme principal mode de déploiement logistique, mais la guerre en Ukraine a forcé un retour aux transports terrestres, et au transport ferroviaire en particulier, pour les forces armées françaises. La DGA, l'unité responsable de l'approvisionnement en équipements de l'armée française, a estimé que les forces armées françaises auront besoin de 250 wagons spécialisés supplémentaires pour le transport ferroviaire d'ici 2029 pour compléter leur parc actuel de 500 wagons.¹⁵⁷ En outre, la nécessité de moderniser les ponts et de renforcer l'infrastructure civile d'appui à l'équipement militaire est une initiative importante de l'UE qui doit être guidée par la planification et l'établissement des priorités de l'OTAN.

3. Tirer parti du pouvoir de petits groupes au sein de l'OTAN et de l'Union européenne.

Un développement important pour améliorer le fonctionnement de l'OTAN et de la défense européenne est la formation de petits sous-ensembles de nations partageant les mêmes idées travaillant ensemble et approfondissant leur coopération en matière de défense.¹⁵⁸ L'OTAN comprenant plus de 31 pays et la défense étant la responsabilité des États européens, il y a un danger que les approches universelles aboutissent également au plus petit dénominateur commun.

La Force expéditionnaire conjointe (JEF) en est un exemple important. Le JEF est une initiative dirigée par le Royaume-Uni et implique neuf États nordiques et baltes destinés à mettre en commun des forces à haut niveau de préparation pour répondre rapidement aux crises émergentes. La JEF, par exemple, peut être en mesure de se déployer beaucoup plus rapidement que l'OTAN, qui exige l'unanimité parmi 31 nations. La JEF est apparue comme une alternative flexible et pragmatique à l'OTAN et à l'Union européenne pour renforcer la capacité de défense déployable de l'Europe du Nord.

Par exemple, les forces JEF se sont déployées à plusieurs reprises pour participer à l'exercice BALTOPS, un exercice dirigé par l'OTAN qui se tient chaque année depuis 1972. En 2021, la JEF a également effectué son premier déploiement de groupe opérationnel maritime dans la mer Baltique en patrouille de sécurité et a mené un Joint Protector exercice en Suède pour contrer les menaces hybrides modernes.¹⁵⁹ De même, l'Initiative d'intervention européenne dirigée par la France, qui implique un sous-ensemble de pays membres de l'UE désireux de s'engager dans des opérations hors zone, pourrait être un mécanisme utile pour les efforts militaires de l'UE. Ce véhicule a été utilisé pour des interventions au Sahel.

De plus, le Danemark, la Suède, la Norvège et la Finlande ont récemment annoncé que leurs forces aériennes, une flotte importante de plus de 200 avions de combat de quatrième et cinquième génération, "visent à développer les forces aériennes nordiques pour qu'elles fonctionnent ensemble de manière transparente comme une seule force dans le Région nordique. »¹⁶⁰ L'initiative vise à poursuivre quatre lignes d'effort : (1) la planification et l'exécution intégrées du C2 aérien et des opérations aériennes ; (2) une base aérienne flexible et résiliente ; (3) connaissance partagée de la situation aérienne ; et (4) formation, entraînement et exercices communs en vol. De plus en plus, les États nordiques peuvent ainsi fonctionner comme un seul dans le domaine de l'aide, travaillant de manière transparente entre et à travers les nations. Il s'agit d'une étape importante vers une intégration plus poussée de la défense dans la région nordique et baltique.

4. L'OTAN devrait accorder la priorité à l'établissement de normes pour encourager l'interchangeabilité des systèmes, notamment les munitions.

L'OTAN peut jouer un rôle en veillant à ce que les forces européennes soient non seulement interopérables mais utilisent des équipements véritablement interchangeables lors de leur déploiement. L'OTAN excelle déjà dans ce domaine, car l'établissement de normes militaires

est un domaine dans lequel l'OTAN possède un savoir-faire et une expérience bureaucratiques considérables. L'alliance a conclu des centaines d'accords de normalisation au fil des ans, spécifiant les spécifications techniques des équipements et les pratiques communes qui doivent être mises en œuvre par les États alliés signataires.¹⁶¹

Cependant, une coordination accrue de l'OTAN dans le domaine des munitions pourrait être un domaine à améliorer.

L'évolution vers des munitions non seulement interopérables mais aussi « interchangeables » a été soulignée comme une priorité centrale par le chef des acquisitions et de la logistique du Pentagone, William A. LaPlante, peu après une réunion entre les directeurs nationaux des armements de l'OTAN et l'Union européenne en septembre 2022.

Cela impliquerait, par exemple, d'établir des normes garantissant que les cartouches de 155 mm fabriquées dans un pays allié fonctionneront avec des tubes d'obusier dans n'importe quel autre pays allié.¹⁶²

5. Augmenter le financement commun de l'OTAN.

Le financement commun de l'OTAN est utilisé pour fournir des biens à l'échelle de l'alliance avec des ressources mises en commun par les alliés. Le financement commun de l'OTAN vise en grande partie à assurer les opérations de l'alliance et n'est pas destiné à stimuler les achats conjoints. Le programme OTAN d'investissement au service de la sécurité (NSIP) finance les grands systèmes de construction et de C2 selon le principe « en plus », qui permet de répondre à des exigences qu'il ne serait pas raisonnable qu'un allié assume individuellement. Des efforts notables ont été déployés pour procéder à des achats conjoints. Par exemple, la capacité de transport aérien stratégique de l'OTAN et la flotte OTAN d'avions Boeing E-3A du système aéroporté d'alerte et de contrôle (AWACS) ont été acquises pendant la guerre froide. Mais ceux-ci ont été rares et espacés. Un financement commun accru aux fins de l'approvisionnement en matière de défense conduira également inévitablement à des conflits du travail dans le domaine de la défense entre les États-Unis et les pays européens sur la destination de l'argent. Les efforts visant à augmenter les financements communs se sont souvent heurtés à l'opposition, notamment de la part de la France. L'OTAN, cependant, a pu convenir d'un engagement à augmenter le financement commun lors du sommet de Madrid de 2022. En bref, il est logique d'augmenter le financement commun axé sur le renforcement de la résilience de l'infrastructure opérationnelle de l'OTAN et de soutenir les tâches opérationnelles, tout en tirant parti des ressources de l'UE pour les achats.

6. Accroître le financement du fonds d'innovation DIANA de l'OTAN.

L'initiative Défense Innovation Accelerator for the North Atlantic (DIANA) est accompagnée d'un fonds d'innovation d'un milliard d'euros. Les fonds de DIANA sont distincts du budget normal de l'OTAN, et les alliés y contribuent volontairement. Il financera un réseau d'accélérateurs technologiques, de pôles d'innovation et de start-up produisant des technologies à double usage prometteuses en Europe et aux États-Unis à partir de 2023.¹⁶³ Comme pour les programmes d'incitation de l'Union européenne, il s'agit d'une initiative créative qui pourrait déboucher sur des produits utiles, mais son financement est faible et la participation reste volontaire.

7. Donner la priorité aux missions hors zone dans le cadre de la coopération OTAN-UE.

L'OTAN et l'Union européenne ont un rôle à jouer dans la conduite de missions hors zone ou de réponse aux crises. Cependant, c'est aussi là que la duplication des efforts est un problème. La principale préoccupation si l'Union européenne fait double emploi avec l'OTAN est qu'elle privera l'OTAN des forces nécessaires. Il existe un ensemble unique de forces à la disposition des planificateurs militaires européens. Une brigade allemande ou un escadron de la Royal Air Force britannique ne peut pas être à deux endroits à la fois.

Compte tenu du mauvais état des armées européennes, les États européens ont souvent du mal à respecter les engagements des forces de l'OTAN, ce qui signifie que les responsables américains et de l'OTAN expriment fréquemment leur inquiétude quant à la duplication avec l'Union européenne. Les responsables de l'OTAN ont également exprimé leur opposition à la création par l'Union européenne d'un quartier général de commandement distinct. Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a insisté : « Toute tentative d'établir des structures parallèles [ou] de dupliquer la structure de commandement. . . affaiblira notre capacité conjointe à travailler ensemble car, avec des ressources limitées, nous devons éviter les doubles emplois et les chevauchements d'efforts . Mais la racine du problème n'est pas réellement la duplication potentielle, mais le fait que les pays européens n'ont pas suffisamment de forces capables.

Pour l'OTAN, le Commandant allié Opérations, dirigé par le commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), élabore des plans opérationnels pour des missions spécifiques. La structure des forces sur papier à laquelle le SACEUR fait référence au cours de ce processus est basée sur les allocations du processus de planification de défense de l'OTAN ; lorsqu'une crise éclate, le SACEUR part du principe qu'il pourra puiser dans les forces que les membres ont proposé de mettre à disposition sur papier. Lorsque vient le temps de demander ces forces, les alliés doivent accepter de les fournir ; ils peuvent également refuser ou négocier la fourniture d'autres forces à la place. Le SACEUR peut demander une brigade et recevoir un bataillon. Par conséquent, on craint vraiment que les missions de l'UE n'épuisent les forces dont dispose l'OTAN.

L'Union européenne gère également actuellement une liste de missions de politique de sécurité et de défense commune, à la fois militaires et civiles.¹⁶⁵ de développer la capacité de déploiement rapide (RDC) de l'Union européenne pouvant compter jusqu'à 5 000 soldats déployables, ce qui impliquerait de renforcer le quartier général de facto de l'Union européenne, la capacité militaire de planification et de conduite.¹⁶⁶ La RDC aura besoin d'un certain nombre d'États membres de l'UE pour identifier un brigade capable de mener des opérations hors zone ou expéditionnaires.

Cependant, le NFM de l'OTAN crée également une Force de réaction alliée (ARF). L'OTAN a pour tâche essentielle les opérations de gestion de crise. L'ARF et la RDC cherchent donc toutes deux à tirer des forces expéditionnaires à haut niveau de préparation. Ceci, en bref, est inutile et est un excellent exemple de duplication. Mais cela soulève la question de savoir si l'Union européenne ou l'OTAN est l'endroit le plus logique pour avoir cette capacité. L'ARF est attribuée exclusivement au SACEUR, ce qui, comme le note Sven Biscop, est problématique car, au cours des deux dernières décennies, la gestion des crises s'est déroulée en dehors des cadres de l'OTAN et de l'UE¹⁶⁷. Ainsi, au lieu de créer une force exclusive de l'OTAN qui ne sera probablement jamais utilisées par l'OTAN, l'ARF et la RDC pourraient être « considérées comme une seule force », disponible à la fois pour l'Union européenne et l'OTAN ou à déployer dans des coalitions ad hoc¹⁶⁸.

Conceptuellement, il est possible de voir une division du travail entre l'OTAN et l'Union européenne.

Alors que l'OTAN se concentre désormais sur la guerre conventionnelle en Europe et sur la dissuasion de la Russie, l'Union européenne, avec son rôle mondial croissant, se concentre davantage sur la réponse aux crises, le contre-terrorisme et les missions humanitaires dans la périphérie de l'Europe. La boussole stratégique de l'Union européenne met l'accent sur l'environnement de menace accrue dans le voisinage méridional de l'Europe, où « les crises en Libye et en Syrie restent non résolues », avec des conséquences régionales durables et généralisées. S'il s'agit d'une menace pour la sécurité européenne, mais les États-Unis, et donc l'OTAN, pourraient avoir peu d'intérêt à y participer. En outre,

La Turquie, sous le président Erdoğan, agit de plus en plus militairement au Moyen-Orient, en Méditerranée orientale et en Afrique du Nord d'une manière qui pourrait aller à l'encontre des intérêts de l'UE et de l'Europe. La Turquie pourrait empêcher l'OTAN de s'impliquer dans des questions qui ont un impact sur la sécurité de l'Europe.

Néanmoins, les craintes de duplication sont réelles, mais les conflits ou les tensions autour d'un « ensemble unique de forces » devraient pouvoir être résolus par une coordination entre l'OTAN et l'Union européenne. L'armée américaine a d'énormes doubles emplois et chevauchements intégrés dans sa structure pour éviter les lacunes et résoudre les problèmes par la coordination. La coordination UE-OTAN devrait être en mesure de résoudre et de surmonter facilement et rapidement toute friction, comme les alliés l'ont fait jusqu'à présent, les deux parvenant à mener des missions.

Recommandations pour les États-Unis

Comme le souligne ce rapport, les États-Unis restent le partenaire et l'allié le plus important de l'Europe dans le domaine de la défense. Afin de maintenir et de renforcer les relations transatlantiques face aux nombreux défis à venir, les États-Unis devraient accueillir et encourager un appareil de défense européen plus performant, y compris les inconvénients à court terme que cela entraînera sous la forme d'une influence réduite et d'un accès au marché industriel de la défense. Alors que l'administration Biden a

rhétoriquement engagés en faveur d'une « défense européenne plus forte et plus performante », les politiques pour soutenir cela ont été manifestement absentes.¹⁷⁰

Les États-Unis devraient ainsi poursuivre les objectifs suivants :

1. Convoquer un processus interinstitutions dirigé par la Maison Blanche pour définir la stratégie et les objectifs des États-Unis pour l'Europe.

Comme indiqué ci-dessus, les États-Unis ne savent pas exactement ce qu'ils attendent de l'Europe. Il déplore rhétoriquement la dépendance européenne mais, dans la pratique, cherche à protéger et à préserver le rôle indispensable des États-Unis en Europe. Les États-Unis manquent donc d'une vision stratégique claire de ce qu'ils attendent de l'Europe et de ce qu'ils considèrent comme le rôle de l'Europe dans le monde. Ce rapport a mis en évidence les avantages de passer d'un accent mis sur le maintien de la primauté des États-Unis en Europe à un accent qui cherche à encourager un rôle européen plus fort et plus affirmé dans le monde. Cependant, ce qu'il faut, c'est une orientation claire de la politique américaine envers l'Europe.

2. Mettre l'accent sur l'intégration et la coopération européennes en matière de défense autant que sur la défense investissement.

L'un des grands axes de la politique américaine devrait être d'encourager, de favoriser et d'exiger une plus grande intégration de la défense européenne. Pendant des décennies, les États-Unis se sont fermement opposés aux efforts européens de coopération en matière de défense. Elle n'a pas soutenu la formation d'un pilier européen au sein de l'OTAN, ni le développement de la défense de l'UE. À plus long terme, il est plus facile d'assurer que les alliés européens se transforment en un pilier européen compétent de l'OTAN grâce à une intégration plus poussée dans des domaines tels que les achats.

C'est d'une immense importance pour maintenir la dissuasion sur le flanc oriental de l'Europe et permettre aux pays européens de contribuer à un éventuel scénario de conflit dans l'Indo-Pacifique.

3. Adopter le rôle de défense en développement de l'Union européenne et faire pression pour plus de défense de l'UE dépenses.

Le président Biden a raté une occasion importante lorsqu'il a assisté à la réunion du Conseil européen de mars 2022 - la réunion de tous les chefs d'État de l'UE - et n'a pas demandé à l'Union européenne de dépenser plus collectivement pour la défense. Si l'Union européenne peut emprunter et investir pour la reprise pandémique, elle peut également emprunter en réponse à la guerre. Ces fonds pourraient être utilisés pour renforcer l'assistance à la sécurité de l'Ukraine, combler les pénuries d'équipements, encourager les achats conjoints et même acquérir des capacités habilitantes pour l'Union européenne et l'OTAN, telles qu'un transport aérien supplémentaire ; Ravitaillement; ISR ; ou la défense aérienne.

Si l'Union européenne peut emprunter et investir pour la reprise pandémique, elle peut également emprunter en réponse à la guerre.

Les États-Unis devraient insister pour que l'Union européenne trouve des ressources pour aider à combler les lacunes en matière de capacités de l'Europe. Au lieu d'insister pour que les États membres de l'OTAN dépensent 2 % de leur PIB pour la défense, l'administration devrait insister pour que l'Union européenne dépense également davantage. Le soutien des États-Unis et de l'OTAN fait ou défait les efforts de défense de l'UE. Pour que l'Union européenne facilite l'intégration de la défense européenne, elle a probablement besoin du soutien solide des États membres de l'UE. Cependant, l'Union européenne a manqué de soutien de la part de ses États membres, en particulier des membres de l'Est les plus dépendants des garanties de sécurité de l'OTAN et donc des États-Unis. La forte opposition des États-Unis et de l'OTAN aux efforts de défense de l'UE a considérablement réduit leur ambition et leur portée. Ainsi, les initiatives de défense de l'UE ont besoin du soutien des États membres, mais cela nécessite le soutien des États-Unis et de l'OTAN.

4. Insister sur la nécessité pour l'Europe de se doter d'équipements permettant de réduire la dépendance vis-à-vis États-Unis, en particulier les systèmes nécessaires dans l'Indo-Pacifique.

Les États-Unis devraient procéder à une évaluation des capacités dont ils pourraient avoir besoin pour passer du théâtre européen à l'Indo-Pacifique. Les États-Unis devraient partager les conclusions de cette évaluation avec leurs partenaires européens et les encourager à investir dans ces systèmes pour renforcer la résilience de l'OTAN. Au lieu de prétendre que les déploiements actuels de forces en Europe sont fixes, les planificateurs de la défense américains devraient indiquer clairement aux planificateurs européens où des lacunes pourraient survenir.

5. Donner la priorité au renforcement de la base industrielle de défense de l'Europe et accepter que l'Europe veuille acheter européen.

La faiblesse de la base industrielle de défense de l'Europe est un problème pour l'alliance transatlantique, qui contribue également au faible soutien des dépenses de défense européennes. Les États-Unis devront accepter que si l'Union européenne émerge comme un bailleur de fonds essentiel de l'approvisionnement européen en matière de défense, elle achètera européen. Ce n'est pas une recette pour un découplage potentiel de l'alliance, car de telles préoccupations exagèrent l'importance globale des ventes d'armes transatlantiques pour étayer l'alliance et les relations diplomatiques. L'Europe achetant européenne créerait ainsi un complexe industriel politique similaire à celui qui existe aux États-Unis.

Cependant, la formation d'un marché européen de la défense plus fort et davantage axé sur l'intérieur ne met pas et ne devrait pas mettre fin à la coopération transatlantique en matière de défense. Pourtant, l'idée que les États-Unis et l'Europe pourraient former une base industrielle de défense transatlantique pleinement intégrée pour l'OTAN est hautement improbable. Dans cette optique, au lieu que les Européens achètent moins de systèmes américains, ils travailleraient et coopéreraient davantage avec des entreprises américaines, ce qui signifie que les ressources de l'UE pourraient acheter des systèmes américains. Par exemple, les États-Unis ont récemment insisté pour que l'Union européenne signe un accord administratif qui rendrait les entreprises américaines éligibles aux fonds de défense de l'UE avant d'accepter de lancer un dialogue sur la sécurité. Ce serait également probablement le résultat préféré des grandes entreprises européennes de défense qui souhaitent un accès réciproque au marché américain, mais il y a deux problèmes critiques. Premièrement, les États-Unis restent très restrictifs en ce qui concerne le transfert de technologies de défense contrôlées par les États-Unis à des entreprises non américaines. Bien qu'il y ait des demandes constantes pour améliorer et réformer le régime de réglementation du trafic international d'armes (ITAR), le défi fondamental est que la technologie de pointe avancée est extrêmement sensible, et le gouvernement américain et les entreprises de défense américaines sont très réticents à partager la technologie et propriété intellectuelle avec d'autres pays et entreprises. Deuxièmement, le Congrès américain veut soutenir les emplois aux États-Unis, pas en Europe, ce qui limite l'acquisition de systèmes européens. Bien que certaines avancées puissent être réalisées autour des marges, le Congrès américain continuera probablement d'insister pour que la plupart des dollars américains de la défense soient dépensés aux États-Unis, faisant de l'intégration transatlantique de la défense une voie à sens unique.

Par conséquent, des formes de coopération plus ciblées autour de systèmes spécifiques sont plus réalistes. L'accord AUKUS entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie pourrait également fournir un test potentiel pour une plus grande collaboration industrielle et un partage de technologie. En outre, le Congrès et l'armée américaine devraient considérer le renforcement de la base industrielle de défense européenne comme une priorité et devraient étendre leurs acquisitions de systèmes européens, en particulier lorsqu'ils ont un avantage concurrentiel sur les fournisseurs américains. L'Europe, par exemple, a une capacité de construction navale militaire, ce qui représente une zone industrielle où la marine américaine peine à reconstruire sa capacité industrielle.¹⁷¹ À cet égard, la marine américaine utilise déjà la conception du géant italien de la construction navale Fincantieri pour une frégate polyvalente comme la base de son nouveau combattant de surface.¹⁷²

6. Traiter la base industrielle de défense européenne comme un avantage stratégique pour l'Indo-Pacifique et se concentrer sur l'interchangeabilité des armes.

La guerre en Ukraine a démontré le rôle critique que les alliés et les partenaires de l'industrie de la défense peuvent jouer dans le maintien d'un effort de guerre. Un rapport récent du SCRS notait que « la base industrielle de la défense américaine n'est pas suffisamment préparée pour l'environnement de sécurité concurrentiel qui existe actuellement. Il fonctionne actuellement à un rythme mieux adapté à un environnement de temps de paix. »¹⁷³ Une base industrielle de défense européenne plus forte pourrait compléter la base industrielle de défense américaine en cas de guerre. Par exemple, en cas de conflit dans l'Indo-Pacifique, les États-Unis pourraient avoir du mal à produire les munitions nécessaires pour mener une guerre soutenue. C'est là que l'Europe pourrait potentiellement jouer un rôle dans la production de munitions et le développement de stocks qui pourraient être exploités par les États-Unis. L'une des principales réalisations de la guerre en Ukraine est le besoin de normalisation. Le fait que toutes les munitions de 155 mm

est le même, et ne peut donc pas être utilisé universellement par les chars et l'artillerie, représente un échec de coordination et de planification. À l'avenir, il est essentiel de développer une industrie de défense transatlantique

base qui produit des munitions et des systèmes utilisables plus ou moins indifféremment, même si cela représente un défi technique et bureaucratique considérable. Par exemple, le missile Storm Shadow/SCALP, fabriqué par une société franco-britannique, devrait idéalement pouvoir être intégré dans des plates-formes américaines, en cas de besoin. En Ukraine, les avions soviétiques utilisent des missiles HARM et maintenant des missiles britanniques Storm Shadow. L'Europe dispose également de capacités dans d'autres domaines cruciaux, tels que la défense aérienne et la construction navale. La capacité industrielle de défense de l'Europe doit être considérée comme une ressource stratégique pour les États-Unis.

7. Donner la priorité à l'amélioration et à l'institutionnalisation d'une plus grande coopération UE-OTAN.

En soutenant les initiatives de l'UE en matière de défense, il est également essentiel d'établir une coopération solide entre l'UE et l'OTAN. La relation UE-OTAN a été caractérisée par une concurrence bureaucratique intense qui limite la coopération et est finalement contre-productive. Alors que l'Union européenne devient un acteur de défense de plus en plus important, une coopération toujours plus étroite entre l'Union européenne et l'OTAN est essentielle et devrait être mise en avant par les États-Unis. Cependant, un obstacle majeur à l'établissement d'une coopération plus institutionnalisée est le conflit en cours entre la Turquie et Chypre. Comme Mathieu Droin du SCRS l'a évalué, « le conflit éternel entre Chypre et la Turquie a été la principale raison de l'absence de progrès dans la coopération pratique au cours des deux dernières décennies ». initiatives. Cela a créé des situations absurdes où les responsables de l'UE et de l'OTAN sont obligés de s'engager de manière informelle et les responsables de l'UE ne peuvent pas recevoir d'informations de l'OTAN. Compte tenu de l'ambivalence des États-Unis envers l'Union européenne, cette question a rarement été priorisée par les États-Unis. Mais il est essentiel que l'Union européenne et l'OTAN développent une relation de travail étroite qui ressemble à celle de partenaires gouvernementaux plutôt qu'à la formalité diplomatique distante qui caractérise actuellement les relations.

à propos des auteurs

Max Bergmann est directeur du programme Europe, Russie et Eurasie et du Centre Stuart d'études euro-atlantiques et nord-européennes du Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS). Avant de rejoindre le SCRS, il était chercheur principal au Center for American Progress, où il s'est concentré sur la coopération en matière de sécurité entre l'Europe, la Russie et les États-Unis. De 2011 à 2017, il a occupé plusieurs postes au sein du Département d'État américain, notamment en tant que membre du personnel de planification des politiques du secrétaire d'État, où il s'est concentré sur les affaires politico-militaires et la non-prolifération ; assistant spécial du sous-secrétaire au contrôle des armements et à la sécurité internationale; rédacteur de discours du secrétaire d'État de l'époque, John Kerry; et conseiller principal du secrétaire d'État adjoint aux affaires politico-militaires. Avant de servir au Département d'État, Bergmann a travaillé au Center for American Progress en tant qu'analyste des politiques militaires et de non-prolifération et au National Security Network en tant que directeur adjoint des politiques. Bergmann est titulaire d'une maîtrise en politique comparée de la London School of Economics and Political Science et d'une licence en sciences politiques du Bates College. Son récent commentaire a été publié dans des médias tels que Politico, le Washington Post, Foreign Affairs et Sasakawa USA.

Otto Svendsen est chercheur associé au programme Europe, Russie et Eurasie du CSIS, où il effectue des recherches et des analyses sur les développements politiques, économiques et sécuritaires en Europe. Avant de rejoindre le SCRS, Otto était affilié au groupe Albright Stonebridge, à l'Atlantic Council et au National Democratic Institute. Il est titulaire d'une maîtrise en relations internationales de la School of Foreign Service de l'Université de Georgetown et d'une licence en commerce international de Copenhague. École de commerce.

Notes de fin

- 1 Max Bergmann et al., En rupture de stock ? Évaluation de l'impact des sanctions sur l'industrie de la défense russe (Washington, DC : SCRS, avril 2023), <https://www.csis.org/analysis/out-stock-assessing-impact-sanctions-russias-defense-industry>.
- 2 Stephen Wertheim, « L'Europe montre qu'elle pouvait mener sa propre défense », Washington Post, 3 mars, 2022, <https://www.washingtonpost.com/outlook/2022/03/03/europe-defense-nato-ukraine-war/> ; et Rajan Menon et Daniel R. DePetrìs, « L'Europe n'a plus besoin des États-Unis », Foreign Policy, 30 janvier 2023, [https://foreignpolicy.com/2023/01/30/nato-europe-eu-defense -États-Unis/](https://foreignpolicy.com/2023/01/30/nato-europe-eu-defense-%E9%9A%A4tats-Unis/).
- 3 Elbridge A. Colby et Alex Velez-Green, « Pour éviter la guerre avec la Chine, les États-Unis doivent donner la priorité à Taiwan par rapport à l'Ukraine », Washington Post, 18 mai 2023, <https://www.washingtonpost.com/opinions/2023/05/18/taiwan-ukraine-soutien-russie-chine>.
- 4 Emma Ashford et al., « L'Amérique a-t-elle encore besoin de l'Europe ? », Affaires étrangères, 22 mai 2023, <https://www.foreignaffairs.com/responses/does-america-still-need-europe#michael-mazarr-responds>.
- 5 Kathleen J. McInnis, « Pourquoi les Américains ont encore besoin de l'OTAN », Foreign Policy, 28 juin 2022, <https://foreignpolicy.com/2022/06/28/us-nato-alliance-madrid/>.
- 6 « Les dépenses de défense européennes dépassent les 200 milliards d'euros pour la première fois », Agence européenne de défense, 8 décembre 2022, <https://eda.europa.eu/news-and-events/news/2022/12/08/european-defence-spending-surpasses-200-billion-for-first-time-drive-by-records-investissements-d%C3%A9fense-en-2021>.
- 7 Sean Monaghan, « Solving Europe's Defence Dilemma: Overcoming the Challenges to European Defence Cooperation », CSIS, CSIS Briefs, 1er mars 2023, <https://www.csis.org/analysis/resolution-europes-defense-dilemma-overcoming-d%C3%A9fis-coop%C3%A9ration-europ%C3%A9enne-de-d%C3%A9fense>.

- 8 Thomas Valasek, *Surviving Austerity: The Case for a New Approach to EU Military Collaboration* (Londres : Centre for European Reform, avril 2011) , <https://www.cer.org.uk/publications/archive/report/2011/surviving-cas-d'austerite-nouvelle-approche-collaboration-militaire-europeenne>.
- 9 « Une boussole stratégique pour la sécurité et la défense », Service européen pour l'action extérieure, 2022, https://www.eeas.europa.eu/eeas/strategic-compass-security-and-defence-1_en ; « La déclaration de Versailles, 10 et 11 mars 2022 », Conseil européen, 11 mars 2022, <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2022/03/11/the-versailles-declaration-10-11-03-2022/> ; « Concept stratégique OTAN 2022 », OTAN, 3 mars 2023, https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_210907.htm ; et « Déclaration du Sommet de Madrid », OTAN, 29 juin 2022, https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_196951.htm.
- 10 « The Strategic Concept for the Defence of the North Atlantic Area », OTAN, 28 novembre 1949, <https://www.nato.int/docu/stratdoc/eng/a491128a.pdf> .
- 11 Brad Stapleton, « Out of Area Ops Are Out: Reassessing the NATO Mission », War on the Rocks, 7 juillet 2016, <https://warontherocks.com/2016/07/out-of-area-ops-are-re-evaluer-la-mission-de-l-otan/>.
- 12 « Europe de l'Ouest : mots forts », Time, 21 décembre 1953, <https://content.time.com/time/subscriber/article/0,33009,890801,00.html>.
- 13 Flournoy et al., *European Defence Integration: Bridging the Gap between Strategy and Capabilities* (Washington, DC : SCRS, octobre 2005), <https://www.csis.org/analysis/european-defense-integration-bridging-gap-between-strategy-and-capabilities>.
- 14 Javier Solana, « What Trump Gets Wrong About EU Defence », Project Syndicate, 19 juillet 2018, <https://www.project-syndicate.org/commentary/trump-nato-european-defense-by-javier-solana-2018-07?barrier=accesspaylog>.
- 15 Emyr Jones Perry, « The St Malo Declaration 10 Years On », Financial Times, 1er décembre 2008, <https://www.ft.com/content/7d97f048-bfc7-11dd-9222-0000779fd18c>.
- 16 « Conférence de presse du secrétaire d'État américain Albright », OTAN, 8 décembre 1998, <https://www.nato.int/document/discours/1998/s981208x.htm>.
- 17 Alexandra Brzozowski, « Pentagon Warns EU against Blocking US Firms from Defence Fund », Euractiv, 19 août 2019, <https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/pentagon-warns-eu-against-blocking-entreprises-americaines-du-fonds-de-defense-2/>.
- 18 Nick Witney, « Building Europeans' Capacity to Defend Themselves », European Council on Foreign Relations, 25 juin 2019, https://ecfr.eu/publication/building_europeans_capacity_to_defend_themselves/.
- 19 « Déclaration conjointe suite à la rencontre entre le président Biden et le président Macron », The White House , 1er décembre 2022, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/12/01/joint-statement-following-the-meeting-between-president-biden-and-president-macron/>.
- 20 John Schaus et Elizabeth Hoffman, « ITAR Working in an Era of Great Power Competition? », CSIS, Critical Questions, 24 février 2023, <https://www.csis.org/analysis/itar-working-era-great-concurrence-de-puissance>.
- 21 Roland Stein, « The Rise of ITAR-Free Procurement in Europe », Export Compliance Training Institute, 30 octobre 2018, <https://www.learnexportcompliance.com/13900-2/>.
- 22 "Les États-Unis avertissent l'UE des plans de défense contre les 'pilules empoisonnées'", France24, 14 mai 2019, <https://www.france24.com/en/20190514-us-warns-eu-over-poison-pill-defense-plans>.

- 23 Jean Berlin et al., Defence Industrial Links between the EU and the US (Paris : Armament Industry European Research Group, septembre 2017), <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2017/09/Ares-20-Report-EU-DTIB-Sept-2017.pdf> .
- 24 Département américain de la Défense, « DOD Signs New Administrative Arrangement with European Defence Agency », communiqué de presse, 26 avril 2023, <https://www.defense.gov/News/Releases/Release/Article/3373635/dod-signs-new-administrative-arrangement-with-european-defence-agency/> .
- 25 Justin Bronk, Nick Reynolds et Jack Watling, The Russian Air War and Ukrainian Requirements for Air Defense (Londres : Royal United Services Institute, novembre 2022), [https://static.rusi.org/SR-Russian-Air War-Ukraine-web-final.pdf](https://static.rusi.org/SR-Russian-Air-War-Ukraine-web-final.pdf).
- 26 Brian Burton, « L'Europe ne devrait pas essayer de faire cavalier seul en matière de défense », War on the Rocks, 18 mai 2023, <https://warontherocks.com/2023/05/europe-should-not-try-to-go-il-seul-en-défense/>.
- 27 Conseil européen, « EU Joint Procurement of Munitions and Missiles for Ukraine », communiqué de presse, 5 mai 2023, <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2023/05/05/l'ue-approvisionnement-conjoint-de-munitions-et-de-missiles-pour-l-ukraine-le-conseil-accepte-1-milliard-de-soutien-dans-le-cadre-de-la-facilite-europeenne-pour-la-paix/>.
- 28 « The Role of Allies and Partners in the National Defense Strategy with Dr. Celeste Wallander », vidéo YouTube, publiée par le Center for New American Security (CNAS), 10 février 2023, 1:01:34, [https:// www . youtube.com/watch?v=Bis9Bmg0shE&t=3s](https://www.youtube.com/watch?v=Bis9Bmg0shE&t=3s).
- 29 Angelina Rascoet, « Le Macron français dit que l'Europe doit développer sa propre autonomie séparément des États-Unis », Bloomberg, 9 avril 2023, [https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-04-09/macron-says-europe must-develop-its-own-autonomy-separate-from-us#xj4y7vzkg](https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-04-09/macron-says-europe-must-develop-its-own-autonomy-separate-from-us#xj4y7vzkg).
- 30 William Drozdiak, « US Tepid on European Defence Plan », Washington Post, 7 mars 2000, <https://www.washingtonpost.com/wp-srv/WPcap/2000-03/07/026r-030700-idx.html>.
- 31 Hans Binnendijk et Alexander Vershbow, « Nécessaire : un accord transatlantique sur l'autonomie stratégique européenne », Defence News, 10 octobre 2021, <https://www.defensenews.com/global/europe/2021/10/10/nécessaire-un-accord-transatlantique-sur-l-autonomie-stratégique-européenne/>.
- 32 Idem.
- 33 « Discours du président élu von Der Leyen en plénière du Parlement européen à l'occasion de la Presentation of Her College of Commissioners and Their Programme », Commission européenne, 27 novembre 2019, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/es/speech_19_6408.
- 34 « Discours du président von Der Leyen sur les relations UE-Chine au Mercator Institute for China Studies and the European Policy Centre », Commission européenne, 30 mars 2023, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/discours_23_2063 ; et « L'agenda économique international de l'administration Biden : une conversation avec le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan », Brookings, 27 avril 2023, <https://www.brookings.edu/events/the-biden-administrations-international-economic-agenda-a-conversation-with-national-security-advisor-jake-sullivan/>.
- 35 Philip Blenkinsop, « EU Backs Retaliation against Economic Coercion », Reuters, 28 mars 2023, <https://www.Reuters.com/world/europe/eu-agrees-trade-defence-against-economic-coercion-2023-03-28/>.
- 36 Shawn Donnan, « China, US Spar in the Geopolitical Coercion Game », Bloomberg, 22 mai 2023, [https://www.bloomberg.com/news/newsletters/2023-05-22/supply-chain-latest-economic-la-coercition-fait-ses débuts](https://www.bloomberg.com/news/newsletters/2023-05-22/supply-chain-latest-economic-la-coercition-fait-ses-débuts).

- 37 Monaghan, « Résoudre le dilemme de la défense de l'Europe ».
- 38 « Eurobaromètre Standard 98 - Hiver 2022-2023 », Eurobaromètre, février 2023, <https://europa.eu/eurobaromètre/enquêtes/détail/2872>.
- 39 Kaija E. Schilde, Stephanie B. Anderson, Andrew D. Garner, « Une Europe plus martiale ? Opinion publique, consensus permissif et politique de défense de l'UE », *European Security* 28, no. 2 (juin 2019) : 153–172, doi : 10.1080/09662839.2019.1617275.
- 40 « The Danish Opt-Outs from EU Cooperation », Parlement danois, 25 novembre 2022, <https://www.thedanishparliament.dk/en/eu-information-centre/the-danish-opt-outs-from-eu-cooperation>.
- 41 « Denmark to Join EU Defence Policy after Historic Vote », Reuters, 1er juin 2022, <https://www.Reuters.com/world/europe/denmark-looks-set-join-eus-defence-policy-exit-poll-by-public-broadcaster-dr-2022-06-01/>.
- 42 Francesco Nicoli, David van der Duin et Brian Burgoon, « Quelle Union de défense ? Détermination de la Impact causal de la conception des politiques sur les préférences du public pour les alternatives de l'Union européenne de défense grâce à une expérience conjointe randomisée dans 5 pays d'Europe occidentale », *OSF Preprints*, 4 mai 2023, doi : <https://doi.org/10.31219/osf.io/ knr6a>.
- 43 Idem.
- 44 « Concept stratégique OTAN 2022 », OTAN.
- 45 "OTAN to Boost Troops on High Alert to over 300,000 -Stoltenberg," Reuters, 27 juin 2022, <https://www.Reuters.com/world/europe/nato-massively-increase-high-readiness-forces-300000-stoltenberg-2022-06-27/>.
- 46 Geoffrey Migiro, « Pays avec les plus grandes zones économiques exclusives », *WorldAtlas*, 29 juin 2018, <https://www.worldatlas.com/articles/countries-with-the-largest-exclusive-economic-zones.html>.
- 47 « Opération Atalanta, la force navale de l'Union européenne pour la Somalie fait le bilan après 13 ans d'exploitation », *Service européen pour l'action extérieure*, 10 septembre 2021, https://www.eeas.europa.eu/eeas/operation-atalanta-european-union-naval-force-somalia-takes-stock-after-13-years-operating_ka..
- 48 Agence européenne de défense, 2022 Coordinated Annual Review on Defence Report (Bruxelles : Defence Agency, novembre 2022), <https://eda.europa.eu/docs/default-source/eda-publications/2022-card-report.pdf>.
- 49 Vivienne Machi, « EU Scrambles to Channel Hefty Defence-Spending Boost into Joint Buys », *Defence News*, 12 décembre 2022, <https://www.defensenews.com/global/europe/2022/12/08/eu-scrambles-pour-canaliser-de-lourdes-dépenses-de-défense-vers-des-achats-conjoints/>.
- 50 « L'OTAN et la Libye (archives) », OTAN, 9 novembre 2015, https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_71652.htm.
- 51 Chris Brown, « Alors que le Royaume-Uni et l'Europe peuvent être fiers de leur rôle en Libye, il y avait une dépendance à l'égard du soutien américain et cela ne peut pas être invoqué dans les conflits futurs. », *London School of Economics*, 2 septembre 2011, <https://blogs.lse.ac.uk/politicsandpolicy/libya-eu-uk-role/>.
- 52 Colin Wall et John Christianson, « Europe's Missing Piece: The Case for Air Domain Enablers », *CSIS, CSIS Briefs*, 17 avril 2023, <https://www.csis.org/analysis/europes-missing-piece-case- activateurs-du-domaine-aerien>.
- 53 "Appel de réveil ? L'Afghanistan souligne le besoin d'une force militaire « autonome » de l'UE », *France 24*, 1er septembre 2021, <https://www.france24.com/en/europe/20210901-wake-up-call-afghanistan-highlights-need-for->

force-militaire-européenne-autonome.

- 54 « Capacité de déploiement rapide de l'UE », Service européen pour l'action extérieure, 15 novembre 2022, https://www.eeas.europa.eu/eeas/eu-rapid-deployment-capacity_en.
- 55 Sean Monaghan et John Christianson, Tirer le meilleur parti de l'initiative European Sky Shield (Washington, DC : CSIS, mai 2023), <https://www.csis.org/analysis/making-most-european-sky-shield-initiative>.
- 56 Idem.
- 57 Justin Bronk, Regenerating Warfighting Credibility for European NATO Air Forces (Londres : Royal United Services Institute, février 2023), <https://rusi.org/explore-our-research/publications/whitehall-reports/regenerating-warfighting-credibility-european-nato-air-forces>.
- 58 Mathieu Droin, Courtney Stiles Herdt et Gabriella Bolstad, Are European Marines Ready to Navigate an
Domaine maritime toujours plus contesté ? (Washington, DC : CSIS, mai 2023), <https://www.csis.org/analysis/are-european-navies-ready-navigate-ever-more-contested-maritime-domain>.
- 59 Idem.
- 60 Idem.
- 61 Wall et Christianson, « La pièce manquante de l'Europe ».
- 62 « Nombre de chars de combat principaux dans l'OTAN en 2023, par pays », Statista, 30 mars 2023, <https://www.statista.com/statistics/1294391/nato-tank-strength-country/>.
- 63 Max Bergmann et Sophia Besch, « Why European Defence Still Depends on America », Foreign Affairs, 7 mars 2023, <https://www.foreignaffairs.com/ukraine/why-european-defense-still-depends-america>.
- 64 Hans von der Burchard et Gabriel Rinaldi, « German Defence Chief's Future in Doubt as Berlin Runs
out of Ammo », Politico, 8 décembre 2022, <https://www.politico.eu/article/germanys-defense-minister-in-the-ejection-seat-as-zeitenwende-is-faltering/> ; et Evan Hecht, « World's Biggest Military: Top 10 List by Budget, Active and Reserve Members », USA Today, dernière mise à jour le 3 mai 2023, <https://www.usatoday.com/story/news/world/2022/08/27/qui-a-le-plus-grand-militaire-le-monde-le-plus-puissant/7888866001/>.
- 65 "Denmark to Donate 19 French-Made Caesar Howitzers to Ukraine: Govt," Defence Post, 19 janvier, 2023, <https://www.thedefensepost.com/2023/01/19/denmark-caeser-howitzers-ukraine/> ; et « Denmark Acknowledges Military Shortcomings as It Hosts Large NATO Drill », Reuters, 30 mars 2023, <https://www.Reuters.com/world/europe/denmark-acknowledges-military-shortcomings-it-hosts-large-nato-drill-2023-03-30/>.
- 66 Données tirées de la fiche d'information « EU Assistance to Ukraine (May 2023) » fournie aux auteurs le 23 mai 2023.
- 67 Max Bergmann, « Pour aider les alliés de l'OTAN à se débarrasser de l'équipement russe, les États-Unis devraient relancer les prêts de défense », War on the Rocks, 14 février 2018, <https://warontherocks.com/2018/02/help-nato-allies-get-off-russian-equipment-united-states-revive-defense-lending/>.
- 68 Congrès américain, House, « Countering America's Adversaries Through Sanctions Act », 115th Cong., 2nd sess., HR3364, 2 août 2017, <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/3364/texte>.
- 69 WJ Hennigan, « 'Ne joue pas avec nous.' L'Estonie envoie un message à la Russie avec l'aide de l'Ukraine », Time, février 16, 2023, <https://time.com/6256280/estonia-aid-russia-ukraine/>.
- 70 Jason Davidson, « No 'Free-Riding' Here: European Defence Spending Defies US Critics », Atlantic Council, 13 mars 2023, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/no-free-riding-ici-européen->

les dépenses-défense-défont-nous-critiques/.

- 71 « La Pologne va augmenter son budget de défense à 4 % du PIB », Deutsche Welle, 30 janvier 2023, <https://www.dw.com/en/poland-to-ramp-up-defense-budget-to-4-of-gdp/a-64555544> ; et Bartosz Glowacki, « Poland Signs Framework for 1,400 Infantry Fighting Vehicles », Breaking Defense, 1er mars 2023, <https://breakingdefense.com/2023/03/poland-signs-framework-for-1400-infantry-fighting-vehicles/>.
- 72 Jaroslaw Adamowski, « La Pologne signe un contrat de 4,75 milliards de dollars sur les chars Abrams alors que la guerre Procurements », Defence News, 5 avril 2022, <https://www.defensenews.com/global/europe/2022/04/05/poland-signs-475-billion-abrams-tank-deal-as-russias-war-rapidities-approvisionnements/>; et « First Delivery of S. Korean Heavy Weapons Comes to Poland », AP News, 6 décembre 2022, <https://apnews.com/article/europe-business-poland-seoul-south-korea-6d7a06d58323ef77fd4ce3024110e0e8>.
- 73 « Poland to Ramp up Defence Budget to 4% of GDP », Deutsche Welle, 30 janvier 2023, <https://www.dw.com/en/poland-to-ramp-up-defense-budget-to-4-of-gdp/a-64555544>.
- 74 Leon Hartwell et al., Winter Is Coming: The Baltics and the Russia-Ukraine War (Londres, Royaume-Uni : LSE Ideas, décembre 2022), 9-10, <https://www.lse.ac.uk/ideas/publications/reports/Baltics>.
- 75 Jason Davidson, "Pas de 'free-riding' ici."
- 76 Sabine Siebold et Holger Hansen, « Le 'Zeitenwende' allemand va se matérialiser dans les radios cryptées, les navires and Air Defence », Reuters, 31 mai 2022, <https://www.Reuters.com/business/aerospace-defense/german-zeitenwende-materialize-encrypted-radios-ships-air-defence-2022-05-31/>.
- 77 Matthew Karnitschnig, « La vérité sur le changement de politique de défense de l'Allemagne », Politico, 27 février 2023, <https://www.politico.eu/article/germany-zeitenwende-defense-spending-nato-gdp-target-scholz-ukraine-war-russia/>.
- 78 Frank Jordans, « Le ministre allemand de la Défense démissionne au milieu des critiques ukrainiennes », Politico, 16 janvier 2023, <https://apnews.com/article/olaf-scholz-allemande-business-b432b3e76758e8dc2fa49bfa618fd08c>.
- 79 Matthias Gebauer et Konstantin von Hammerstein, « The Bad News Bundeswehr: An Examination of the Truly Dire State of Germany's Military », Der Spiegel, 17 janvier 2023, <https://www.spiegel.de/international/germany/the-mauvaise-nouvelle-bundeswehr-un-examen-de-l-etat-vraiment-catastrophique-de-l-armee-allemande-a-df92eaaf-e3f9-464d-99a3-ef0c27dcc797>.
- 80 William Noah Glucroft, « Germany : Defense Minister Battles Bundeswehr Bureaucracy », Deutsche Welle, 18 mai 2023, <https://www.dw.com/en/germany-defense-minister-battles-bundeswehr-bureaucracy/a-65661438>.
- 81 Frank Jordans, « L'Allemagne annonce un programme d'aide militaire de 3 milliards de dollars pour l'Ukraine avant la visite prévue de Zelenskyy », AP News, 13 mai 2023, <https://apnews.com/article/germany-ukraine-military-aid-zelenskyy-visit-berlin-71589087005e9f8a5fe3111f559652c7>.
- 82 Vivienne Machi, « Macron envoie un plan budgétaire militaire de 438 milliards de dollars au Parlement français », Defense News, 4 avril 2023, <https://www.defensenews.com/global/europe/2023/04/04/macron-sends-438-milliards-de-budget-militaire-au-parlement-francais/>.
- 83 Idem.
- 84 Clea Caulcutt et Laura Kayali, « L'Ukraine est l'angle mort de la folie militaire de Macron », Politico, 22 mai, 2023, <https://www.politico.eu/article/ukraine-emmanuel-macron-military-defense-tank-jet-delay/>.
- 85 Gouvernement du Royaume-Uni, Integrated Review Refresh 2023: Responding to a More Contested and

- Volatile World (Londres : Gouvernement du Royaume-Uni, 2023), <https://www.gov.uk/government/publications/integrated-review-refresh-2023-responding-to-a-more-contested-and-volatile-monde>.
- 86 Jill Lawless, « Le Royaume-Uni augmente les dépenses de défense en réponse à la Russie et à la Chine », AP News, 13 mars 2023, <https://apnews.com/article/uk-britain-china-aukus-submarines-964717c21be1a5f765d9139b5cb0f3a0>.
- 87 « UK PM Liz Truss Commits to Raise Defence Spending to 3% of GDP by 2030 - Source », Reuters, 18 octobre 2022, <https://www.Reuters.com/world/uk/uk-pm-liz-truss-commits-raise-defence-spending-3-gdp-by-2030-source-2022-10-18/>.
- 88 Will Jessett, Tom McKane et Peter Watkins, « How Refreshing? Une première évaluation du Royaume-Uni Integrated Review Refresh », Royal United Services Institute, 27 mars 2023, <https://rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/how-refreshing-initial-assessment-uks-integrated-review-refresh>.
- 89 Tom Kington, « L'Italie vise à atteindre l'objectif de dépenses de défense de l'OTAN d'ici 2028, avec quatre ans de retard », News, 19 août 2022, <https://www.defensenews.com/global/europe/2022/04/01/italy-aims-to-reach-nato-defense-spending-target-by-2028-four-years-en-retard/>.
- 90 Tom Kington, « Meloni Vows Defence Hike as Italy's Generals Announce Shopping Lists », Defense News, 23 mars 2023, <https://www.defensenews.com/global/europe/2023/03/23/meloni-vows-defense-randomnee-en-tant-que-generaux-annonce-listes-de-shopping/>.
- 91 Idem.
- 92 Paul Taylor, « How to Spend Europe's Defence Bonanza Intelligently », Politico, 2 septembre 2022, <https://www.politico.eu/article/european-union-defense-russia-ukraine-invasion-intelligent-budget/>.
- 93 « Nous devons augmenter les capacités de défense européennes, travailler plus ensemble », Service européen pour l'action extérieure, 22 mai 2022, https://www.eeas.europa.eu/eeas/we-need-increase-european-defence-travailler-mieux-ensemble_fr.
- 94 Paola Tamma, « Rocky Road Ahead as EU Reforms Government Spending Rules », Politico, 25 avril 2023, <https://www.politico.eu/article/rocky-road-ahead-as-eu-reforms-government-spending-rules-covid-german-stability-christian-lindner-johannes-lindner/>.
- 95 Théo Bourgerie-Gonse, « Les nouvelles règles de l'UE sur la dette sont les bienvenues, mais les tensions mijotent sur la nouvelle 'Benchmarks' », Euractiv, 27 avril 2023, <https://www.euractiv.com/section/economy-jobs/news/new-eu-dette-rules-welcome-but-tensions-simmer-on-germanys-new-repères/>.
- 96 Monaghan, « Résoudre le dilemme de la défense de l'Europe ».
- 97 « 2022 CARD Report », Agence européenne de défense, 14 novembre 2022, <https://eda.europa.eu/docs/default-source/brochures/card-factsheet-14-nov.pdf>.
- 98 Monaghan, « Résoudre le dilemme de la défense de l'Europe ».
- 99 Sebastian Clapp, "Renforcement de l'industrie européenne de la défense grâce à une loi commune (EDIRPA) », Service de recherche du Parlement européen, mai 2023, [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2023/739294/EPRS_BRI\(2023\)739294_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2023/739294/EPRS_BRI(2023)739294_EN.pdf).
- 100 Daniel Fioth, « Funding EU Defence Cooperation », Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (EUISS), avril 2017, <https://css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/resources/docs/EUISS-Funding%20EU%20Defence%20Cooperation.pdf>.
- 101 Monaghan, « Résoudre le dilemme de la défense de l'Europe ».

- 102 Christian Mölling, « Pooling and Sharing in the EU and NATO », German Institute for International and Affaires de sécurité, juin 2012, https://www.swp-berlin.org/publications/products/comments/2012C18_mlg.pdf.
- 103 Nick Witney, « European Defence and the New Commission », Conseil européen des relations étrangères, 30 septembre 2019, https://ecfr.eu/article/commentary_european_defence_and_the_new_commission/.
- 104 David (Yi Le) Zhou, « NATO Small Arms Ammunition Standardization », Centre for International and Politique de défense, Policy Brief 4, no. 3 (2018), https://www.queensu.ca/cidp/sites/cidpwww/files/uploaded_files/4-3%20Sum2018_PB_Zhou_web.pdf.
- 105 « Le secrétaire général de l'OTAN demande une « défense intelligente » à la conférence de Munich », OTAN, 4 février 2011, https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_70327.htm?selectedLocale=en.
- 106 Ian Wood, « Une évaluation stratégique de la défense intelligente de l'OTAN et de ses implications pour le Canada », Studia Diplomatica 67, no. 3 (2014) : 9-14, <https://www.jstor.org/stable/26531626>.
- 107 Claire Mills, « EU Defence: The Realization of Permanent Structured Cooperation (PESCO) », Bibliothèque de la Chambre des communes, 23 septembre 2019, <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-8149/>.
- 108 « The European Defence Fund (EDF) », Commission européenne, consulté le 24 mai 2023, https://defence-industry-space.ec.europa.eu/eu-defence-industry/european-defence-fund-edf_en.
- 109 Nathalie Tocci, « Le paradoxe du moment de la défense en Europe », Texas National Security Review 6, no. 1 (hiver 2022/2023), <https://tnsr.org/2023/01/the-paradox-of-europes-defense-moment/>.
- 110 « Development, Delivery and Determination: PESCO Forging Ahead », Coopération structurée permanente (PESCO), consulté le 24 mai 2023, <https://www.pesco.europa.eu/pressmedia/development-delivery-and-determination-pesco-forging-devant/>.
- 111 Tania Latici, « Pas de douleur, pas de gain : emmener Pesco au gymnase », Institut Egmont, juillet 2020, <https://www.egmontinstitute.be/app/uploads/2020/08/spb129-tania-latici-final2.pdf>.
- 112 Sven Biscop, « European Defence and PESCO: Don't Waste the Chance », Intégration et différenciation de l'UE pour l'efficacité et la responsabilité, 5 mai 2020, https://www.euidea.eu/wp-content/uploads/2020/05/euidea_pp_1.pdf.
- 113 William Noah Glucroft, « Germany : Defense Minister Battles Bundeswehr Bureaucracy », Deutsche Welle, 20 mai 2023, <https://www.dw.com/en/germany-defense-minister-battles-bundeswehr-bureaucracy/a-65661438>.
- 114 Direction générale des politiques externes, State of Play of the Implementation of EDA's Pooling and Sharing Initiatives and Its Impact on the European Defence Industry (Bruxelles : Parlement européen, juin 2015), [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2015/534988/EXPO_STU\(2015\)534988_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2015/534988/EXPO_STU(2015)534988_EN.pdf).
- 115 Schilde, Anderson et Garner, « Une Europe plus martiale ? »
- 116 Lucie Béraud-Sudreau et al., "The SIPRI Top 100 Arms-Producing and Military Services Companies, 2021," Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, décembre 2022, https://www.sipri.org/sites/default/files/2022-12/fs_2212_top_100_2021.pdf.
- 117 « The EATC », Commandement du transport aérien européen, consulté le 24 mai 2023, <https://eatc-mil.com/en/who-we-are/eatc>.
- 118 Monaghan, « Résoudre le dilemme de la défense de l'Europe ».

- 119 Nathan Gain, « European Patrol Corvette Could Start Construction in Four Years », Naval News, 17 mars 2022, <https://www.navalnews.com/naval-news/2022/03/european-patrol-corvette-could-commencer-la-construction-dans-quatre-ans/>.
- 120 Tom Kington, « European Patrol Corvette to Get Fresh Money from EU Coffers », Defense News, 9 septembre 2022, <https://www.defensenews.com/global/europe/2022/09/09/european-patrol-corvette-obtenir-de-l'argent-frais-des-caisses-de-l'ue/>.
- 121 Sean Monaghan et Ed Arnold, « Indispensable : Le concept des nations-cadres de l'OTAN au-delà de Madrid », SCRS, CSIS Briefs, 7 juin 2022, <https://www.csis.org/analysis/indispensable-natos-framework-nations-concept-beyond-madrid>.
- 122 Katrin Bennhold, « Une armée européenne ? Les Allemands et les Néerlandais font un petit pas », New York Times, 20 février 2019, <https://www.nytimes.com/2019/02/20/world/europe/germany-defense-spending-european-army.html>.
- 123 « Celtic Uprise 2019 : The First Exercise under the Operational Component of CaMo, the Franco-Belgian Strategic Partnership », FINABEL, European Army Interoperability Centre, 11 juin 2020, <https://finabel.org/celtic-uprise-2019-the-first-exercise-under-the-operational-composant-of-camo-the-franco-belgian-strategy-partnership/>.
- 124 Wall et Christianson, « La pièce manquante de l'Europe ».
- 125 Idem.
- 126 « Les dépenses de défense européennes dépassent les 200 milliards d'euros pour la première fois », Agence européenne de défense.
- 127 « Tendances des dépenses militaires mondiales, 2022 », Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, avril 2023, https://www.sipri.org/sites/default/files/2023-04/2304_fs_milex_2022.pdf.
- 128 Seth G. Jones, Colin Wall et Rachel Ellehuus, Europe's High-End Military Challenges: The Future of Capacités et missions européennes (Washington, DC : CSIS, novembre 2021), <https://www.csis.org/analysis/europes-high-end-military-challenges-future-european-capabilities-and-missions>.
- 129 Nathan Meershoek, « The Constraints of Power Structures on EU Integration and Regulation of Military Procurement », European Papers, 19 juillet 2021, <https://www.europeanpapers.eu/en/e-journal/constraints-power-structures-eu-integration-and-regulation> ; et « Directive 2009/81/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 », EUR-Lex, 13 juillet 2009, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A32009L0081>.
- 130 « Financement de la PAC », Parlement européen, avril 2023, <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/en/sheet/106/financing-of-the-cap>.
- 131 « Cadre financier pluriannuel 2021-2027 et NextGenerationEU », Chancellerie flamande & Affaires étrangères Office, 2021, <https://www.fdfa.be/en/eu/multiannual-financial-framework-2021-2027-and-nextgenerationeu>.
- 132 Idem.
- 133 Ana Palacio et al., « How Europe Can Sustain Russia Sanctions », Project Syndicate, 28 février 2022, <https://www.project-syndicate.org/commentary/europe-security-facility-to-enable-sanctions-par-ana-palacio-et-al-2022-02>.
- 134 Max Bergmann et Benjamin Haddad, « Europe Needs to Step up on Defence », Foreign Affairs, novembre 18, 2021, <https://www.foreignaffairs.com/europe/europe-needs-step-defense>.
- 135 Calle Håkansson, « De l'intégration du marché à l'intégration de la sécurité : franchir les prochaines étapes pour

- Defence-Industrial Cooperation », Institut suédois des affaires internationales, mai 2023, <https://www.ui.se/butiken/uis-publikationer/ui-brief/2023/from-market-integration-to-security-integration-taking-les-prochaines-etapes-de-la-cooperation-industrielle-europeenne-de-defense/>.
- 136 Victoria Thomas, « A400M : Europe's Interoperability Poster Child ? », Joint Air Power Competence Centre, Transforming Joint Air Power 23 (automne/hiver 2016), <https://www.japcc.org/articles/a400m-europes-interoperability-poster-enfant/>.
- 137 « Factsheet: Multi Role Tanker Transport Capability (MRTT-C) », OTAN, septembre 2022, https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2022/9/pdf/2209-factsheet-mrtr.pdf.
- 138 Suzanne Lynch et Jakob Hanke Vela, « Brussels Unveils Plan to Boost EU Defence Industry », Politico, 3 mai 2023, <https://www.politico.eu/article/european-commission-unveils-plan-to-boost-industrie-de-la-defense-de-lue/>.
- 139 L'article 41.2 du traité sur l'Union européenne (TUE) interdit que le budget de l'UE soit utilisé pour « des dépenses résultant d'opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense ». Cependant, l'achat d'équipement ne constitue probablement pas une « opération ». De plus, pour financer ses opérations militaires, il utilise des véhicules de financement hors budget, tels que la Facilité européenne pour la paix. Union européenne, Traité sur l'Union européenne (version consolidée), Traité de Maastricht, 7 février 1992, Journal officiel des Communautés européennes C 325/5 ; 24 décembre 2002, disponible sur : <https://www.refworld.org/docid/3ae6b39218.html>.
- 140 « European Defence Industry Reinforcement through Common Procurement Act (EDIRPA) », Think Tank, Parlement européen, 17 mai 2023, [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI\(2023\)739294](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI(2023)739294).
- 141 « The European Defence Fund (EDF) », Commission européenne, consulté le 24 mai 2023, https://defence-industry-space.ec.europa.eu/eu-defence-industry/european-defence-fund-edf_en.
- 142 Sven Biscop, « La défense européenne et la PESCO » ; et Claire Mills, « EU Permanent Structured Cooperation (PESCO): a future role for UK defence? », Bibliothèque de la Chambre des communes, 21 novembre 2022, <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-9058/CBP-9058.pdf>.
- 143 Sebastian Clapp, « European Defence Industry Reinforcement through Common Procurement Act (EDIRPA) », Service de recherche du Parlement européen, mai 2023, [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2023/739294/EPRS_BRI\(2023\)739294_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2023/739294/EPRS_BRI(2023)739294_FR.pdf) ; et Aurélie Pagnet, « European Commission to Repurpose €500 Million Joint Arms Procurement Fund », Euractiv, 19 avril 2023, <https://www.euractiv.com/section/defence-and-security/news/european-commission-to-repurpose-e500-million-e-arms-procurement-fund/>.
- 144 « Les députés s'engagent à 1 milliard d'euros pour l'approvisionnement conjoint en produits de défense », Parlement européen, 25 avril 2023, <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20230424IPR82012/meps-pledge-EU1-milliards-pour-lachat-commun-de-produits-de-defense>.
- 145 Droin, Herdt et Bolstad, les marines européennes sont-elles prêtes à naviguer dans une mer de plus en plus disputée
Domaine?
- 146 Monaghan et Christianson, Tirer le meilleur parti de l'initiative européenne Sky Shield.
- 147 Flournoy et al., Intégration européenne de la défense.
- 148 Jones et al., Les défis militaires haut de gamme de l'Europe.
- 149 Wall et Christianson, « La pièce manquante de l'Europe ».
- 150 Conseil de l'UE, « EU and Norway Sign an Agreement in Support of EUMAM Ukraine », communiqué de presse, 6 décembre 2022, <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2022/12/06/eu-and-norway-sign-an-agreement-in-support-of-eumam-Ukraine/>.

- 151 Gregory Sanders et Samantha Cohen, Designing and Managing Successful International Joint Development Programs (Washington, DC : CSIS, janvier 2017) <https://www.csis.org/analysis/designing-and-managing-programmes>.
- 152 "OTAN to Boost Troops on High Alert to over 300,000 -Stoltenberg," Reuters, 27 juin 2022, <https://www.Reuters.com/world/europe/nato-massively-increase-high-readiness-forces-300000-stoltenberg-2022-06-27/>.
- 153 Nicholas Fiorenza, « Ukraine Conflict : NATO VJTF Deployed to Romania », Janes, 4 mars 2022, <https://www.janes.com/defence-news/news-detail/ukraine-conflict-nato-vjtf-deployed-to-roumanie>.
- 154 Sven Biscop, « Le nouveau modèle de force : l'armée européenne de l'OTAN ? - Egmont Institute », Egmont Royal Institute for International Affairs, Egmont Policy Brief 285, septembre 2022, https://www.egmontinstitute.be/app/uploads/2022/09/Sven-Biscop_PolicyBrief285_vFinal.pdf?type=pdf.
- 155 Idem.
- 156 Elise Vincent, « La France renforce sa présence militaire en Roumanie, où 750 soldats sont déployés », Le Monde, 4 novembre 2022, https://www.lemonde.fr/fr/international/article/2022/11/04/la-france-renforce-sa-presence-militaire-en-roumanie-deploie-750-soldats_6003020_4.html.
- 157 Idem.
- 158 Sean Monaghan, « The Joint Expeditionary Force: Global Britain in Northern Europe? », SCRS, commentaire, mars 2022, <https://www.csis.org/analysis/joint-expeditionary-force-global-britain-northern-europe>.
- 159 Idem.
- 160 « Nordic Air Commanders' Intent », Armée de l'air finlandaise, 23 mars 2023, [https://ilmavomat.fi/documents/1951206/2016335/ILMAV_\(U\)-Nordic-Air-Commanders-Intent_23032023.pdf](https://ilmavomat.fi/documents/1951206/2016335/ILMAV_(U)-Nordic-Air-Commanders-Intent_23032023.pdf).
- 161 « Normalisation », OTAN, dernière mise à jour le 14 octobre 2022, https://www.nato.int/cps/en/natohq/sujets_69269.htm.
- 162 John Tirpak, « Les États-Unis et leurs partenaires s'orientent désormais vers des armes interchangeables, pas seulement des armes interopérables », Air & Space Forces Magazine, 30 septembre 2022, <https://www.airandspaceforces.com/us-and-partners-now-moving-vers-des-armes-interchangeables-pas-seulement-interoperables/>.
- 163 "NATO's Diana Expands Transatlantic Footprint, Gears Up for First Challenges", OTAN, 22 mars 2023, https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_213074.htm.
- 164 Joshua Posaner, « Les plans de défense de l'UE "ne peuvent jamais remplacer" l'OTAN, dit Stoltenberg », Politico, 5 septembre 2021, <https://www.politico.eu/article/jens-stoltenberg-nato-eu-defense-plans-avertissement/>.
- 165 « Missions et opérations », Service européen pour l'action extérieure, 23 janvier 2023, https://www.eeas.europa.eu/eeas/missions-and-operations_en.
- 166 « Capacité de déploiement rapide de l'UE », Service européen pour l'action extérieure, 15 novembre 2022, https://www.eeas.europa.eu/eeas/eu-rapid-deployment-capacity_en.
- 167 Biscop, « Le nouveau modèle de force ».
- 168 Idem.
- 169 « Une boussole stratégique pour la sécurité et la défense », Service européen pour l'action extérieure.
- 170 « Déclaration conjointe suite à la rencontre entre le président Biden et le président Macron », The White House, 1er décembre 2022, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/12/01/joint-statement-following-the-meeting-between-president-biden-and-president-macron/>.

171 Loren Thompson, « La construction navale américaine est à son plus bas niveau. Comment l'Amérique est-elle tombée jusqu'ici ? », Forbes, 23 juillet 2021, [https://www.forbes.com/sites/lorenthompson/2021/07/23/us-shipbuilding-is-at-its-lowest-ebb ever -comment-l'Amérique-est-elle-tombée-jusqu'ici/?sh=414244bc6c87](https://www.forbes.com/sites/lorenthompson/2021/07/23/us-shipbuilding-is-at-its-lowest-ebb-ever-comment-l-amérique-est-elle-tombée-jusqu'ici/?sh=414244bc6c87).

172 David Larter, « The US Navy Selects Fincantieri Design for Next-Generation Frigate », Defence News, 18 août 2022, [https://www.defensenews.com/breaking-news/2020/04/30/the-us- marine-sélectionne-fincantieri-design pour-nouvelle-génération-frégate/](https://www.defensenews.com/breaking-news/2020/04/30/the-us-marine-sélectionne-fincantieri-design-pour-nouvelle-génération-frégate/).

173 Seth G. Jones, Empty Bins in a Wartime Environment: The Challenge to the US Defense Industrial Base (Washington, DC : SCRS, janvier 2023), <https://www.csis.org/analysis/empty-bins-wartime-environment challenge-us-defense-industrial-base>.

174 Mathieu Droin, « L'OTAN et l'Union européenne : le fardeau du partage », SCRS, Commentaire, 17 janvier, 2023, <https://www.csis.org/analysis/nato-and-european-union-burden-sharing>.

PHOTO DE COUVERTURE FREDERICK FLORIN/AFP/GETTY IMAGES



1616 Rhode Island Avenue NW

Washington, DC 20036

202 887 0200 | www.csis.org